

LE MONDE LIBERTAIRE

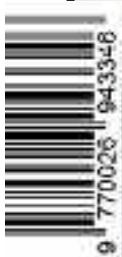
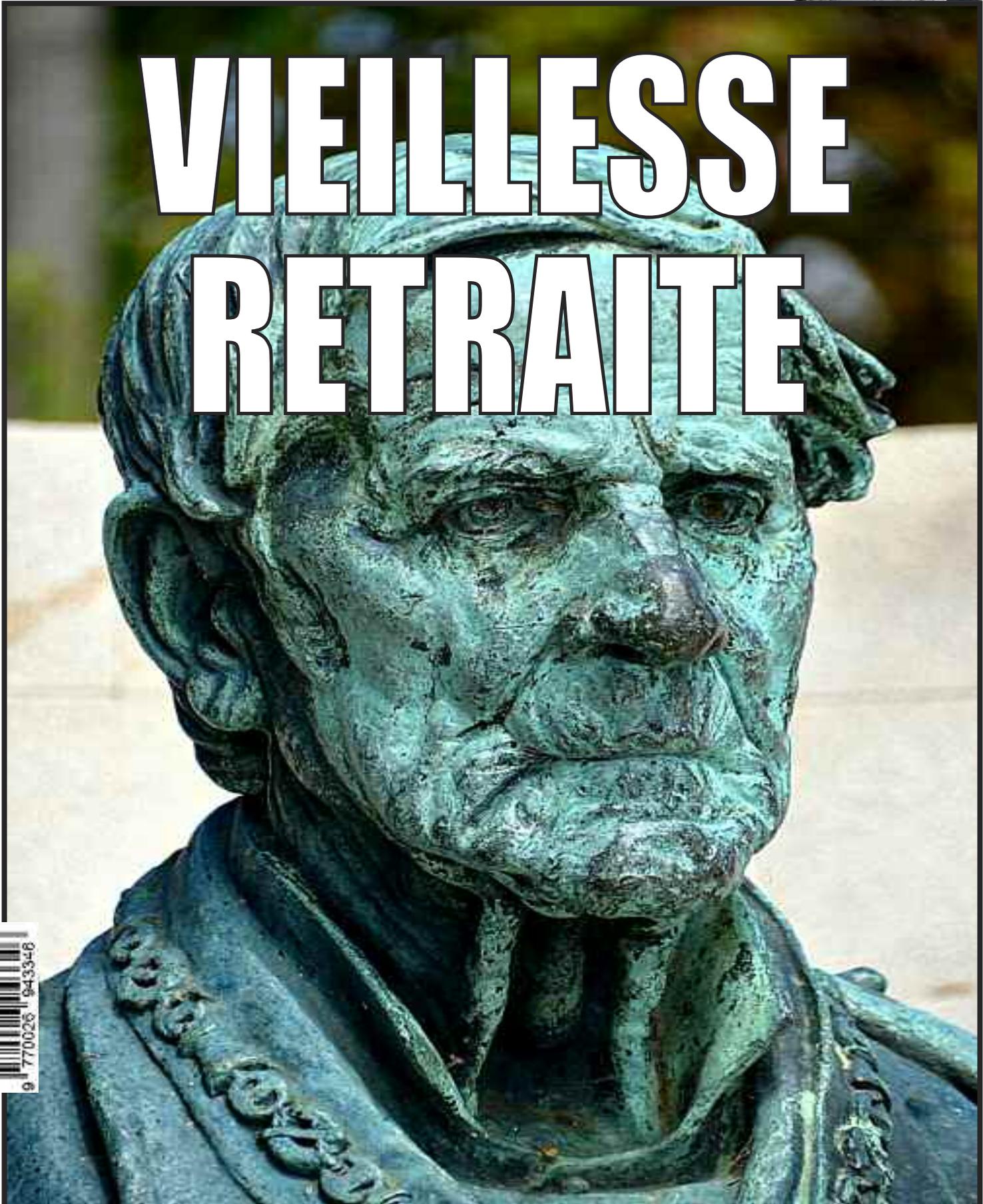
LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



VIEILLESSE RETRAITE



Éditorial

Vieillesse et Anarchie, une perspective différente sur la vieillesse

Alors que la vieillesse est une problématique majeure de notre temps, spécialement dans nos sociétés occidentales vieillissantes, et que nous avons tous à l'esprit des exemples de proches avançant en âge, le traitement médiatique général de cette question se fait sur le mode, hélas désormais extrêmement répandu, de la gestion et de la gouvernance. Il faudrait "gérer" la vieillesse, comme on gère des flux ou des dispositifs.

Dans un monde où la réification est une norme, à savoir où le rapport des humains aux humains est remplacé par le rapport des choses aux choses, la vieillesse devient un problème de plus à régler de façon gestionnaire, en débloquent des budgets et en ouvrant des établissements. De ce fait les personnes âgées, disons les vieux pour ne pas faire dans la langue de bois officielle, sont souvent traitées comme des poids, comme des coûts, voire uniquement comme des corps. Le triste exemple médiatisé des EHPAD - premier arbre d'une forêt d'éléments qu'il faut prendre en compte -, principalement des EHPAD privés, montre bien la réalisation de cette pensée de la gestion où les places sont chères et où les vieux sont utilisés comme des façons de faire du profit. Ainsi la vieillesse est à la fois spécifique et représentative. Spécifique dans ses probléma-

tiques relatives à la perte d'autonomie et à l'accompagnement, mais représentative et centrale politiquement en ce qu'on lit dans les problématiques relatives à la vieillesse les mêmes problèmes qui courent dans l'ensemble de la société : l'isolement et l'atomicité, la concurrence, l'égoïsme et la perte de liens et la réduction des individus à des choses.

La position anarchiste refuse par principe cette logique : la revendication de liberté qui la caractérise et la définit refuse toute forme de gestion qui, comme on le sait, reconduit une domination de l'homme par l'homme. Pourtant si ce principe est avancé par les anarchistes il n'a pas touché immédiatement la question de la vieillesse : rares sont en effet les

ressources libertaires sur cette question pourtant centrale et amenée à le devenir encore plus. Ce numéro vise à introduire - à défaut de combler totalement le manque existant - à des réflexions sur ce sujet, en faisant état de diverses situations, comme la difficulté d'accompagner la vieillesse, la réalité des EHPAD, le jeunisme, les modes de gouvernance, quelques ébauches de solutions libertaires.

Tout cela n'est qu'une invitation, une invitation à inventer, à innover, à détourner et à retourner des modèles,

Nathanaël pour le CRML

LE MONDE
LIBERTAIRE.NET
LE SEUL EN SON GENRE SANS AUCUN NŒUD DE LA RÉDACTION ANARCHISTE



Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informé.e de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>

PRESSE

Mort programmée de la distribution de la presse

Vous ne trouvez plus le Monde libertaire en kiosque. Et nous le regrettons. La distribution, c'était la ruine... Pour comprendre, lisez l'article ci-dessous...

Ça chauffe pour la distribution de la presse. Jusqu'à aujourd'hui – et pour combien de temps ? – elle est régie par la Loi Bichet de 1947 qui avait pour but d'assurer l'égalité et la solidarité entre tous les éditeurs. Les « gros » payaient pour les « petits » grâce à un système de péréquation afin de garantir le pluralisme de la presse et son accès à tous sur tout le territoire national. Ça fait des années que les « gros » renâclent à payer pour les « petits ». Hachette, Dassault et autres, (même quand ils ne sont pas accessoirement marchands d'armes), ne voyaient évidemment aucun intérêt à favoriser la diffusion de titres qui ne défendaient pas leurs valeurs, et ne parlons même pas de ceux qui contestent le système capitaliste.

Parmi la vague de « réformes » prévues par le gouvernement d'Édouard Philippe il n'est donc pas étonnant d'y voir figurer celle de la distribution de la presse. Elle s'appuie sur le rapport Schwartz intitulé « Dix propositions pour moderniser la distribution de la presse ».

« Moderniser », le maître mot macronien est lâché, gare aux dégâts.

Le syndicat CGT des travailleurs du livre et de la communication a bien vu le danger et a appelé à un rassemblement à Paris le mercredi 12 septembre, près du Ministère de la Culture, le ministère de tutelle de la presse écrite. Environ 300 de ces travailleurs ont répondu à cet appel et une délégation est donc allée présentée ses doléances au ministère. Action appuyée par une grève dans la presse (donc pas de journaux en vente le lendemain, jeudi 13).

C'est non seulement la distribution qui est en jeu mais aussi la survie de nombreux points de vente actuels. De la même manière que pour la SNCF les petites gares non rentables sont supprimées, une librairie ou un kiosque jugé non rentable risquerait d'être purement et simplement supprimé.



Il serait évidemment plus que dommageable pour les lecteurs que la Loi Bichet soit abrogée ou vidée de sa substance. Au contraire ce qu'il faut c'est maintenir et renforcer le système coopératif permettant à chaque titre de presse d'être distribué, et à chaque lecteur d'avoir accès à un point de vente près de son domicile. La liberté de la presse passe par la possibilité pour elle d'être distribuée partout grâce au système de péréquation en vigueur jusqu'à maintenant : le financement des petits éditeurs étant à la charge des grands. En bref, une répartition des coûts de distribution à la plus grande charge des éditeurs les plus puissants, en attendant (soyons fous) un véritable partage des richesses.

Ramón Pino

Groupe anarchiste Salvador-Seguí



AGRICULTURE

La mort est dans le pré

En mémoire de l'éleveur Jérôme Laronze, tué par les gendarmes le 20 mai 2017 :

Comment la cogestion État/Syndicats a industrialisé les campagnes.

Comment les derniers paysans tentent-ils de résister, 60 ans plus tard.

Les champs du départ.

Après la seconde guerre mondiale, plus de 2 millions de paysans reprennent le modèle d'agriculture familiale : plusieurs générations sous le même toit, modernisation réelle mais lente.

L'histoire de son industrialisation démarre seulement en 1958, avec l'État gaulliste qui veut l'intégrer à l'économie capitaliste. Le slogan « Nourrir la France ! » occulte le fait que dès 1948 l'autonomie alimentaire est atteinte et on commence à exporter du blé.

Un comité d'experts, présidé par l'économiste libéral Jacques Rueff et par Louis Armand, président de la communauté européenne de l'énergie atomique, remet un rapport sur « la suppression des obstacles à l'expansion économique ». Pour l'agriculture, les objectifs sont :

- Devenir exportatrice, les devises permettant d'obtenir les matières premières industrielles.

- Acheter tracteurs, machines agricoles, engrais, pesticides pour développer l'industrie.

- « Dégraisser » massivement en ruinant les « petites » fermes (prix bas, subventions ciblées)

- Recycler les paysans ruinés en ouvriers bon marché pour les usines

- Contenir les revendications salariales par diminution du coût de la part alimentaire.

C'est la disparition d'un paysan sur deux qui est visée : objectif atteint en 2003 où 1 million d'exploitations ont disparu ! En langage administratif :

« On ne peut se dissimuler que le progrès des rendements tendra à accentuer la contraction des effectifs de main d'œuvre ».

Pour la mise en pratique, sont adoptées 2 lois d'orientation agricole (1960, 1962) : spécialisation des cultures, mécanisation, intrants chimiques, agrandissement des surfaces gérées par les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), IVD (Indemnité viagère de départ) ...

Les aides sont réservées à l'« exploitation modèle » de 2 UTH (Unité de travail homme), donc un couple.

Dans les années 1990, le modèle ne conservera que le « chef d'exploitation », sa compagne étant censée travailler à l'extérieur pour compenser le fait qu'à mesure que le chiffre d'affaire augmente, les revenus diminuent, malgré la PAC européenne.

La loi de 2006 fait place au « chef d'entreprise », qui valorise ses produits sur le marché international, intervient sur les « marchés à terme », gère la « Bourse du carbone »...

De Gaulle et les frères JAC.

Pour faire accepter ce « dégraissage » il est nécessaire de donner aux paysans le sentiment qu'ils sont les « acteurs du changement » : « La politique agricole doit être mise en place en collaboration avec les organisations professionnelles agricoles ». Or, particulièrement dans les régions sous influence catholique, la JAC (Jeunesse agricole catholique) encadre de jeunes agriculteurs « progressistes ». Créée en 1933, elle a pour mission de rechristianiser les campagnes et atteint 20 000 « jacistes » à la veille de la guerre.

Le régime de Vichy inspire la Hiérarchie catholique : « Le retour aux tra-

ditions chrétiennes, l'identification du devoir patriotique et du devoir chrétien, se retrouvent en harmonie avec la Révolution nationale du maréchal Pétain ». La JAC s'en inspire en choisissant comme thèmes annuels successivement : « Le Foyer », « Le Travail », « La Patrie ».

À la Libération, une « nouvelle JAC » : l'éducation religieuse s'accompagnera d'une réflexion sur le progrès technique. Son secrétaire général, René Colson est sensible aux propositions pour la « Reconstruction et modernisation de la France » : il publie *Motorisation et avenir rural*. En avril 1951, il écrit dans *Témoignage Chrétien* : « Il y a un million de paysans en excédent ». La JAC organise des « semaines rurales » dans les campagnes avec interventions de techniciens agricoles, marchands d'engrais... Animés par des « jacistes », se multiplient des CETA (Centre d'études de techniques agricoles) qui sont « la pointe avancée de la progression technique en agriculture » (Paul Houée, *Les étapes du développement rural*).

Michel Debatisse, secrétaire général JAC en 1956, va être l'artisan de la cogestion avec l'État en devenant en 1958



Jérôme Laronze



secrétaire général du CNJA (Cercle national des jeunes agriculteurs) : « On s'est servi de la JAC pour structurer la CNJA ». Des fonds sont versés par l'État pour l'aide à la formation, permettant à Debatisse de créer l'IFOCAP (Institut de formation des cadres paysans) en 1959. Le CNJA participe à toutes les structures agricoles au même titre que la FNSEA et échange mensuellement avec Edgar Pisani (« les palabres ») à qui De Gaulle avait dit : « N'oubliez jamais que vous n'êtes pas le ministre des agriculteurs, mais le ministre de l'Agriculture de la France ». Plus tard, Pisani fera son autocritique : « Je me suis trompé. Pour produire plus et moins cher, les techniques dont nous disposons nous conduisent à altérer ou détruire le capital naturel hérité du passé et à compromettre l'avenir ».

Michel Debatisse sera secrétaire de la FNSEA en 1971 puis ministre de l'Agriculture en 1979...

Jérôme Laronze, le dernier des paysans ?

Le 20 mai 2017 Jérôme Laronze, éleveur de 38 ans, est tué par les gendarmes. Suivons le témoignage d'un

agriculteur voisin, Hugues Berger : « Nous étions tous deux révoltés par l'industrialisation de l'agriculture. Jérôme élevait des vaches avec des produits de la ferme, les soignait avec des plantes, n'utilisant ni pesticides ni engrais de synthèse ».

Depuis 2003, il a repris la ferme de ses parents et dispose d'un troupeau d'une centaine de bovins.

Comme beaucoup, pour éviter la paperasse, Jérôme déclare la naissance de ses veaux une fois par an, alors que l'État impose un délai de 7 jours après chaque naissance.

2014 : un contrôle de la DDPP (Direction départementale de protection des populations) lui impose la « limitation de mouvement » (interdiction d'abattage et de vente) puis engage une « procédure d'élimination » au nom du « bien-être animal », pour avoir refusé de prendre à sa charge des tests ADN établissant la filiation de ses veaux.

Avril 2016 : condamnation de Jérôme à 3 mois de prison avec sursis pour avoir « mal géré son troupeau » : en difficulté à cause de l'interdiction de vente, il privilégie l'alimentation de la partie du troupeau « en règle ».

Juin 2016 : des agents de la DDPP, assistés de gendarmes, venus contrôler l'identification des animaux, les parquent entre la clôture et une rivière, affolant les bêtes dont plusieurs se noient.

11 mai 2017 : 3 agents de la DDPP et 6 gendarmes, rejoints par des pompiers, interviennent pour un « recensement avant saisie ». Menacé d'un enfermement en psychiatrie, Jérôme s'enfuit.

Après une traque de 9 jours, une patrouille aperçoit dans un chemin Jérôme, endormi dans sa voiture. Il démarre et tente de s'échapper : les gendarmes tirent « dans les pneus », 3 balles l'atteignent...

« Je suis en colère contre l'État qui élimine les agriculteurs. J'ai espoir que la mort et les mots de Jérôme sortent le monde agricole de sa torpeur et reprenne son combat là où Jérôme l'a laissé », Hugues Berger.

« L'hyper-modernisation n'apporte rien aux agriculteurs, sinon l'humiliation et des brimades. Mon cas est anecdotique, mais illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans », Jérôme Laronze.

Hors normes et hors capitalisme

« L'État gère la colère en éliminant ceux qui la portent : hôpital psychiatrique ou balles des gendarmes. Jérôme Laronze s'est retrouvé seul dans son combat vital. Nous connaissons désormais les ennemis, les gestionnaires et co-gestionnaires administratifs, industriels ou politiques de la vie rurale. Ils nous humilient depuis des générations. Nous allons nous organiser pour tenter de retourner cette honte vers ceux qui veulent nous la faire subir », Collectif Hors-Norme.

Dès fin 2017, plusieurs rencontres nationales entre collectifs « Hors-norme » de diverses régions préparent des actions de soutien lors des contrôles, la rédaction d'un guide d'autodéfense, la recension de témoignages, et affirment : « La multiplication des normes n'a en rien empêché les scandales sanitaires et les pollutions. Elle a encouragé une industrialisation croissante des exploitations agricoles, laissant comme choix aux paysans : s'endetter, dépendre de plus en plus de l'administration ou mettre la clé sous la porte ».

Un an après la mort de Jérôme Laronze, les collectifs occupent les locaux des DDPP de plusieurs départements : « Vous imaginez dans vos bureaux que le travail de la terre entre dans des cases et des tableaux. Le troupeau c'est toute une vie et vous n'avez aucun scrupule à la foutre en l'air parce qu'un papier a été mal rempli ».

« Les normes administratives et industrielles sont à l'origine de la quasi-totalité des désastres sanitaires, écologiques et ruraux : appauvrissement de la diversité végétale et de la faune, concentration animale, destruction des relations homme/animal, destruction de l'humus végétal, dégradation sanitaire des aliments, uniformisation des génotypes. ».

S'adressant au zadistes, ils soulignent les risques actuels de restauration de l'« État de droit » sur la ZAD : « À Notre Dame des Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole. L'État n'est pas légitime

pour s'imposer comme intermédiaire dans les choix et relations de vie commune, il en est le plus grand destructeur. Les conflits sont réglés par les lois et l'argent plutôt qu'entre les personnes concernées, nous empêchant de nous comprendre et créer notre société ».

Une phrase du texte, que nous pouvons reprendre à notre compte :

« Nous sommes la société, l'État est le parasite ».

Élan noir

→ Aux Éditions du bout de la ville :

Le ménage des champs – Chronique d'un éleveur du XXIème siècle, Xavier Noulhianne

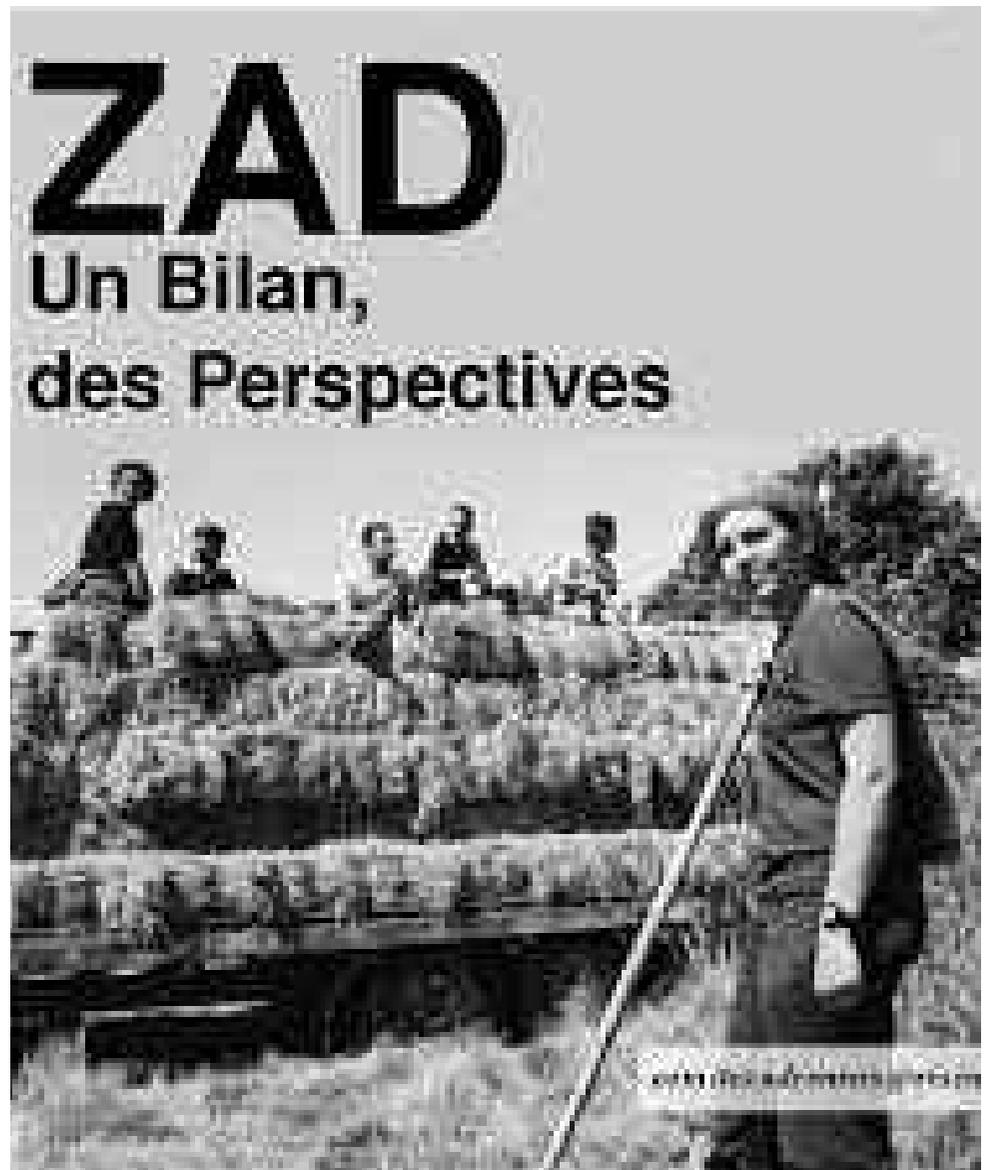
Le paysan impossible – Récit de luttes, Yannick Ogor

→ Émissions de Radio Libertaire sur le site <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/> :

30 octobre, 20 novembre, 11 décembre 2017 avec Xavier Noulhianne

26 mars 2018 avec Yannick Ogor

→ Site des collectifs Hors norme : <http://luttessagricoles.info/>



EXPULSION

L'Offi, la nouvelle machine à expulser les étrangers malades



Cet été, des militant.es d'Aides et Act-UP Paris ont fait irruption devant l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Offi) dans le 15ème arrondissement de Paris pour dénoncer une dérive sans précédent : depuis un an, 23 personnes vivant avec le VIH ont vu leur demande de titre de séjour pour soins rejetée. Il s'agit d'une première en France...

Depuis un an ce sont les médecins de l'Offi qui ont « la charge » de l'évaluation médicale des personnes étrangères gravement malades demandant un titre de séjour pour raisons de santé. Auparavant cette mission incombait aux médecins des agences régionales de santé (ARS) (sous tutelle du ministère de la Santé) mais la loi ayant été modifiée sous Hollande (gouvernement Valls), elle est à

présent sous le contrôle du ministère de l'Intérieur... Un transfert à l'époque déjà dénoncé par les associations de défense des malades.

Aujourd'hui il s'avère que les instructions du ministère de la santé ne sont plus systématiquement suivies par l'Offi et l'on ne compte plus les cas de personnes séropositives menacées de mort (originaires d'Angola, du Cameroun, du Guyana, de Géorgie ou de Guinée, notamment) du fait d'un risque d'expulsion dans leur pays d'origine, où elles ne pourront être soignées correctement. En effet, ces rejets motivés par l'Offi et décidés par les préfectures sont évidemment assortis d'une Obligation de Quitter le Territoire français. Les militants ont donc fait un « diyong » refusant de se lever du sol à l'arrivée de la police.

Malgré cela, à ce jour, les demandes de rendez-vous sont restées infructueuses marquant le déni de l'Offi et son refus d'un dialogue avec les associations de défense des malades étrangers. Ces dernières pointent ces refus comme « Indignes et infondés, arbitraires et absurdes, car ces personnes pour qui un renvoi vers la mort est inenvisageable n'auront pour seule option que de tenter de se maintenir sur le sol français en situation irrégulière. Forcées à la clandestinité, elles verront leur accès aux soins dégradé, avec un risque d'interruptions de traitement et de remontée de la charge virale, augmentant ainsi le risque de transmission. » Pour Aides et AUP « La protection des malades étrangers n'est pas une mesure humanitaire, c'est la base d'une politique efficace de santé »... Elles réclament donc l'accès au séjour effectif pour toutes les personnes gravement malades résidant en France et venant de pays n'offrant aucune garantie d'accès aux soins et le respect plein et entier des orientations du ministère de la santé ».

Après cette intervention, un nouveau rendez-vous a été demandé à l'Offi qui sera suivi en cas de nouveau refus, d'une autre manifestation devant le bâtiment ; nous ne manquerons pas de vous tenir informé.es...

Patrick Schindler, groupe Botul de la FA

DÉBAT

Je suis, tu es, nous sommes anarchistes

Ne dis pas : « Je suis anarchiste. » Tu te verras opposer le désordre, le chaos, la violence, tous ces préjugés anomiques nés de l'enseignement scolaire, dogmatique, et soigneusement entretenus par les médias d'État ; médias d'après lesquels la « dictature », à quoi conduirait l'anarchisme, est toujours l'apanage du pays voisin : tandis que la « démocratie », qu'ils lui comparent à l'envi, serait le propre de celui où ils sévissent.

Ne dis donc pas : « Je suis anarchiste. »

Ni même : « Anticapitaliste », d'ailleurs.

Dis plutôt : « Je suis démocrate. »

Confie que la police t'inquiète, que tu préfères l'entraide ; que le militarisme

étant une menace, tu prônes l'internationalisme ; que tu aspirés au remplacement du patronat par l'autogestion, de l'impôt par les associations, du gouvernement par les assemblées locales...

À ces mots d'autogestion, d'associations et d'assemblées, sans forcément tout saisir (car il·elle n'y aura peut-être pas encore autant réfléchi que toi), ton interlocuteur·trice hochera la tête positivement ; ce sont des mots de liberté.

Poursuis alors et précise que, en personne sensée, tu combats toutes les formes de domination, d'oppression et d'exploitation ; que tu luttés contre le racisme, le sexisme et le spécisme ; que,

pour réduire a minima ton empreinte écologique et humaine, tu ne possèdes pas de véhicule à moteur, tu t'approvisionnes le moins possible dans les magasins à bas coût, tu cherches à te passer de smartphone et de plastique, et tu diminues fortement ta consommation de viande ; tu soutiens la laïcité, aussi, de toute ton âme ; « j'œuvre », résumes-tu, « à une société adelphiquement* organisée où chacun·e, libre, autonome et conscient·e de sa responsabilité individuelle, contribue partout et à chaque instant, loin de tout autoritarisme, au bien-être de tous·tes.

– Oui, bien sûr ! »

C'est ce qu'à intervalles réguliers t'aura répondu ton interlocuteur·trice. Ton attitude et tes propos étant aussi raisonnables que bienveillants, quelle autre réponse apporter ?

« Oui, bien sûr ! »

– Ah bon ? repartiras-tu finalement. Toi aussi ?

– Oui, oui ! »

Alors, à ce moment-là, et à ce moment-là seulement, il est temps. Il est temps de conclure par ces mots : « Nous sommes tous les deux anarchistes, alors ! »

Stéphane POLSKY-HICHERI

Liaison William Morris de la Fédération Anarchiste

Adelphiquement = fraternellement + sororellement (et réciproquement ; l'addition étant commutative...) Note d'un correcteur



DÉBAT

Le système dit « mutualiste » en totale symbiose avec le système capitaliste financier !

Le Beudet (cela ne s'invente pas), qui préside la mutualité française, est à la tête de la quasi-totalité des mutuelles de France et n'hésite pas à nous distiller de la fausse information. Le but est de laisser croire aux mutualistes que les mutuelles ne sont pas des sociétés capitalistes, la preuve dit-il : « Ce sont des sociétés de personnes à but non lucratif régies par le code de la mutualité, elles ne versent pas de dividendes et l'intégralité de leurs bénéfices est investie en faveur de leurs adhérents. Elles ne pratiquent pas la sélection des risques. Présidées par des militants mutualistes élus, les mutuelles représentent également un mouvement social et démocratique, engagé en faveur de l'accès aux soins du plus grand nombre. »

Certes, elles ne versent pas de dividendes puisqu'il n'y a pas d'actionnaire. Seulement, l'intégralité des bénéfices n'est pas investie en faveur des adhérents, puisque : les PDG des mutuelles et les membres des conseils d'administration s'octroient des salaires plus que confortables ; s'il y avait beaucoup moins de dépenses somptueuses et somptuaires, les cotisations augmenteraient beaucoup moins, les personnes âgées ne verraient pas leurs cotisations augmenter en fonction de leur âge et les remboursements des médicaments et des frais d'hospitalisation seraient mieux pris en compte.

Les mutuelles font des choix et ce sont des choix de classes

Elles pallient au désengagement de la Sécurité Sociale et de l'État concernant la prise en charge de la santé des Français(es) dans toujours plus de domaines. Ainsi, le remboursement intégral des prothèses auditives, dentaires et des lunettes promis par le charlatan « Manu » ne sera pas pris en charge par la Sécurité sociale, mais par les mutuelles, en accord avec ces dernières. Il ne faudra pas s'étonner si les cotisations s'envolent. Ce que ne disent pas ces coquins/illusionnistes, c'est que ce sont les adhérents(es) des mutuelles qui concrètement paieront leurs prothèses et leurs lunettes. Le mensonge est d'autant plus gros, quand Thierry Beudet dit : « Les mutuelles sont engagées en faveur de l'accès aux soins du plus grand nombre. » C'est archi-faux ! Mais ce grand prêtre du social semble se satisfaire que seulement 35 millions de personnes soient protégées par une mutuelle. Quid des 30 millions de Français(es) qui ne peuvent accéder aux soins et à la santé faute de pouvoir cotiser à une mutuelle (trop chère) ?!

« Quid des 30 millions de français(es) qui ne peuvent accéder aux soins et à la santé faute de pouvoir cotiser à une mutuelle (trop chère) ?! »

Usurper la signification du concept de « mutuelle » relève de la supercherie intellectuelle. Car, les mutuelles actuelles fonctionnent exactement comme les assurances privées : conseil d'administration, président-directeur-général, directeur et qui plus est plusieurs... Les décisions sont prises dans le secret des conseils d'administration et bien souvent entre un deux ou trois individus. Nous sommes aux antipodes du fonctionnement d'une véritable mutuelle et l'on veut nous faire croire que chaque adhérent(e) compte pour un(e), et qu'il participe aux prises de décisions, alors que chaque adhérent(e) compte uniquement pour la cotisation qu'il/elle apporte. Il/elle contribue uniquement à faire le nombre et plus il y en a, plus la société prend de l'importance et gonfle son portefeuille financier. Cela n'a rien à voir avec l'autogestion ou le fonctionnement de coopératives, à aucun moment l'avis des adhérent(e)s est sollicité. Même si dans les mutuelles de plus de 50 salariés(es), deux représentant(e)s de ces derniers(es) doivent également assister aux séances des conseils d'administration... Ils ne disposent que d'une voix consultative.

Je propose donc un nouveau slogan pour les mutuelles qui dilapident un fric monstre en sponsoring dans différentes compétitions sportives : avec les mutuelles, plus vous paierez, moins vous serez remboursés !

Justhom (Groupe de Rouen)

Chorale éphémère :

« Que
maudite-soit
la guerre ! »

À Treffieux
Les 9/10/11
Novembre 2018

Une invitation
À chanter
dans le cadre
du Centenaire 14/18
pour porter
une parole
Antimilitariste,
Pacifiste,

Pour préparer cette mise
en chanson de l'espace
public, 7 répétitions sont
proposées.

Elles sont ouvertes à tous,
sans prérequis musicaux.
On peut assister à toutes,
justes quelques unes ou
même une seule.

Illustration Tredi / Art et Média Ed. / reproduction - droits réservés -

Salle des associations, face à l'Église, Treffieux

Mercredi 19 septembre de 20:00 à 22:00

Samedi 6 octobre de 14:30 à 17:30

Mardi 16 octobre de 20:00 à 22:00

Samedi 3 novembre de 14:30 à 17:30

La Muloche, Châteaubriant

mardi 25 septembre de 20:00 à 22:00

mercredi 10 octobre de 20:00 à 22:00

mercredi 24 octobre de 20:00 à 22:00

Tous les instrumentistes qui souhaitent se joindre à l'aventure sont également bienvenus.
Vous faire connaître le plus rapidement possible au 06 77 34 46 14

Contacts/infos/répertoire : wordpress.com/post/corinnedehervaller.wordpress.com/342 - ousontlescrajonchezvous@gmail.com -

PHILOSOPHIE

Libertaire ou libéral ?

Soumis il y a peu à la question de définir le courant libertaire, mon interlocuteur me répliqua : « tu es donc libéral ? Car toi qui défends tellement la liberté, tu dois être un libéral ! » Cet amalgame se multiplie de plus en plus souvent, notamment depuis qu'Emmanuel Macron a présenté pendant sa campagne devant une classe d'élèves en primaire, désireux de connaître la différence entre la gauche et la droite politique, que la valeur principale de la gauche, c'est l'égalité, et que la valeur principale de la droite, c'est la liberté.

Outre-Atlantique, on découvre que les défenseurs d'un courant ultralibéral s'autoproclament « anarchiste de droite », car défendant la « liberté individuelle d'entreprendre » et s'opposant de fait à tout interventionnisme de l'état. Défense de la liberté, anti-étatisme, voilà donc quels seraient les critères pour se définir comme anarchistes. En définitive, il n'y aurait que très peu de différence entre un libertaire et un libéral...

Mais de quelle liberté parle-t-on ?

Ce que met en lumière ce genre de situation, c'est la perte du sens des mots. Car si la dernière campagne présidentielle, et de manière générale, la politique dans son ensemble utilise sans compter des mots comme Liberté, Égalité, Croissance, Sécurité, Dette, et j'en passe, c'est que ces mots produisent sur l'imaginaire de l'électorat une sensation de profondeur et d'importance à un discours qui est en réalité vide de sens ou, tout du moins, non-défini.

Face à ce néant des idées, je crois bon de redéfinir ce que la Liberté n'est pas, à défaut de définir ce qu'elle est. Car s'il est vrai que les philosophes s'échinent depuis des millénaires à en donner des définitions différentes, au moins sont-ils arrivés à se mettre d'accord sur ce qu'elle n'est pas.

Reprenons donc le lexique d'un libéral. La liberté économique est définie dans le cadre actuel du capitalisme libéral, qui repose sur plusieurs critères, dont les principaux sont : le droit absolu à la propriété privée, la privatisation des moyens de production et la possibilité de produire, d'échanger et de consommer tout bien sans avoir recours à la contrainte.

Le tour de force magistral qu'auront réussi les libéraux, c'est d'avoir remplacé dans le vocabulaire commun la notion de liberté par la notion de liberté économique. La différence semble bien minime, et pourtant elle est primordiale. Tout bon libéral, avec en tête des Milton Friedman, des Margaret Thatcher ou des Friedrich Hayek, va donc marteler le plus fort possible que la Liberté, (sans en donner la définition), n'est envisageable que dans le cadre de la liberté économique. La liberté économique serait donc indispensable pour voir prospérer la Liberté.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la liberté peut se présenter sous deux angles : d'un côté, on peut tenter de la définir en-dehors de tout contexte, selon ce qu'elle est intrinsèquement, la Liberté absolue, de l'autre, on pourra tenter de la définir à l'intérieur d'un cadre préétabli : la liberté relative. On peut en effet définir la liberté relative selon le cadre politique (la liberté dans un état totalitaire, communiste, libéral...), religieux (la liberté selon tel ou tel religion...), philosophique, bref, tout cadre impliquant un certain nombre de règles à respecter.

« Le libéral prône une liberté dans un système autoritaire, car imposant à l'humanité entière la loi du marché. »

Et la liberté économique fait donc partie de cette deuxième catégorie, à savoir la liberté prise dans le cadre du capitalisme libéral. Pour un libéral, il s'agira donc de penser la liberté dans le cadre autoritaire des lois économiques : en effet, le libéral jurera contre vents et marées que rien ne doit venir entraver la volonté de l'entrepreneur et que toutes ses actions doivent être garanties. Tout en continuant d'invoquer la main invisible permettant l'auto-régulation des marchés, il omet de préciser que ces actions doivent nécessairement avoir lieu dans le cadre des contraintes économiques comme la sacro-sainte propriété privée et les lois de l'offre et de la demande. Ainsi, l'entrepreneur doit être libre d'agir comme il l'entend, mais selon des lois fixes et immuables.

On voit ici la contradiction évidente. Le libéral prône une liberté dans un système autoritaire, car imposant à l'humanité entière la loi du marché. Elle est donc une liberté relative, que les libéraux tentent de rendre nécessaire à l'établissement de la Liberté absolue... Mais pourquoi faire de la liberté économique une garante de la Liberté ? Pour pouvoir justifier le cadre économique lui-même. La liberté étant un concept primordial aux yeux de l'humanité, si les libéraux s'en font les garants, ils parviennent à justifier le cadre qu'ils souhaitent voir mis en place.

Les principes sur lesquels reposent le capitalisme libéral (protection de la propriété privée, loi de l'offre et de la demande, principe de rentabilité, salariat, droit d'accumulation illimité des richesses...) ne résistent pas longtemps à un l'examen de la raison. C'est pourquoi ces principes sont érigés en un dogme non-contestable que doit venir entériner définitivement la garantie de notre Liberté.

La tentative des libéraux pour rendre leur conception de la liberté dans le cadre économique comme une condition de l'établissement de la Liberté n'est en réalité qu'une tentative de légitimer leur système idéal : celui d'un monde soumis aux lois du capitalisme libéral. L'enchaînement logique qui voudrait que le cadre instauré par le capitalisme libéral permette l'établissement de la liberté économique qui serait garante de la Liberté est donc un non-sens logique, puisque la liberté économique est une liberté particulière, elle ne peut être garante de la Liberté absolue : la liberté économique ne peut être un prérequis pour l'existence de la Liberté.

« Le libertaire est à la recherche d'une liberté qui ne serait pas restreinte par un contexte imposé à tous, car là est la contradiction. »

Alors, si la Liberté n'est pas défendue par un libéral, qu'en est-il du côté libertaire ? Désire-t-il une liberté relative, enfermée dans un cadre préétabli ? A mon sens, la différence fondamentale entre un libertaire et un libéral (et, à fortiori, avec tout défenseur d'un cadre quelconque) est justement le fait qu'un libertaires ne

prône pas l'établissement d'un cadre spécifique, soumis à des règles imposables à tous.

Le libertaire est à la recherche d'une liberté qui ne serait pas restreinte par un contexte imposé à tous, car là est la contradiction. Le libertaire est pour le libre choix du cadre dans lequel il souhaite vivre. La liberté n'est, pour lui, pas synonyme de « faire ce que je veux », mais de pouvoir choisir par lui-même, selon ses convictions, croyances, valeurs, etc.... la société et, dans une plus large mesure, le cadre qui lui correspond le plus et dans lequel il souhaite vivre.

Une fois choisi ce cadre, sa liberté sera donc relative aux règles qui constituent ce cadre, mais sa Liberté absolue aura été de faire le choix de vivre dans ce cadre bien précis. La Liberté ne peut être invoqué dans un système unique, oppressif et anti-démocratique.

C'est pourtant ce que tente de faire un libéral. Les lois universelles de la mondialisation s'appliquent à chaque individu sans qu'il ait le choix d'y adhérer ou non. Le cadre n'est plus débattu, toutes alternatives semblent se penser dans le champ du capitalisme. Même les partis politiques se définissant comme anticapitalistes ne sont en réalité qu'une tentative d'en limiter les dérives. Il ne s'agit pas de penser un autre système, il s'agit de pen-

ser comment le système pourrait être moins pire.

C'est dans ce contexte d'un cadre tout puissant et unique que le combat d'un libertaire prend son sens : il s'agit d'en combattre les fondements même et de rappeler sans cesse que le vrai débat, celui de la définition du cadre, est toujours, et même plus que jamais, d'actualité.

D'après l'Index of Economic Freedom de la Heritage Foundation et du Wall Street Journal « La liberté humaine et politique n'a jamais existé et ne peut pas exister sans une large dose de liberté économique. » (Milton Friedman) « Il ne peut pas y avoir de liberté s'il n'y a pas de liberté économique. » (Margaret Thatcher) « On dit souvent qu'il n'y a point de liberté politique sans liberté économique. C'est vrai [...] » (Friedrich Hayek)

TIBO,
(FRESNES-ANTONY,
ANARTISTES)



PHILOSOPHIE

Lectures anthropologiques

Cela fait déjà quelques années que je suis interpellé par différentes questions. La première sur l'anarchisme est : pourquoi n'y a-t-il pas (à ma connaissance) d'organisations anarchistes sur le continent africain et le continent océanique ? La seconde recoupe l'anarchisme et l'anthropologie (puisque mon militantisme anarchiste débute en même temps que ma formation académique qui aboutira à ma spécialisation en Préhistoire récente) : d'où vient la hiérarchisation des sociétés ? Question qui me hantera longuement mais que je n'aborderais pas frontalement dans mes travaux scientifiques... Pierre Clastres viendra fort heureusement apporter de l'eau au moulin de ma réflexion grâce à ces fameux écrits... J'y découvre la nuance sur la notion de pouvoir (coercitif ou non) et que quelques sociétés humaines ont un fonctionnement qui interdit l'émergence d'un pouvoir coercitif... Toutes ces observations sont faites en Amérique du sud... Et à partir d'une grille d'analyse issue de la philosophie européenne (Clastres cite régulièrement La Boétie).

« Dans notre ontologie naturaliste, le capitalisme ne pouvait être qu'une fatalité »

Le premier élément est posé : la hiérarchisation des sociétés n'est pas une fatalité ! Mais d'où vient-elle ? C'est la rencontre avec un autre anthropologue en 2005, alors que je débute ma thèse, qui va réalimenter ma réflexion : Philippe Descola vient en effet de publier

son monumental *Par-delà nature et culture...* Difficile à lire, je pressens la fulgurance de cette réflexion mais je la mets de côté, faute de la cerner dans son entièreté...

Or, la FA vient de débiter un travail de réflexion sur la décroissance libertaire à travers les travaux et écrits de Jean-Pierre Tertrais, justement mon camarade de groupe et ami, et je perçois que les ontologies que définit Descola peuvent apporter des éléments à ce concept de décroissance libertaire, puisque ces quatre ontologies ont à voir avec le rapport entre humains et non-humains... Peu à peu, au gré du temps et des lectures, je me convaincs que dans notre ontologie naturaliste, le capitalisme ne pouvait être qu'une fatalité... Et que justement seule la décroissance libertaire et la promotion de la philosophie anarchiste peut permettre d'enrayer cette fatalité...

Mais je garde ces réflexions au fond de moi, puisque le temps me manque pour les étayer en relisant... Et tout ça intervient alors que depuis plus de dix ans, le Chiapas s'est engagé dans une forme de soulèvement zapatiste inédit où les philosophies anarchiste et communiste, nées en Europe dans un contexte d'ontologie naturaliste, diffusées par des canaux indirects (Ricardo Flores Magon pour l'anarchisme), trouvent un écho dans les pratiques des communautés indigènes, pratiques que Pierre Clastres avait par ailleurs observé dans des sociétés de chasseurs-cueilleurs (La Société contre l'Etat) et qu'il espérait observer dans des sociétés d'agricultures-éleveurs (Cahier Pierre

Clastres)...

Finalement, je vais pouvoir recreuser la question grâce à un autre ouvrage de Descola publié 10 ans plus tard, *La Composition des Mondes*. Si l'auteur développe une anthropologie de la nature, je suis impressionné par le fait qu'elle vient compléter l'anthropologie politique, telle que l'a développé un Clastres avant sa mort intervenue trop tôt. Et je réalise que les théories de Descola et la révolution zapatiste me permettent de tenter une réponse à la première question qui me hantait : parce que l'anarchisme y existe mais n'y est pas défini comme tel sur ces continents... La rencontre n'a pas eu lieu comme elle a eu lieu à certains endroits du continent sud et méso-américain...

« à l'uni-vers qu'impose le capitalisme, il faut opposer les pluri-vers »

Tout ça pour en arriver à un ardu mais très intéressant petit livre d'Arturo Escobar et traduit par le collectif L'Atelier La Minga : *Sentir-penser avec la terre*. Une écologie au-delà de l'Occident. Voilà donc un ouvrage qui donne une perspective politique à l'anthropologie de la nature développée par Descola ! L'idée-force de l'ouvrage est de dire que face à l'uni-vers qu'impose le capitalisme (née en Europe dans un contexte ontologique naturaliste si on accepte la théorie de Descola), il faut opposer les pluri-vers, ces différentes manières d'habiter le



monde que propose de définir Escobar au travers d'exemples sud-américains (avec un écho européen dans les ZAD) ... Et cette idée des plurivers me semble fortement compatible avec l'un des éléments moteurs de la philosophie anarchiste (développée en Europe dans un contexte ontologique naturaliste si on accepte la théorie de Descola) : le fédéralisme...

Et si le mot anarchiste est rarement employé dans ces écrits postérieurs au soulèvement zapatiste, il n'en demeure pas moins que son ombre plane justement sur les idées qui y sont développées : la preuve page 98 où le terme « libertaire » apparaît. Bien sûr, quelques concepts tel que l'individualisme sont niés dans le raisonnement d'Escobar alors que d'autres comme la spiritualité sont présents, ce qui peut chagriner...

Mais, hormis ces quelques détails (qui n'ont rien de rédhibitoire), la lecture de cet opuscule en plus de ceux de Descola est vivifiante et ne peut qu'être annonciateur, si ce n'est d'un renouvellement, d'un nouveau souffle à l'anarchisme.

Gwenolé KERDIVEL, groupe la

Sociale, Rennes

A lire :

- Clastres Pierre, *La Société contre l'État*, Éditions de Minuit, 1974, 1996, 2011.
- Descola Philippe, *La composition des mondes*, Flammarion, 2015.
- Descola Philipe, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2005.
- Escobar Arturo, *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*, Seuil, Anthropocène, 2018.
- Kupiec Anne et Abensour Miguel (dir.), *Cahier Pierre Clastres*, Sens & Tonka, Sciences sociales, 2011.



" La manière dont l'Occident moderne se représente la nature est la chose du monde la moins bien partagée. "

Philippe Descola

PHILOSOPHIE

Éradiquer la servilité volontaire par l'éveil de la conscience des populations

Ce présent article est, peu ou prou, la suite de celui que j'avais rédigé il y a deux mois et paru dans Le Monde Libertaire N°1797 (juillet-août 2018), intitulé « Travaille, consomme et tais-toi ! Triptyque de la servilité volontaire ».

En effet, car je posais dans la conclusion de ce texte quelques questions ouvertes auxquelles je vais tenter d'apporter des éléments de réponse dans celui-ci. Je m'interrogeais notamment sur notre capacité et notre volonté d'éradiquer, ou au moins de freiner, l'engagement des masses populaires et salariales dans cette servilité volontaire dont nous sommes toutes et tous plus ou moins les victimes. Puis, j'avançais qu'il nous appartenait à nous, les anarchistes et les libertaires, de répondre à ces questions ouvertes avant que d'autres, bien moins intentionné.e.s, ne monopolisent le débat.

Donc, comment faire pour mettre fin à cette servilité volontaire dans laquelle la majeure partie des peuples est empiétrée ? Pour répondre à cette question, il nous faut d'abord comprendre le pourquoi de cet état de fait, ce que par ailleurs nous avons déjà vu au travers des lignes de l'article précédant celui-ci. La cause de ce funeste destin auquel les populations sont vouées nous la connaissons toutes et tous : il s'agit bien évidemment de la marche en avant du système capitaliste et productiviste, maintenant quasi-mondialisé, qui ne profite au final qu'aux 0,1 % les plus

riches de la planète et asservit celles et ceux qui restent.

Personne, bien évidemment, ne dispose d'une solution innée et toute faite pour éradiquer ce servage moderne. Mais pour ce faire, je pense, comme beaucoup d'ailleurs, qu'il nous faut éveiller les consciences des masses populaires et salariales. Les sortir de leur inertie, leur ouvrir les yeux... Car, la plupart des gens ne savent pas, ou ne veulent pas savoir, ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre. Il nous faut les toucher, et au plus profond d'eux-mêmes, sinon, c'est peine perdue !

D'accord, nous répond-on souvent, mais comment ?

Et là, c'est pareil naturellement ; personne ne possède de solution miracle à sortir de son chapeau.

Personnellement, cela fait des années que j'y réfléchis. Seul ou avec des ami.e.s, des camarades, ou bien avec des collègues de travail même. C'est pourquoi je souhaite à présent partager le fruit de mes ou de nos réflexions, lesquelles méritent encore, bien entendu, améliorations, apports et débats pour parvenir à l'éveil des consciences des populations. Et si vous les trouvez trop simplistes ou complètement utopistes c'est normal car, je ne suis ni un intellectuel, ni un politicien.

Tout d'abord, il me paraît évident qu'il nous appartient de nous adresser en premier lieu aux plus pauvres, à ceux qui souffrent le plus. C'est certain, plus les gens possèdent de richesses et moins ils

désireront bouleverser les choses. Toutefois, je ne suis pas sans savoir qu'il existe, parmi les plus aisé.e.s, des cerveaux dotés d'une véritable conscience collective et sensibles à la situation des moins fortuné.e.s qu'eux, mais poursuivons. Une fois le prolétariat réveillé, conscientisé et rallié à notre cause, les classe moyennes et même la petite bourgeoisie devraient suivre car, c'est dans l'ordre des choses. Déjà, parce que jamais les petits et moyens possédants ne laisseront le monopole du changement radical de la société aux dépossédé.e.s, et ensuite, parce que leur intérêt, celui des classe moyennes et aisées, sera de participer activement à la construction de cette nouvelle donne, rendue inéluctable du fait de la conviction profonde des classes populaires. Le jour où ces dernières auront compris qu'elles ne sont en fait que des esclaves au service des plus riches, les autres, bien que mieux lotis l'étant aussi, le comprendront également, naturellement, et l'essentiel de la population sera prêt à se soulever.

Certes, la révolution ne se fera pas comme ça du jour au lendemain, mais si une fraction de la population commence petit à petit à s'attaquer au système de l'intérieur, à le noyauter et à ralentir son dévouement envers celui-ci, alors, nous serons sur la bonne voie. Certain.e.s, ont déjà, et de tout temps, bien entamé ce processus, mais quasiment jamais ils/elles ne furent, ou ne sont aujourd'hui, les plus nombreux.x. En conjuguant nos efforts à tous et en nous unissons, la tendance devra être inversée.



Afin d'aboutir à ce résultat et à ce vaste soulèvement populaire et libertaire qui en découlera, il nous faudra principalement avoir accompli deux choses :

La première : Avoir expliqué au plus grand nombre les infinis méfaits, tant locaux que mondiaux, de la logique étatique, capitaliste et productiviste, en ayant démontré notamment qu'elle ne peut se passer des rapports exploitateur/exploité, dominant/dominé et possédant/dépossédé, lesquels ne conduisent qu'à l'inégalité, à l'injustice, à la loi du plus fort, à la loi de la jungle.

La seconde : Avoir opposé au système actuellement en place, celui que nous appelons de nos vœux, le fédéralisme libertaire (qui est : une société libre, sans classe ni État), en ayant démontré ses innombrables bienfaits, parmi lesquels, le retour à l'essentiel, le gain de temps pour soi, la disparition du travail répétitif et abrutissant, la réduction la plus forte possible des inégalités, le juste partage du travail nécessaire, le gratuit des biens communs terrestres et des services publics ainsi que l'enrayement de leur marchandisation, l'arrêt de l'influence de l'argent, la participation de tous aux décisions, l'éradication des hiérarchies et des classes, l'abolition des États-nations et des frontières et par conséquent la fin des guerres, la libre circulation des personnes à travers le monde, l'acquisition et la jouissance des plus grandes libertés possibles dans tous les domaines, la gestion directe par les personnes concernées des structures sociales et économiques, l'entraide, la solidarité, l'autonomie des individus et des groupes...

“Quelques secondes après, la grande majorité d'entre eux vous diront qu'on ne peut rien n'y faire, que c'est comme ça [...] Notre rôle sera alors de véritablement toucher les gens.”

Lorsque l'on parle avec des gens de la domination écrasante du capitalisme et du productivisme, ainsi que de toutes ses conséquences néfastes, autant sur l'humain que sur l'animal et la nature, nombreux se trouvent offusqués et révoltés, mais... Quelques secondes après, la grande majorité d'entre eux vous diront qu'on ne peut rien faire, que c'est comme ça, qu'il faut faire avec et qu'on n'a pas le choix ! Notre rôle sera alors de véritablement toucher les gens. De simples explications ou même une excellente argumentation ne suffiront pas malheureusement. Je le répète : il nous faudra véritablement toucher les gens au plus profond d'eux-mêmes, quitte à les bousculer un peu, ou un peu plus peut-être. Les faire évoluer de l'état de spectateur de leur vie à celui d'acteur. Et là encore, ce que nous faisons déjà, manifs, tractage, collage, écriture, diffusions diverses, propagande en tout genre, etc, bien qu'indispensable et utile, ne suffira pas. Toucher réellement la population, profondément, afin de l'amener à refuser le système actuel et à se révolter impliquera certainement la mise en application de méthodes et de pratiques dont nous n'avons peut-être pas encore connaissance nous-mêmes ! Nous devons inventer ces moyens qui nous permettront de sortir les masses populaires de cette torpeur et de cette fatalité dans laquelle elles se trouvent plongées depuis trop longtemps maintenant.

Toutefois, il apparaît qu'au regard de l'Histoire, ce sont bien souvent les peuples eux-mêmes qui se soulèvent de leur propre chef, sans forcément attendre ou embrasser le mot d'ordre d'une ou plusieurs structures, quelles qu'elles soient.

“Ce n'est que lorsque le peuple se rebelle qu'il obtient des avancées sociales et améliore sa condition.”

Et justement, nous devons nous servir de ce fait pour convaincre nos futurs camarades et compagnons de révolution que ce n'est que lorsque le peuple se rebelle qu'il obtient des avancées sociales et améliore sa condition. Autrement, nous serions toujours au temps du serfage féodal, de la monarchie, de l'esclavage des populations noires ou autres, du travail des enfants, du bagné et des travaux forcés, de la soumission des épouses à leurs époux, des semaines de 60 heures, de l'inexistence des congés payés... etc. Même si, je vous l'accorde, certaines de ces tares n'ont pas encore toutes complètement disparues aujourd'hui. S'il avait fallu compter sur celles et ceux qui détiennent le pouvoir et les capitaux pour améliorer notre existence, assurément, nous y serions encore ! Jamais dans l'Histoire, ou alors à de rares exceptions près, les exploiters, les dominants, les possédants, n'ont accordés quoi que ce soit aux exploités, aux dominés, aux dépossédés sans que ces derniers ne manifestent, ne se soulèvent ou ne se révoltent ! À nous de jouer là-dessus mais aussi de tous les moyens possibles et imaginables que la morale nous autorise pour atteindre nos objectifs.

Ces quelques pistes, traçant le chemin vers l'éveil des consciences des populations, sont bien entendu appelées à être améliorées, complétées et débattues. Et il s'agit là même d'un impératif, tellement cet éveil apparaît comme la solution sine qua non à l'accomplissement de ce à quoi nous, anarchistes et libertaires, aspirons toutes et tous, réaliser une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale, afin que soient détruites les sociétés fondées sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de la distribution, toutes les exploitations, l'ignorance et la misère, ainsi que les rapports d'autorité. (Extrait du préambule des principes de base, le pacte associatif, de la Fédération Anarchiste).

Je tenterais d'ailleurs dans un prochain article, de montrer comment, afin d'éveiller les consciences en vue d'éradiquer la servilité volontaire, nous pouvons faire pour véritablement toucher les gens et les sortir ainsi de leur immobilisme puis, les amener à se révolter.

Frédéric Pussé,
Groupe de
Metz de la Fédération Anarchiste

HISTOIRE

L'anarchisme en Palestine entre les deux guerres

Troisième partie de l'étude historique proposée par Pierre Sommermeyer.

Depuis le début des années 20 des communautés juives s'installent en Palestine fortement influencées par les idées anarchistes. Avant de rendre compte d'une publication récente il est bon d'aller faire un tour de nouveau dans l'Encyclopédie anarchiste.

Dans l'article consacré au Ghetto, J. Chazoff aborde cette question. Il reconnaît que quantité de révolutionnaires militent en faveur de la réalisation d'un foyer juif. Faisant référence aux malheurs qui frappent depuis des siècles le peuple juif il dit « Nous comprenons le sentiment honorable qui anime certains propagandistes du sionisme » mais ils ne sont pas les seuls dans ce cas. Chazoff ajoute « est-ce vraiment l'époque de fonder une nation, alors que tout nous appelle à l'internationalisme au sens le plus complet de ce mot ? [...] Que les prolétaires juifs viennent avec nous, ils nous aideront et nous les aiderons [...] Que les Juifs opprimés sortent de leurs ghettos. La Révolution ne leur offre pas la Palestine, elle leur offre le monde libéré. »

Une autre opinion s'exprime quand arrive la question des colonies sionistes qui vont pendant au moins un demi-siècle séduire les anarchistes comme étant une réalisation d'une société sans

classe. L'article sur le sionisme écrit par E. Armand s'arrête sur ces communautés qui vont croître après la guerre de 14/18. Il remarque tout de suite que le mode de propriété collective utilisé par ces colonies, renoue avec les principes tirés de l'Ancien Testament « les terres ne se vendront pas à perpétuité, car la terre est à moi, dit l'Éternel ». La terre doit rester commune « à tous les enfants de Dieu », elle ne peut être ni objet de vente ni objet d'achat ». Armand ajoute « Mais si toutes les terres sont constituées en propriété nationale, c'est dans le but que toute la Palestine revienne un jour aux Israélites et que soit reconstitué le Royaume d'Israël. »

Il remarque que le sort fait aux femmes dans ces communautés n'a rien de semblable à celui qu'elles avaient dans la société juive traditionnelle. Il cite une communauté où l'on pratique le communisme, Nuris. Pour lui « la colonisation juive présente des exemples d'énergie qui méritent d'attirer l'attention ». Mais E. Armand est conscient de ce qui se prépare : Les Arabes ne sont pas disposés à céder leur place, d'où des heurts, qui peuvent dégénérer parfois en massacre entre Juifs et Arabes (et même chrétiens indigènes). D'autre part, la superficie restreinte de la Palestine empêche

l'expansion des colonies ». Il annonce en même temps qu'une phase nouvelle s'annonce par suite des persécutions moyenâgeuses dont les Israélites sont l'objet, actuellement, en Allemagne (1933).

Un ouvrage est sorti au début de l'année 2018 consacré à ces colonies intitulé *Le mouvement des Kibboutz et l'anarchie*. Son auteur James Horrox aborde l'évolution des colonies juives comme une recherche d'une société plus juste. Il va y avoir plusieurs alya c'est-à-dire plusieurs périodes d'arrivée des migrants juifs vers la Palestine. Le premier établissement collectif date de 1910. il est le fait de jeunes Russes. L'un d'eux racontera ainsi son désir d'une vie harmonieuse : « Nous nous rendions compte de plus en plus que les usages en vigueur dans les anciennes colonies ne nous convenaient pas [...] En tout cas, nous estimions qu'il ne devrait y avoir ni employeurs, ni employés. Nous voulions une vie "heureuse pour tous" ».

Aaron David Gordon

Un homme, venu de Russie, va marquer profondément cette génération de migrants. il s'appelle Aaron David Gordon. S'il se considérait sans aucun doute selon Horrox comme un sioniste, c'était cependant sur des bases pacifistes et antimilitaristes. Il voyait les Arabes comme un exemple d'une nation organique vivant en harmonie avec



Aaron David Gordon

la terre que les Juifs devraient prendre pour modèle. En revanche, il était loin d'être naïf à l'égard de la résistance arabe au sionisme, qu'il considérait comme une réaction tout à fait compréhensible au mode de vie occidental et déraciné des Juifs. Ainsi pouvait-il concevoir les relations judéo-arabes au mieux comme une compétition pacifique — du moins jusqu'à ce que les Juifs parviennent à renouveler leur connexion avec la terre et gagnent le respect et la coopération de leurs voisins. Il se disait aussi opposé au « socialisme » c'est à dire au marxisme qui mettait en avant les luttes de classes comme moyen de transformer la société.

Gordon va être par la suite et l'est encore maintenant l'objet de querelles visant à savoir quelle importance avait sa « religiosité sans la foi en Dieu ». Pour Zeev Sternhell, historien et penseur politique israélien, la position de Gordon « trahit une certaine consonance entre sa vision du monde et celle du nationalisme intégral européen, qui considérait

également la religion, la tradition et le rituel comme des ingrédients essentiels de l'identité nationale ». Selon l'auteur de cet ouvrage, Gordon avait été formé aux mêmes sources que Bakounine, Rocker et Landauer, celles de la gauche völkish-romantique. Il déclarera même avoir retrouvé certaines de ses idées dans les écrits de Landauer.

Le kibboutz de Gordon était fondé sur de solides principes anarcho-socialistes et écologistes. Il peut être considéré comme un précurseur de l'éco-anarchisme contemporain.

Les années 1918-1920 voient les pogroms se multiplier à nouveau au cours de la guerre soviéto-polonaise. Quelques années auparavant la Déclaration Balfour avait ouvert aux juifs un nouvel horizon. Il s'agissait d'une déclaration d'intention émise par le ministre des affaires étrangères britannique à l'intention de Lord Rothschild déclarant : Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine. A partir de là le nombre de juifs émigrant en Palestine augmenta de façon importante. Entre 1919 et 1923, la majorité des émigrants venaient de Russie et de Pologne. Le souvenir des moments révolutionnaires puis leurs répressions qui avaient secoué l'Europe de la fin de la guerre étaient très vivaces dans les mémoires de ces nouveaux arrivants.

Gustav Landauer et Martin Buber

Arrêtons-nous sur le rôle de Martin Buber (1878-1965) dans la transmission de l'idéal anarchiste en Palestine. Il avait été un ami proche de Gustav Landauer (1870-1919) qui avait été assassiné quelques années plus tôt lors de la fin de la République des conseils bavarois. Horrox rappelle avec raison que Landauer avait toujours été méfiant

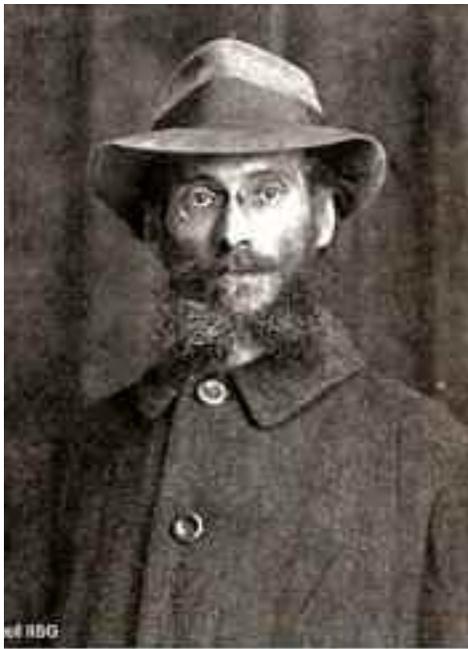
par rapport au sionisme politique. Il entrevoyait les tendances étatistes présentes chez beaucoup de sionistes. Il pensait que la vocation historique des juifs était d'aider à construire des communautés socialistes, autonomes de l'Etat.

Pour Landauer, dont l'influence a été importante dans l'anarchisme allemand, contrairement aux pays latins, ce projet qu'il soit politique ou culturel ne semblait être que secondaire. Son engagement dans l'aventure bavaroise montre bien s'il en était nécessaire qu'un projet « juif » lui était étranger.

Horrox reprend à son compte l'avis d'une biographe de Landauer, Ruth Link-Salinger, qui illustre bien cette distance entre la vision de Landauer et le projet sioniste. L'utopie dont rêvaient ces intellectuels socialistes sionistes avait de profondes affinités avec les constructions sociales auxquelles on associait le nom de Landauer. Ce dernier avait écrit un hymne à la colonie paysanne, telle qu'elle fut incarnée par les Kibboutz. On retrouvera dans les pages de l'Arbeit l'organe germanophone du parti sioniste-socialiste Hapoel Hatzair cet appel : « Seuls quelques-uns parmi nous, ayant décidé de vivre une vie à la campagne, peuvent réaliser l'idée de la colonie agricole telle que l'envisageait Landauer en son temps. Les autres, nombreux, dont la vie est liée à la ville, apporteront leur contribution à la réalisation des enseignements de Gustav Landauer en aidant à former les "colonies citadines" qui naîtront un jour des foyers communautaires. »

Ce dernier, dans son « discours programmatique » énoncé quelques jours avant la proclamation de la République des conseils, avait formulé ainsi son espoir, aux accents juifs incontestables : « Il nous faut la trompette de Moïse, l'homme de Dieu, qui de temps en temps annonce la grande année jubilaire, il nous faut le printemps, l'illusion et l'ivresse et la folie, il nous faut — encore et encore et encore — la révolution, il nous faut le poète. ».

Il est clair que la dimension utopique du message de G. Landauer est présente dans les projets de communautés réalisés en Palestine par les émigrés de cette aliah des années 1919-1923. En 1920, Martin Buber qui se faisait le chantre de Landauer déclara ce dernier « le chef désigné du nouveau judaïsme ». Pour Ruth Link-Salinger l'anarchisme de Landauer était devenu « le projet le plus inspirant ». Un groupe nommé Hashomer Hatzair (la jeune garde) va porter les idées communautaires de Landauer propagées par



Gustav Landauer

Buber. Dans ses mémoires Gershom Scholem (1897-1982) raconte que l'Appel au socialisme de Landauer l'avait profondément marqué comme un grand nombre d'autres jeunes sionistes.

Une autre organisation juive avait une tradition anarchiste évidente qui s'appelait Gedoud Haavoda (Bataillon du travail). Un de ses leaders Yitzhak Tabenkin déclarait « que les pionniers du kibboutz devaient se familiariser avec les points principaux de la pensée anarchiste ». Yaacov Oved raconte que l'un des premiers livres traduit en hébreu et distribué en Palestine fut L'entraide de Kropotkine. Tout cela montre

à quel point cette influence a joué un rôle dans les débats qui ont eu lieu dans les milieux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires.

Cela dit, vouloir faire de Landauer un partisan des kibboutz en Palestine comme tenta de le faire Buber est pour le moins excessif si ce n'est mensonger. Car il était un domaine sur lequel ses admirateurs juifs sionistes ne l'avaient pas interrogé, c'était la présence arabe environnante.

Il est important de rappeler qu'à cette époque c'est-à-dire avant la guerre de 1914-18 et la défaite de l'Empire ottoman, la population locale arabe est soumise au colonialisme turc depuis des siècles. Ses élites collaborent clandestinement avec des pays comme la France ou la Grande Bretagne. La Palestine comme entité n'existe pas. A la fin de la guerre, le traité de Sèvres, en 1920, restructure l'Empire Ottoman. La partie arabe qui avait tenté un soulèvement anti turc entre 1916 et 1918 (on peut dater de ce moment la naissance d'un nationalisme arabe moderne) est partagée entre la France (Syrie Liban) et la Grande Bretagne (Irak Palestine) suite à une décision de la Société des nations.

Les conflits entre Juifs et Palestiniens musulmans ne vont pas tarder à avoir lieu. Ils vont débiter avec la question de l'accès au Mur des lamentations. En septembre 1925 un règlement parait qui interdit aux juifs d'y apporter des chaises ou des bancs, même à destination de croyant vieux ou infirmes. En 1928 des juifs installent pour Yom Kippour des chaises et de quoi séparer femmes et hommes. En Aout 1929 une série de manifestations juives, au cours desquelles la droite juive fascisante souffle sur le feu, autour du Mur débouche sur un bain de sang à Jérusalem comme à Hébron. 133 juifs seront tués et au moins 116 palestiniens musulmans. Des procès eurent lieu avec des condamnations à mort visant aussi bien des juifs que des arabes, seuls 3 d'entre ces derniers furent pendus. James Horrox n'aborde pas cette ques-

tion dans son livre. On sait par ailleurs que furent nombreux les membres de kibboutz qui confrontés à cette question préférèrent partir se battre en Espagne dans les rangs de la révolution.

A ce moment-là les membres du Parti communiste palestinien (PKP) reçurent l'ordre du Komintern (qui soutenait la résistance arabe contre les Britanniques) de se joindre à l'insurrection arabe. Les Juifs membres du PKP se trouvèrent devant un lourd dilemme : prendre les armes aux côtés des Arabes, s'opposer à l'arrivée d'autres Juifs en Palestine ou bien quitter le Parti. La Guerre Civile espagnole offrit en quelque sorte une échappatoire à cette situation pour le moins tragique dans laquelle se trouvaient les Juifs affiliés au PKP. Nombre d'entre eux choisirent donc de s'engager dans ce conflit, à l'autre bout de la Méditerranée. Il y a donc un lien de cause à effet entre les violences arabes à l'encontre des Juifs de Palestine et l'arrivée d'un contingent juif en provenance de cette région.

Du côté anarchiste ils seront aussi nombreux à rejoindre l'Espagne en lutte comme Carl Einstein et bien d'autres. Il serait fastidieux d'en faire le décompte. Un auteur, Josef Toch qui a combattu en Espagne évaluait dans son livre *Juden im Spanischen Krieg*, 1936-1939 le nombre de juifs engagés dans les Brigades internationales à 7758, une estimation revue à la baisse depuis, on en compte entre 4000 et 6000.

Pierre Sommermeyer

LE MONDE COMME IL VA

Ça grève un peu partout !



Afrique du sud : Il n'y a plus d'apartheid mais les conditions de travail restent dures. En avril dernier, SAFTU – le syndicat opposé à l'ANC le parti au pouvoir issu de la lutte contre l'apartheid – a lancé un mouvement de grève et de manifestations pour obtenir un salaire minimum décent. Le nouveau Président Ramaphosa a reconnu que celui qui était en place n'était pas suffisant pour vivre. Simultanément une grève générale des bus a démarré

Chine: un milliard 379 millions de petits Chinois et nous et nous, 20 fois moins ! Donc au moins 20 fois plus de grèves. Donc inutile de la passer en revue, il faudrait plusieurs ML. Il a fallu huit jours de grève au mois de mars pour que cesse la grève chez le fabricant de sacs de luxe Michael Kors. Faut dire que ces ingrats demandaient un salaire mensuel de base de 552 dollars. A la même époque les chauffeurs de taxi (une centaine environ) à Jinchang dans le Gansu voulait que leurs courses fussent mieux payées. Si vous voulez en savoir plus sur toutes ces grèves, une ONG, China Labour bulletin, a mis en place une carte interactive de la chine en grève. Hallucinant.

C'est ici : <http://maps.clb.org.hk/strikes/en> Bon voyage!

Australie : août 2018. Encore des mécontents ! Les travailleurs au nombre de 1500 de l'usine de production d'aluminium Alcoa continuent leur grève. Cette entreprise veut forcer les travailleurs à accepter un nouveau type de contrat qui aurait pour conséquence une importante diminution de salaire. Alcoa a un chiffre d'affaire de 2.5 milliards en augmentation mais a vu son action passer de 20 cents à 14 cents. Faut bien que quelqu'un paye ! Le gouvernement des Nouvelles Galles du Sud (Sydney) a fait machine arrière après avoir voulu interdire aux conducteurs de train de faire grève. La menace d'une journée de grève générale a suffi.

Inde : autant de monde ou presque qu'en Chine. Une grosse différence c'est que la presse est libre et qu'il faut donc aller à la pêche aux infos pour savoir. Six fédérations syndicales portuaires ont lancé une grève générale d'une journée au mois de mai 2018 afin d'ouvrir des négociations pour revaloriser les salaires. Le même mois un million d'employés des banques ont arrêté le travail deux jours pour de meilleurs salaires.

USA : au bon pays de Monsieur Tr. Même les prisonniers demandent à être mieux payés. Mais où va le monde ? La grève a commencé semblait-il vers le 20 août 2018. Ils veulent de meilleures conditions de vie, la facilitation de liberté conditionnelle et le retour de leurs droits de vote. Au mois d'avril une manifestation rassemblant 50 000 enseignants habillés de rouge se sont rassemblés à Phoenix en Arizona pour de meilleurs salaires et conditions de travail.

Argentine : une grève générale a été déclarée au mois de juin 2018, par la CGT locale pour protester contre les mesures d'austérité liées au prêt du FMI. C'était aussi l'occasion de réclamer une hausse des salaires pour com-

penser l'inflation des prix de près de 30% en un an. Au cours de la manifestation 15 dockers ont été blessés par la police.

Brésil : Mai 2018. Les routiers sont en grève ! Ils bloquent les routes. Le prix du fuel a doublé depuis 2016. Le président de la république a dénoncé une minorité de gauchistes qui prend la population en otage (refrain connu). Il a aussi demandé à l'armée de « libérer les routes ».

Chili : une nouvelle annexe au droit du travail a été mis en place. Elle prévoit une réduction des droits des jeunes étudiants travailleurs. Un texte qui faciliterait le non-paiement des heures supplémentaires. Donc sept cents personnes mécontentes se sont rassemblées à Santiago du Chili et ont subi l'intervention des forces spéciales.

Guyana : des milliers d'enseignants vont se mettre en grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Dans un meeting leur syndicat leur a dit qu'il n'était pas en mesure de leur apporter un soutien financier et qu'il ne pourrait que leur fournir une aide alimentaire. La revendication repose sur la réalisation d'un accord portant une revalorisation depuis 2016 alors que le gouvernement ne veut prendre en compte que l'année 2018.

Et voilà ! A bientôt

Le guetteur



HISTOIRE

Cette courte « Loi Fondamentale » mérite lecture et analyse

La récente évolution de la « Loi Fondamentale » d'Israël marque une nouvelle étape de la dégradation d'un projet dont une des formes originelles – des communautés laïques intégrales coopérants au sein de fédérations – a trouvé une forte inspiration dans les thèses anarchistes. Plutôt qu'un long commentaire, il nous a semblé préférable de communiquer le texte même de cette loi.

Une remarque quand même... à un moment où se développe l'extraterritorialité des lois nationales et où plus de 10% de l'humanité vit en diaspora, cette loi qui en quelques articles articule citoyens, colons et peuple, nous semble introduire et assumer une innovation importante quant à la forme et à la mission du modèle étatique. Alors que nous assistons à de nombreuses résurgences nationalistes opposant strictement un intérieur à un extérieur, l'état se définit ici selon trois modalités spécifiques relatives à trois populations résidant dans trois territoires distincts. La première inscrit classiquement le citoyen à l'intérieur de frontières, la seconde déploie des colons au sein de territoires occupés militairement, la troisième enfin se situe dans un au-delà indéfini, partout où se trouveraient des membres présumés d'un « peuple », à qui d'ailleurs l'état ne demande pas son avis. Cette innovation de la forme « état » nous semble mériter une analyse anarchiste.

Nuage Fou.

Ci-dessous, une traduction intégrale par Yves Jardin reprise du site de l'Agence Media Palestine, de la « Loi Fondamentale : Israël étant la État-nation du Peuple Juif », adoptée par la Knesset le 19 juillet 2018.

Loi Fondamentale : Israël étant l'État-nation du Peuple Juif

1. Principes fondamentaux

A. La Terre d'Israël est la patrie historique du peuple juif, dans laquelle l'État d'Israël a été créé.

B. L'État d'Israël est le foyer national du peuple juif, dans lequel il réalise son droit naturel, culturel, religieux et historique à l'autodétermination.

C. Le droit d'exercer l'autodétermination nationale dans l'État d'Israël est propre au peuple juif.

2. Les symboles de l'État

A. Le nom de l'état est « Israël ».

B. Le drapeau de l'état est blanc avec deux bandes bleues près des bords et une Etoile de David bleue au centre.

C. L'emblème de l'état est une menorah à sept branches avec des feuilles d'olivier des deux côtés et le mot « Israël » au-dessous de celle-ci.

D. L'hymne de l'état est « Hatikvah ».

E. Les détails relatifs aux symboles de l'état seront fixés par la loi.

3. La capitale de l'état

Jérusalem, entière et unifiée, est la capitale d'Israël.

4. Langue

A. La langue de l'état est l'hébreu.

B. La langue arabe a un statut spécial dans l'état ; la réglementation de

l'usage de l'arabe dans et par les institutions de l'état sera fixée par la loi.

C. Cette disposition ne porte pas atteinte au statut accordé à la langue arabe avant que cette loi n'entre en application.

5. Retour des exilés

L'état sera ouvert à l'immigration juive et au retour des exilés

6. Lien avec le peuple juif

A. L'état s'efforcera d'assurer la sécurité des membres du peuple juif en difficulté ou en captivité en raison de leur Judéité ou de leur citoyenneté.

B. L'état agira dans la Diaspora pour renforcer l'affinité entre l'état et les membres du peuple juif.

C. L'état agira pour préserver le patrimoine culturel, historique et religieux du peuple juif parmi les Juifs de la Diaspora.

7. Colonies juives

A. L'état considère le développement des colonies juives comme une valeur nationale et agira pour encourager et promouvoir leur création et leur renforcement.

8. Calendrier officiel

Le calendrier hébreu est le calendrier officiel de l'état et en même temps que celui-ci le calendrier grégorien sera utilisé comme calendrier officiel. L'usage du calendrier hébreu et du calendrier grégorien sera fixé par la loi.

9. Journée de l'Indépendance et journées commémoratives

A. La Journée de l'Indépendance est la fête nationale de l'état.

B. La Journée commémorative pour ceux qui sont morts dans les Guerres d'Israël et dans l'Holocauste et la Journée du Souvenir de l'Héroïsme sont les fêtes commémoratives de l'État.

10. Journées de Repos et Sabbat

Le Sabbat et les fêtes d'Israël sont les jours de repos instaurés dans l'état ; les Non-Juifs ont droit à maintenir les jours de repos lors de leurs Sabbats et fêtes ; les détails de cette question seront fixés par la loi.

11. Immuabilité

Cette loi fondamentale ne peut pas être modifiée, sauf par une autre Loi Fondamentale adoptée par les députés.

ORGANISATION

Auto-organisation Anarchiste 'Vrije Bond'

Nous avons reçu un texte en français. L'auteur nous a demandé « d'améliorer son batavo-français en franco-français » ce que nous n'avons fait que légèrement afin de respecter son effort.

Le mouvement anarchiste aux Pays-Bas connaît, en fait, une seule organisation anarchiste, à savoir le Vrije Bond (Union Libre). Il est un ensemble de personnes qui aspirent à une société libertaire. Bien qu'il y ait d'autres sortes d'organisations libertaires avec le même but, le Vrije Bond est le plus exhaustif. Le but est : une société sans hiérarchie, sans oppression, sans l'exploitation des personnes et des animaux et sans épuiser l'environnement. Une société anarchique, où les gens coopèrent sur un pied d'égalité entre eux, comme le Vrije Bond le formule.

Le Vrije Bond est organisé comme une association d'auto-organisation. Cela signifie qu'on coopère en cas de besoin, mais les groupes et les individus conservent leur autonomie. Dans trois grandes villes néerlandaises, Amsterdam, La Haye et Nimègue, il y a des groupes anarchistes autonomes (AG) actifs reliés au Vrije Bond.

Il existe aussi le Vrije Bond Belgique et l'AK Gent (AK = Anarchistisch Kollektief soit Collectif Anarchiste). La dénomination peut parfois varier. Le groupe anarchiste à La Haye s'appelle 'Autonomen La Haye'. Il est un partenariat entre autonomistes et anarchistes dans la région de La Haye, qui gère aussi une librairie appelée « La Révolte » et qui sert de lieu pour organiser

des réunions de discussion et d'autres activités.

Plate-forme anarchiste

Le Vrije Bond est considéré avant tout comme une plate-forme pour les personnes qui, dans le cadre de l'anarchisme, ont des activités très diverses comme en menant une action directe, en organisant des débats, en rédigeant des articles ; activités pour lesquelles contact entre ces personnes est nécessaire. Le Vrije Bond est aussi l'éditeur de la revue trimestrielle *Buiten de Orde* (En dehors de l'Ordre).



On a défini le mot anarchisme et l'anarchie. Elle implique la mise en place d'un monde sans domination ou d'exploitation, basé sur la coopération et la solidarité. Dans ce cadre tout le monde auto-décide comment il veut organiser sa vie. Ce monde sera construit sur le principe selon lequel tout le monde est égal et a le droit de se prononcer et d'agir. Un grand idéal, mais ce monde ne vient pas comme cela de soi-même. Pour les changements nécessaires on ne peut pas faire confiance dans la démocratie (parlementaire). La révolution qui est nécessaire ne peut être atteinte que par la coopération et l'organisation d'en bas. Par conséquent, il est important pour nous les anarchistes de nous organiser, parce qu'ensemble, nous sommes forts.

Il est clair que pour préparer la révolution il faut faire de la propagande. Entre autre, c'est pour cela que paraît la revue *Buiten de Orde* qui comprend : des articles, des interviews et des discussions sur l'anarchisme, l'autogestion, les luttes du travail, les droits de l'homme, l'antifascisme, l'antimilitarisme, les actions environnementales (un peu comme les ZAD's en France), la résistance et la culture indépendante (par exemple la journée autour de l'art d'Italien Enrico Baj : 'Jeu comme projets', en avril 2017).

Buiten de orde est distribué aux membres et aux abonnés et est vendu en kiosque.

Aux Pays-Bas, à côté de *Buiten de Orde* une autre revue anarchiste indépendante existe, intitulée de *AS*. La première est plus « activiste » et la deuxième plus « théorique ». Bien que

ces différences entre les deux revues existent, plusieurs rédacteurs des deux revues publient régulièrement dans l'une et l'autre.

D'autres forme d'activités avec les différentes campagnes qui se connectent avec les luttes quotidiennes des travailleurs et d'autres personnes dans un conflit social.

Ainsi, le Vrije Bond a lancé une campagne d'aide pour les employés travaillant dans les agences à 'Jumbo Distributiecentra' (centre de distribution) pour attirer l'attention sur la situation des grèves autour des négociations salariales.

Le même type de question a conduit à l'action sur les conflits de travail avec l'agence OTTO Workforce, surnommé OTTO SlaveForce.

Les périodes d'élections mènent également aux campagnes – alors toutes des questions très similaires à la situation socio-économique et politique française. Le groupe d'Amsterdam (AGA) a publié en 2015 un petit texte sur le 'Droit du travail aux Pays Bas', comme l'information pour les travailleurs immigrés (en français voir : <https://labourrights.vrijebond.org/2015/04/28/droit-du-travail-aux-pays-bas/>).

Groupe de travail sur le Travail

Compte tenu de l'évolution dans le domaine du travail, le Vrije Bond a fondé un groupe de travail sur ce thème. Le but de ce groupe est d'aider principalement les personnes dans un conflit de travail. Puis ce groupe se concentrera sur la formation d'eux-mêmes et des gens autour d'eux. Ceci pour espérer mieux comprendre et mieux être en mesure de transmettre les possibilités pour les luttes ouvrières. Ensuite, l'objectif est d'apporter le changement social par l'action directe en créant la solidarité et l'égalité.

Foire du livre anarchiste à Amsterdam

Il y a quinze ans, le Groupe Anarchiste Amsterdam (AGA) a fondé une petite bibliothèque dans un 'café d'information' appelé Bollox. Le Bollox est situé depuis 30 ans dans 'De Binnen-



pret' (adresse : Eerste Schinkelstraat 14-16, Amsterdam). 'De Binnenpret', c'est un ancien squat, maintenant légalisé, d'un complexe de bâtiments où la bataille pour l'habitation, la lutte contre l'Etat, et bien d'autres luttes anti-autoritaires continuent. Entre temps la bibliothèque est devenue une collection bien gardée de plus de 1000 livres, films et documentaires, tous sont libres à utiliser par tout le monde. La bibliothèque a pour but de contribuer à la lutte pour l'anarchie. Ensemble avec 'Paper Jam' ils organisent une fois par an une foire du livre anarchiste.

Fond de solidarité

Une autre activité importante du Vrije Bond est le fond de solidarité. Grâce à ce fond les membres soutiennent leurs actions et les activités de chacun. Ceux-ci comprennent des actions (directes) de divers groupes de travail du Vrije Bond comme des lignes de piquetage, les inspections civiques

et les camps d'action. Des initiatives comme une bibliothèque anarchiste ou une boutique d'info anarchiste sont couverts. Aussi des organisations sœurs à l'étranger et les non-membres peuvent également demander le soutien du fonds de solidarité.

Thom Holterman (rédacteur de la revue anarchiste hollandaise de AS) ; l'auteur a publié un livre sur l'histoire de l'anarchisme hollandais, intitulé 'L'anarchisme au pays des provos, Constantes, organisations et force critique des libertaires hollandais, Atelier de création libertaire, Lyon, 2015.

[Source: <https://www.vrijebond.org>]

ÉCOLOGIE

Sur la Démission de Nicolas Hulot

La nomination de N. Hulot au poste de ministre de la Transition écologique remplissait deux fonctions essentielles. Conforter des ambitions personnelles par une carrière politique et reverdir l'image d'un gouvernement à des années-lumière des préoccupations écologiques. Tirailé entre la valorisation de sa propre notoriété et la pression insoutenable des lobbies, N. Hulot a fini par succomber à l'overdose de couleurs avalées depuis son installation ; les plus récentes ne pouvaient décevoir plus passer.

Faudrait-il croire qu'un individu qui bénéficie depuis longtemps des lar-

gesses d'EDF, de Veolia et d'Ushuaïa, et qui avait côtoyé Chirac, Sarkozy et Hollande, pouvait avoir la moindre illusion sur son pouvoir au sein de la classe politique, le moindre doute sur le poids réel des lobbies – y compris celui de la chasse – sur les décideurs politiques ?

La résolution de la question écologique, comme celle d'ailleurs des rapports sociaux, commence par la sortie du capitalisme dans la mesure où la croissance nécessaire à ce système heurte de plein fouet les limites physiques de la planète. Parce que la poursuite acharnée d'un « capitalisme vert »

ne peut conduire qu'à un effondrement au moins partiel de la société « thermo-industrielle », il est urgent de construire les structures à taille humaine, respectueuses à la fois de l'autonomie et du bien-être de l'homme et de l'intégrité des écosystèmes, que prônent les partisans d'une société égalitaire et libertaire. Seul l'anarchisme peut aujourd'hui assurer la continuité de la vie.

Jean-Pierre TERTRAIS



Ni vieux ni maîtres

Bientôt un CFA de la Fédération anarchiste sur le sujet "Vieillesse et anarchie". À Lyon, fin octobre. J'y vais...

...après pas mal hésitations, parce que la vieillesse, on n'aime déjà pas en parler quand on est jeune, selon le principe du "¡Tan largo me lo fiáis!", "on verra ça plus tard, on en reparlera", leitmotiv du Don Juan de Tirso de Molina, le premier Don Juan de la littérature universelle pour un thème universel : remettre à plus tard ce qu'on ne veut pas voir, la finitude, l'échéance finale. Et parce que la vieillesse on n'aime pas non plus en parler quand elle vous concerne, dans un monde capitaliste où il faut être jeune actif performant à tout prix (et le prix à payer pour cette servitude volontaire est fort) ou se cacher ... Mais justement l'anarchiste ne pratique pas la politique de l'autruche, donc j'ai pris mes billets de train... avec ma carte Senior.

On n'aime pas trop ça, être traité de vieux, et comme d'habitude, dans cette société patriarcale, au féminin, ça devient carrément insultant. Mais c'est pas ça qui va me faire peur : parlons-en de la vieillesse. Ça nous fera parler de l'anarchie.

« Et parce que la vieillesse on n'aime pas non plus en parler quand elle vous concerne »

D'abord je suis tentée de dire "faux sujet" en soi et, en tout état de cause, pour des anarchistes. La vieillesse est d'abord dictée par l'âge. Bien sûr il y a des étapes naturelles dans la vie des

animaux humains que nous sommes, enfance, adolescence, âge mûr, vieillesse mais pourquoi la jeunesse officielle finirait-elle arbitrairement à 25 ans et la vieillesse officielle commencerait-elle à 65 ans. Et pourquoi nous laissons-nous tout dicter par le système capitaliste que nous combattons, à commencer par les mots que nous employons, les catégories dont nous usons qui sont autant de discriminations, les frontières qui nous séparent et qui sont autant de discriminations, établies par les institutions étatiques. Vive les anarchistes espagnols qui, lors de la révolution sociale du 19 juillet 1936, ont brûlé les registres de baptême et les actes de naissance des registres d'état civil. À l'inverse, l'âge de la retraite à 65 ans a été décrétée par les patrons et financiers, la vieillesse est un calcul capitaliste à une époque où la vie (ils s'en chargeaient car nous sommes programmés biologiquement pour être plus que centenaires) n'allait pas bien au-delà. C'était pratique de faire cotiser pour ensuite ne pas avoir à payer, c'est le principe des assureurs, vous devriez être l'assuré mais c'est toujours eux qui gagnent (c'est plus que rare que quelqu'un d'autre définisse les règles pour vous et qu'il n'en soit pas le bénéficiaire). Les capitalistes se bouffent entre eux, donc on est aujourd'hui autorisé à vivre plus longtemps, surtout si on en a les moyens financiers (ou si on est assez malin pour contourner leur système). Les progrès de la médecine, c'est bien, on vit plus longtemps, ça fait marcher les sociétés pharmaceutiques et le retraité peut être un maxiconsommateur, il n'a plus que ça à faire !

Eh oui, que du temps LIBRE, je confirme, surtout que je me suis rien

fait coller sur le dos !!! Être vieux, c'est non seulement se laisser coller une étiquette mais vouloir coller au rôle, ah la servitude volontaire continue ! : se négliger, ne plus s'intéresser à rien d'autre qu'à la prise de ses médicaments, s'inscrire au club de bridge et/ou de crochet, accepter d'être tenu au rôle de grand-parent qui n'a plus sa vie à vivre (alors qu'elle lui a déjà été volée jusque-là par la paternité/maternité, le travail, et tout le tintouin... Nan, l'église et la patrie, moi j'ai pas donné ! J'ai pas fait l'armée et la seule fois que je suis rentrée dans une église dans mon enfance, ça a été pour remplir mon pistolet à eau dans le bénitier.

Être vieux, ça veut dire ne plus faire de projets d'avenir, ou bien ne plus désirer et être désirable ou bien ne pas avoir la santé ou la condition physique, ou bien ne pas être actif. Ok, mais j'en conclus quand même qu'il n'y a pas d'âge pour être vieux... et qu'il n'y a pas d'âge pour être jeune.

« Ne pas traiter un enfant comme une sous-personne (pas encore utile à la société), ne pas traiter une vieille personne en sous-personne (plus utile désormais pour la société). »

Dans la société dont nous rêvons, toutes les personnes contribuent également au collectif (être actif n'est pas synonyme d'être salarié) par ce qu'elles sont, par leur diversité, et ce quel que soit leur âge. À chacun selon ses besoins, notre principe anarchiste : on en a davantage au début et parfois aussi à

la fin de sa vie, Ne pas traiter un enfant comme une sous-personne (pas encore utile à la société), ne pas traiter une vieille personne en sous-personne (plus utile désormais pour la société). Prenons également exemple sur des sociétés existantes ou ayant existé, comme les indiens d'Amérique ou certaines cultures africaines où c'est déjà le cas. Qui reste-t-il pour avoir le droit de cité dans cette société capitaliste ? Allez, on est

exploitable, disons, de 30-35 à 45-50 ans, et ça donne en prime le misérable droit de se sentir intégré et de faire du jeunisme, de vivre entre soi.

Résumons-nous : faux sujet au départ, nul besoin de connaître sa date de naissance, je suis contre cette mention sur la carte d'identité comme pour celle du genre. On a l'âge que l'on fait, en fonction de ses conditions et de ses

choix de vie (qui influent sur les facteurs génétiques). Et faux sujet à l'arrivée, on devient vieux quand... quand quoi ? Eh bien quand on se sent l'être, quand on est perçu comme tel, quelle importance ?

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté

Avec le temps !

Avec le temps, va, tout s'en va. On connaît la célèbre chanson de Ferré. Sauf que tout ne s'en va pas. Pas pour les militants révolutionnaires qui restent fidèles à leurs idéaux.

Mais, c'est vrai, avec le temps, les temps changent et les vieux révolutionnaires ont du mal à s'y faire. Ils ont souvent les pendules de la compréhension du monde qui se sont arrêtées sur l'heure d'hier. Or l'heure d'hier ne sera jamais celle d'aujourd'hui.

En mai 1968, à Bordeaux, dans le quartier espagnol de St Michel, une vieille camarade anarcho-syndicaliste me disait : « Petit, vous n'avez pas de chance. Nous, en 36, en Espagne, nous avions vraiment la possibilité de faire une révolution sociale. Le capitalisme était à un stade préhistorique. Nous étions innombrables. Nous savions ce que nous ne voulions pas et ce que nous voulions. Nous avons été vaincus militairement. La France du Front Populaire et l'Angleterre ont refusé de nous livrer des armes tandis que Mussolini et Hitler en ont livrées d'abondance à Franco. Mais le monde a changé. Le capitalisme s'est remodelé à l'aune de la société de consommation

et du spectacle. Les syndicalistes de la CGT défilent aujourd'hui avec des casquettes Ricard. Le peuple ne veut plus que consommer toujours plus. Pour l'heure, vous êtes en révolte et votre révolte est légitime. Mais de la révolte à une possibilité de révolution sociale, il y a plus qu'un pas. Une révolution sociale, ça demande du temps. De l'organisation. Être nombreux. Avoir un projet et un rêve adaptés à la réalité du moment et non à celle d'hier. Alors ne cherchez pas à nous imiter en rabâchant notre expérience d'hier comme un catéchisme. Le capitalisme n'a pas changé sur le fond mais il a changé sur la forme. Alors, inventez votre rêve de révolution sociale et construisez-le. Bonne chance ».

Bref, quand on est un vieux militant révolutionnaire, il faudrait toujours mettre sa montre à l'heure d'un projet intangible sur les principes fondamentaux mais adapté au présent qui change tout le temps. Pas simple ! Et puis, ce n'est pas sur le gâteau, la vieillesse qui, physiquement est un naufrage, n'arrange rien. En clair, il faut accepter qu'on ne peut être et avoir été. Ce qui n'empêche pas de continuer le combat de

toujours. À la seule place des vieux. Celle du témoignage. De la fidélité. De l'écoute des mêmes qui ne disent pas que des conneries. Celle de la non écoute (ou quasiment) de nos conseils par les d'jeunes. Cékomça ! Et nous avons été souvent pires qu'eux !

« Nous voulions créer un village avec des jeunes, des moins jeunes et des vieux. Un lieu de vie ordinaire, en sorte. »

Ces évidences posent la question qui tue. Que faire des vieux, en général, et des vieux révolutionnaires, en particulier. Pas demain, mais aujourd'hui.

Dans un livre de Suzanne Weber, « Avec le temps. De la vieillesse en milieu capitaliste et de quelques moyens d'y remédier », paru il y a une quinzaine d'années aux Editions libertaires, nous énonçons un projet en ce sens. Il était dans la droite ligne de ce que nous avions déjà bâti. L'échappée belle ou colo Bakounine. Quatre ans d'existence avec deux lieux et 50 mêmes concernés. La crèche libertaire l'île aux

enfants, à Dolus d'Oléron. Elle existe toujours mais n'est plus parentale. Elle est citée dans le journal de la communauté de communes d'Oléron, en bien, comme étant la première crèche de l'île. L'école libertaire Bonaventure. Gratuite, laïque et libertaire. Neuf ans d'existence. La seule expérience éducative libertaire s'inscrivant dans la foulée de La Ruche de Sébastien Faure. Plus de cent mômes en ayant bénéficié. Et tout cela dans une indifférence, voire une hostilité larvée, par ceux et celles qui auraient dû s'en emparer comme étendard.

Notre projet n'était pas de créer une maison de vieux pour anars ou assimilés. Une maison de vieux c'est plein de vieux. Beurck ! Non, nous voulions créer un village avec des jeunes, des moins jeunes et des vieux. Un lieu de vie ordinaire, en sorte. Vieux, je m'y se-

rais bien vu. J'aurais aidé pour les petits. J'aurais aidé pour la tambouille. J'aurais aidé pour les champs ou toute autre activité de la collectivité. Et j'aurais aimé que, le samedi soir, devant la cheminée, on fasse semblant de me considérer un peu. Du genre, papy, raconte-nous comment c'était dans ton temps ! Notre projet n'a pas abouti. C'est la vie !

« Reste que si nous n'avons pas choisi de vivre, nous pouvons choisir notre mort. »

Alors ? Et bé c'est la merde. Ne reste, à court terme, que la solution individuelle. Perso, dès que je sentirai que la décrépitude commence à me ronger le corps et l'âme, je prendrai un aller simple. En clair je me suiciderai. C'est la vie.

Je n'ai pas peur de la mort car ça ne sert à rien. Nous sommes programmés pour mourir. C'est la vie. Avant de naître, nous n'étions pas malheureux. Nous ne le serons pas davantage après notre mort. Reste que si nous n'avons pas choisi de vivre, nous pouvons choisir notre mort. À ce propos, lisez le livre de Christian Dupont « Pour une mort douce, libre et volontaire » et celui de mon vieux frère Claude Margat « L'enseignement du vide et de la mort », parus aux Editions libertaires. Tout est dit.

Alors, avec le temps ? Mais c'est quoi le temps ? Et la vie ? Une entre parenthèses entre le néant et le néant ? Un absurde total. Un anarchiste ordinaire ne peut qu'essayer de remplir de sens ce non sens ontologique !

Je vous laisse réfléchir là-dessus.

Jean-Marc Raynaud



Portraits croisés

Je m'attendais à ce que les libertaires fassent de la question du vieillissement l'un de leurs sujets de prédilection. Comment, en effet, rester autonome jusqu'au bout, lorsque l'on devient dépendant ? Comment respecter la liberté de nos proches lorsqu'on les accompagne, lorsque l'on devient l'un ou l'une de ces « aidant.e.s » ? L'expérience du vieillissement, du nôtre comme de celui des autres, interroge le cœur de l'idéal anarchiste : l'autonomie. Pourtant, la littérature sur le sujet paraît bien pauvre. À l'exception de l'excellent ouvrage de Suzanne Weber (Avec le temps, Les Éditions libertaires, 2005), de quelques revues (notamment Labordage, revue critique de l'âgeisme) et d'expériences militantes (comme celle des Babayagas), la liberté à l'époque du grand âge n'a que peu intéressé celles et ceux qui ont tant écrit sur l'autonomie dans l'enfance. Sans doute le vieillissement récent de la population y est-il pour quelque chose ; sans doute aussi l'invention – tout aussi récente – de la « retraite » a-t-elle profondément modifié notre rapport au temps qui passe. Nous mourrons de moins en moins au travail, laissant la place à une période béante.

Bredouille, je m'en suis retournée vers les anciens qui me sont chers. Ils ont beau penser qu'anarchie signifie désordre et attentats, du fond de leurs fauteuils ils ruminent des questions essentielles, soulèvent des pistes dont les libertaires doivent se saisir. Anselmo a 88 ans. Il est l'un de ces rares représentants d'une organisation familiale dite « traditionnelle ». Arrivé d'Italie à l'âge de 17 ans, ouvrier agricole, il vit à Marseille, entouré de ses enfants et de ses petits enfants, dans la ferme qui l'a employé à son arrivée en France. Au fil

des ans les granges se sont changées en appartements, chacun trouvant son intérêt à cet habitat collectif multi-générationnel. À l'étage vit sa fille, Sylvie. À soixante ans, elle pensait goûter aux joies de la retraite. Mais le temps manque, son père est vieux. Elle fait le choix de s'occuper de lui. Je retranscris ici ce qu'ils ont bien voulu me raconter, un matin de mois d'août à Marseille.

Vieillir, qu'est-ce que c'est ?

Anselmo

– Pour toi, qu'est-ce que c'est la vieillesse ? Qu'est-ce que ça te fait de vieillir ?

– Pour moi, la vieillesse... D'ailleurs, j'aime pas la vieillesse. Ça m'a toujours fait peur. Voilà. Et puis ça vient avec tous les défauts imaginables. Tu peux avoir des qualités, mais une grosse partie, y foutent le camp. Ça se tourne en défauts. Y a une chose, que moi pour le moment je pense qu'y m'était pas arrivé, c'est cet espèce d'égoïsme qu'ils ont presque tous. Même s'ils le sont pas, ils deviennent égoïstes ; ils deviennent « penser qu'à eux ».

Moi pour le moment, tu vois, je pense plus les embêtements que je cause que ce que j'ai moi. Et pourtant je suis pas vraiment très bien, hein ! Mais ça m'embête le plus, c'est les embêtements que je cause. Tu te rends comptes, Sylvie [sa fille], la vie qu'elle est obligée de faire ? Voilà. Et j'ai toujours eu peur de ça.

Au docteur que j'avais, j'y avais dit : « si je viens comme ça, faites moi partir ». Il me dit : « c'est interdit, mais on peut laisser partir ». Je dis : « bien alors, laissez moi partir ! C'est vous mon docteur, vous me faites le certificat de décès, et personne n'a rien à

dire ». Mais il faut que je fasse comme tout le monde, attendre le moment venu.

La vieillesse, du fait des douleurs et de l'isolement qui l'accompagnent, recentre les préoccupations de chacun sur sa propre existence. À l'image du corps, la personnalité se recroqueville, se ferme sur elle-même, égoïste, tyrannique. Et lorsqu'elle n'est pas égoïste, la vieillesse devient culpabilisante. Pour Anselmo, cela relève presque d'une obsession : rester indépendant. Pour lui-même, bien sûr, mais surtout pour les autres. L'ultime décision libre consiste peut-être alors à choisir le moment de partir.

Comment organiser sa vie au moment de la vieillesse ?

Anselmo

– T'es content d'être revenu à la maison ? [Anselmo a été hospitalisé pendant 8 mois entre décembre 2016 et juillet 2017]

– Ah oui. À la maison tu es chez toi. Surtout plus ça va... Ce qu'ils aiment le plus, tous les vieux, c'est d'être chez eux.

– Mais pour rester chez toi, il faut que des personnes viennent. Ça te pèse qu'il y ait des gens qui viennent à la maison, comme la femme de ménage ?

– J'aimerais autant qu'elle vienne pas [rire].

– Pourquoi c'est pesant ?

– Parce que le matin pour exemple qu'elle vient pas, je suis plus tranquille pour tout. Tu vois, pour le moment, j'arrive, je me débrouille à me laver et tout ça. Y en a beaucoup qui me disent : « Eh, pourquoi tu prends

pas une infirmière ? » Une infirmière ? Pour le matin être là, de 8h, attendre jusqu'à 11h qu'elle arrive ?! Elle te donne pas des horaires, parce que par exemple, elle y va à 8h et demi disons. Elle arrive, le malade qu'elle va soigner il a quelque chose de plus qui va pas et qu'elle est obligée de rester là plus longtemps. Et celui qui attend, il attend. Sylvie elle me dit : « Pourquoi on ferait pas venir le podologue ? » Je dis : « pour quoi faire ? J'ai pas mal aux pieds, j'arrive à me couper les ongles ! » Elle fait venir tout le monde à la maison et je suis bien s'ils ne viennent pas trop. Voilà.

J'ai un cousin, pour être plus tranquilles, ils l'ont mis dans une maison. Eh bien, six mois après, il a cassé [sa pipe]. Et des fois, quand ils l'amenaient à la maison, il commençait à pleurer parce qu'il était pas chez lui.

Ça m'est arrivé d'aller rendre visite deux ou trois fois dans une maison de repos. Quand tu rentres là dedans, tu vas dans la salle là. Quand je suis arrivé là-bas, tu te dis : Pourquoi ? Qu'est-ce qu'ils font ? Qu'est-ce qu'on fait là ?!

– D'après toi, c'est quoi la solution ? Parce que tu dis, la maison de retraite, il faut pas y aller ; tu dis, il faut pas peser sur la famille. Du coup, comment il faut faire ?

– Crever.

Mais enfin, je suis vraiment embêté, mais c'est à la maison. Voilà.

Du fond de son fauteuil, Anselmo retourne le problème dans tous les sens. La maison de retraite ? Jamais. Mouroir inhumain qui efface tout ce que l'on a été, qui vide l'existence de toute son histoire. Et pourtant rien ne le préoccupe plus que de ne pas être un poids. L'autonomie ce n'est pas uniquement pouvoir faire par soi-même, pouvoir agir comme on l'entend, c'est aussi ne pas aliéner les autres, ne jamais les contraindre. Ni par la force. Ni par amour.

Sylvie

– Est-ce que ce que tu vis aujourd'hui avec ton père, ça te fait réfléchir à ton propre vieillissement futur ?

– Bien sûr. Ça je pense qu'on peut pas l'occulter. Ça veut dire que moi, j'aurai personne [Sylvie est célibataire et n'a pas d'enfants]. Donc, effectivement, je pense à une solution. En l'état, comme ça, je pourrai pas faire. J'ai personne qui pourra venir faire ma lessive, faire ma bouffe.

Avec mes copines on s'était dit qu'on se ferait une coloc de vieilles, avant que ce soit à la mode. Mais on est aux quatre coins de Marseille, on n'arrive même pas à se voir, on se parle que par téléphone. Et puis quand même, y en a une qui est beaucoup plus vieille que moi. C'est compliqué aussi, même quand on est vieux et qu'on n'est pas de la même génération, d'arriver à trouver une manière de vivre ensemble. Je vois bien la différence. C'est pas comme quand on est jeune, on peut « colloquer » avec des préoccupations communes. Là, si c'est pour aller s'occuper de quelqu'un de malade et vieillissant, c'est peut-être pas l'envie que j'en ai.

– Et puis ça ne s'improvise pas d'habiter en collectif quand tu ne l'as pas fait toute ta vie.

– Non.

Comment faire lorsque l'on est seul ? Comment faire pour ne pas peser sur la vie de nos proches ? Un collectif choisi, pensé pour s'accompagner les uns les autres dans le respect et de l'indépendance de chacun, semble la solution la plus appropriée. Mais la vie en communauté ne s'improvise pas. C'est peut-être finalement bien avant la vieillesse que le vieillissement se prépare.

Quelle autonomie à l'âge de la dépendance ?

Sylvie

– C'est très difficile, de continuer à laisser faire Papa alors que moi je ferai en trois minutes. Après je mets encore plus de temps à réparer les petits soucis. Ramasser tout ce qui traîne, etc.

– Mais tu veux quand même le laisser faire ?

– Eh oui. J'essaye de partager les occupations pour qu'il puisse conti-

nuer à les faire, mais du coup moi ça me demande d'intervenir. Et de plus en plus. J'ai remarqué aussi depuis quelques temps, sous prétexte de canicule ou de je sais pas quoi, qu'il se laisse de plus en plus aller. Donc il fait de moins en moins. Pas le jardin, mais pour la maison. Quand il est sur son fauteuil : « fais moi passer ci, fait moi passer ça ». Et ça c'est très récent, de pas se lever pour aller prendre la bouteille d'eau, de me demander un certain nombre de choses. Quand je suis pas là il le fait, hein.

– Et tu lui dis de faire, quand tu es là ?

– Je lui dis qu'il y a des choses qu'il pourrait faire. Peut-être pas suffisamment clairement. Je dis souvent : « quand je suis là je peux faire les choses et tu peux les faire toi quand je suis pas là ». Mais ça je crois que j'ai trop dit. Et trop fait. Du coup je ne le sens pas très autonome. Quand je suis pas là – ça m'arrive pour quelques repas – il se débrouille, de nouveau. Mais ce qu'il ne fera pas, c'est, quand je suis là, de prendre l'initiative de faire quelque chose. Ça il le fait plus, au niveau des repas. Est-ce que c'est moi qui ai trop forcé la main, est-ce que c'est lui qui se dit « elle est là, elle fait », ça je sais pas. Mais le retour en arrière après la maladie, c'est très difficile.

Et si la clé d'un accompagnement respectueux, attentif aux besoins et à la liberté de chacun résidait précisément dans ces doutes permanents ? Le meilleur garant de l'autonomie de nos vieilles et de nos vieux n'est-il pas une méfiance constante envers nous-mêmes ? L'autonomie est inconfortable, à tous les âges de la vie, pour les autres comme pour nous-mêmes.

Difficultés à prendre soin

Sylvie

– La première difficulté, celle qui me gêne le plus, c'est un état de fait, venant de la personnalité de chacun, c'est que je dois m'occuper moi plus de Papa que mes frères. Et je vois pas pourquoi. Je ne comprends pas pourquoi [elle hausse le ton]. Que

Marc, à la limite Éric beaucoup plus rarement, ne fasse pour Papa par exemple un rendez-vous médical – en gros c'est ça – qu'à partir du moment où moi je n'ai pas pu. Ça veut dire que le normal, c'est que ce soit moi. Et que, si j'ai dit « vraiment je peux pas », à ce moment-là ils le font. Et ça c'est difficile. Ça je pense que dans toutes les familles on va retrouver ce genre de difficulté : c'est qu'il y en a un qui est plus impliqué que les autres.

– Est-ce que ça te frappe pas que c'est une qui est plus impliquée que les autres ?

– Quand je discute de ça, en général on dit : « c'est les filles ». Mais je connais une famille où y avait pas de fille, et c'est le garçon qui s'est occupé de sa mère le plus longtemps possible. Est-ce que c'est parce que je suis une fille ? Est-ce que c'est parce que comme je suis seule j'ai rien d'autre à faire ? Ça je sais pas. Je pense que c'est vite dit de dire que c'est les filles. Surtout à l'heure actuelle. Peut-être y a 30, 40 ans de ça.

– Comment tu expliques que Annie [sa cousine] et toi vous vous retrouviez à vous occuper de vos parents ?

– Annie ça a été un fonctionnement de très tôt. Annie était au service de ses parents et de son frère. Je le dis comme ça, Annie a été au service de. Mais ça a été une question d'organisation de la famille. Donc sa mère continue comme ça. Son frère continue comme ça. Ses nièces continuent comme ça. Tout le monde continue comme ça. Et il se trouve, effectivement, qu'on est des filles. Mais j'ai d'autres exemples où c'est pas les filles.

– Et est-ce que ça tu arrives à le dire à tes frères ?

– Je le dis à Marc. À Éric je peux rien dire, ça rentre et ça sort. C'est impossible à dire. C'est une incompréhension. Avec Éric, une fois où je lui ai dit, il m'a dit : « non mais y a pas besoin de faire ça, tu en fais trop, laisse Papa faire ». Donc, est-ce que c'est moi qui me trompe ? Est-ce que c'est un moyen pour lui de se dédouaner ? Franchement, je pense que c'est la deuxième. Avec les copines et les co-

pains on a les parents tous dans la même situation. Je vois que certains ne voient pas la maladie pour deux raisons : la maladie en soi, de refuser de voir ses parents malades ; mais c'est aussi de pas le reconnaître pour ne pas avoir à s'en occuper. Et ça, moi, avec Éric, je suis un peu plus dans ça.

La vieillesse, qu'on l'accompagne ou qu'on la vive, fait ressortir bien des travers de la société. Domination de genre, méandres de l'histoire personnelle et familiale, domination de classe, etc. Peut-être faut-il combattre ces multiples asservissements, peut-être faut-il avoir le courage de dire, de s'opposer, de déconstruire, pour appréhender le temps de la fin de vie avec plus de sérénité. L'obstacle le plus grand n'est peut-être pas tant le poids des ans que l'organisation sociale elle-même.

Y a-t-il une obligation à prendre soin de ses parents ?

Sylvie

– Pourquoi tu t'occupes de ton père ? Quel sens tu y trouves ?

– Mais parce que je peux pas le laisser. Quand je vois qu'il ne peut pas se déplacer, je l'aide à se déplacer. Quand je vois qu'il a une dent cassée,

bien je l'amène à réparer la dent. Quand je vois qu'il a l'appareil des oreilles cassé – même si ça ne sert pas à grand-chose – je l'amène. Quand je vois qu'il est sale sur lui, bien je lui dis de se changer et je lave les trucs. Et, euh... je peux pas le laisser crever dans son coin. Je le dis comme ça. C'est le sentiment que j'ai parfois avec un de mes frères. Devinez lequel.

Et si l'injonction la plus forte, n'était autre que l'amour ? Ni obligation morale, ni contrainte légale, ce sont les affects qui nous asservissent, qui aliènent ces enfants – ces filles – au soin de leurs parents. Mais peut-on réellement y faire quelque chose ? La société libertaire ne saurait effacer le désir impérieux qu'ont certains d'accompagner. Mais elle pourrait faire en sorte qu'ils soient entourés, secondés, par un collectif plus large qui ne rejoue pas les travers et les difficultés des relations familiales.

O. Groupe Graine d'Anar – Lyon



EHPAD, une mobilisation pour la dignité des personnes âgées et des professionnel·les

Le 6 juin 2018, Femmes libres sur Radio libertaire accueillait Héloïse, militante de Solidaires, aide-soignante en EHPAD. Elle témoigne des conditions de travail qui se sont dégradées, au fil de ses vingt ans d'activité professionnelle.

Femmes libres : Qu'est-ce qui a changé dans tes conditions de travail ?

Héloïse : Je me suis échappée de l'EHPAD où je travaille pour que la parole circule. En effet, j'avais connu des conditions de travail convenables mais aujourd'hui, c'est juste plus possible de travailler dans ces conditions. Mon rôle alors est de témoigner, dire ce qui se passe, faire le maximum pour sortir de ces conditions. Pour moi il y a une grande perte de sens.

Je suis arrivée en EHPAD en 1998, on avait les moyens de travailler dignement : j'avais à m'occuper de 5-6 personnes qui commençaient à perdre leur niveau d'autonomie, elles arrivaient à l'EHPAD vers 70-75 ans souvent encore valides. Insidieusement les conditions ont changé sans que nous en ayons conscience. Il nous a fallu travailler auprès de personnes plus âgées, 90-95 ans, certaines devenues grabataires et/ou ayant perdu une grande partie de leurs capacités cognitives. Cela veut dire que l'entrée en EHPAD est plus tardive, tant mieux, mais le travail est beaucoup plus difficile. Nous devons, chacune des aides-soignantes, nous oc-

cuper de 12 personnes, le double ! et beaucoup plus dépendantes.

F.I. : Il faut donc plus de temps pour s'en occuper. Et certaines personnes réagissent ou refusent les soins d'hygiène ?

H. : Effectivement, dans l'Unité Alzheimer, on nous apprend que c'est le siège des émotions qui disparaît en dernier. Il faut que nous soyons là, présentes, pour les écouter, pour faire des petits massages. Mais ce temps-là, nous ne l'avons plus ! Dans le Cantou (centre d'animation naturelle tirée d'occupations utiles, pompeux n'est-ce pas ?), il y a deux aides-soignantes pour vingt personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer, à un stade très avancé. Chaque soin nécessite de la négociation avec la personne. Et pour faire le maximum des soins utiles, il faut les réveiller à 7 h (même si elles dorment) pour assurer toilette et habillage avant le petit-déjeuner. Car on fait tout pour chaque personne. Pour les autres personnes âgées, qui n'ont pas ou peu de problèmes cognitifs, il y a six aides-soignantes pour 60 personnes. Tout cela quand l'effectif de professionnelles est au complet !

« Insidieusement les conditions ont changé sans que nous en ayons conscience. »

F.I. : Quels sont les autres professionnels ?

H. : Il y a aussi une infirmière coordinatrice, un médecin en vacation, une animatrice, une ergothérapeute et une coiffeuse en vacation pour les 80 résident·es. Mais nous n'avons pas d'infirmière de nuit. Personne ne chôme ! Voilà quatre ans que nous demandons plus de personnel et aussi une aide avec le service civique. Celui-ci va se mettre en place avec des jeunes qui assureront des promenades, de la lecture... tout ce que nous n'avons pas le temps de faire mais ce sera très ponctuel. Avant, nous faisons des animations, comme le mini-marché.

F.I. : Comment s'est déclenchée la mobilisation en janvier ?

H. : L'année dernière, la grève des Opalines, dans le Jura, a duré quatre mois. Elle a été médiatisée, notamment par une aide-soignante députée de Meurthe et Moselle, Caroline Fiat, de France Insoumise. Cela a abouti à des postes en plus. Ce fut l'élément déclencheur : pourquoi pas nous ! On se reconnaissait toutes dans cette grève. La mobilisation du 30 janvier a été formidable. Tous les syndicats en Intersyndicale : CGT, CFE, CFDT, CFTC, FSU, FO, Solidaires et même les directeurs avec AD-PA (Association des Directeurs au service des Personnes Agées).

Concrètement, faire grève est difficile car les personnes âgées ont besoin de nous, donc on ne peut pas être tous et toutes en grève en même temps sur l'établissement. On est très souvent assigné à notre poste de travail pour garantir l'effectif minimum : en fait le minimum, c'est l'effectif de tous les jours. Alors, nous organisons des luttes locales, des manifestations, nous allons sur les marchés distribuer les tracts, nous intervenons dans des radios comme Radio libertaire, produisons des communiqués de presse et avons lancé une carte-pétition.

« Concrètement, faire grève est difficile car les personnes âgées ont besoin de nous, donc on ne peut pas être tous et toutes en grève en même temps sur l'établissement. »

F.l. : Que s'est-il passé le 30 mai ?

H. : Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé intervenait à la clôture du Congrès de la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, celle qui collecte le fruit d'une journée annuelle de travail de tous ceux et celles qui travaillent depuis la canicule de 2003). La faiblesse de ses propositions n'a d'égale que le désarroi des personnels et des familles face à la situation de sous-effectif dans la très grande majorité d'EHPAD.

A notre revendication d'une infirmière la nuit dans tous les EHPAD, elle propose des astreintes d'infirmières devant intervenir sur plusieurs établissements sur un même territoire. Elle consent à un effort supplémentaire à hauteur de 143 millions d'€ sur 3 ans (2019 à 2021) pour les 7 500 EHPAD, soit 6 355 € par an et par EHPAD ! Même pas de quoi installer une climatisation afin de prévenir les malaises en cas de canicule ! Elle propose 16 millions d'€ pour des formations à la bientraitance soit 711 € par an et par EHPAD : combien de professionnels pourront ainsi être formés ? Nous ne

pouvons pas prendre tous nos congés et déposons les congés qui nous restent sur un compte épargne-temps (CET). Les CET explosent tant nous déposons de congés non pris ! Et le grand thème de l'année 2018 déclaré par le ministre de la Santé est « la qualité de vie au travail » ! La ministre se moque de nous ! Et elle nous propose aussi de revoir notre référentiel d'activités, de compétences et de formation ! Poudre aux yeux ! Comment attirer des jeunes vers des formations d'aide-soignante ou d'infirmière dans ces conditions ? Les instituts de formation ne remplissent plus donc en quelques années, la pénurie dans les effectifs soignants sera encore plus importante. Les salaires frôlent le SMIC alors que les patrons des établissements privés dans les groupes Korian, Orpéa, Malakoff Médéric font partie des plus grosses fortunes de France. Quand le personnel est sous payé, n'a pas de matériel pour travailler, pas d'évolution de carrière, ces messieurs-dames organisent le marché de l'or gris, ils et elles font de

l'argent sur nos aîné·es.

F.l. : Et la suite de la mobilisation ?

H. : le 1er juin, l'Intersyndicale s'est réunie : on ne lâchera rien ! Cet été, nous circulerons dans toute la France pour aller à la rencontre des citoyen·nes, sur les marchés, faire signer la carte-pétition. On compte sur un éveil citoyen, sur les retraité·es. La France, sixième puissance économique du monde ne peut en rester là. La richesse de notre pays, nous la devons au travail de nos aîné·es. Cette mobilisation porte l'espoir que nous professionnel·les, nous retrouvons le sens de notre travail, accompagner les personnes âgées dans la dignité de part et d'autre.

Propos retranscrits par Hélène
Émission Femmes libres sur Radio
libertaire



Vieillesse et anarchie

Ce texte est une introduction au questionnement sur la vieillesse d'un point de vue libertaire. Il ne prétend pas être exhaustif ou non problématique. Il ne demande qu'à être continué, nuancé, repris et amendé par des apports successifs et critiques.

« Il est temps de penser l'accompagnement et la prise en charge de la vieillesse alors même que les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses. »

Alors que la question de la vieillesse touche à l'essence même de l'anarchie – l'autonomie –, les courants libertaires semblent s'être majoritairement désintéressés de la question. Rares sont les textes, théoriques ou non, qui abordent le problème du vieillissement, de la dépendance, voire de la démence, d'un point de vue anarchiste. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce silence. Le vieillissement de la population est en définitive relativement récent. En 1960, en France, l'espérance de vie (hommes et femmes confondus) était en moyenne de 70 ans. On n'avait pas le temps d'être vieux, on mourrait avant de devenir dépendant. Par ailleurs, la retraite est une invention tout aussi nouvelle : ce n'est qu'en 1945 que le gouvernement français issu de la résistance institua un système public généralisé de pensions. Jusque dans les années 1940, la vieillesse était comme invisibilisée : on était un vieux travailleur mais pas un vieux. On mourrait à la tâche. Il est également possible que

les réflexions au sein de l'anarchisme aient mis de côté les cas de perte d'autonomie, relégués à la marge comme des exceptions. Cette marginalisation n'a ainsi pas permis la réelle prise en compte de cette situation inéluctable. Peut-être aussi les anars sont-ils longtemps restés prisonniers, à leur insu, de représentations et de pratiques sociales solidement ancrées. Si l'on n'avait pas à penser à la vieillesse, c'est parce que les issues semblaient aller de soi : mourir au travail, finir ses vieux jours dans une institution ou passer ses dernières années entourés de ses proches. La société ou la famille (même élargie, même recomposée) prendraient soin de nous. Il est temps de penser l'accompagnement et la prise en charge de la vieillesse alors même que les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses.

Or, ce sont les deux possibilités, familles et société, hier évidentes, qui aujourd'hui nous rendent la vieillesse difficile, qu'on la vive ou qu'on l'accompagne. Nous avons tous en tête les images de ces salles communes où s'entassaient les pensionnaires des EHPAD ou des Unités de soin longue durée, se morfondant, entreposés là par des familles dépassées en attendant la fin. Nous avons tous en tête le récit de maltraitances (humiliations, douches brûlantes, atteintes corporelles) pratiquées par un personnel soignant poussé à bout et en sous-effectif, pressuré par des institutions, privées ou publiques, animées par la seule recherche de rentabilité. Sans parler des personnes chez elles, non repérées par les services sociaux, tout simplement laissées à l'abandon le plus total. Détresse humaine et misère des travailleurs, les

« maisons de retraite », comme on dit dans le langage courant, sont souvent perçues comme étant à la fois la seule et la pire des issues. Comment faire lorsque l'on ne se sent plus capable d'assurer son quotidien ? Comment faire, lorsque l'on est entouré, pour ne pas peser sur ses proches ?

Des études conduites par des sociologues montrent que l'entrée en institution se fait souvent suite à une chute, à un accident de santé, mais surtout suite à l'épuisement de la famille (voir notamment l'ouvrage coordonné par Sylvie Carbonnelle, *Penser les vieilles. Regards sociologiques et anthropologiques sur l'avancée en âge*, Paris, Seli Arslan, 2010). Aidant jusqu'au bout leurs parents, les enfants, à bout de nerf, épuisés par des soins qui remuent en eux toutes les histoires de l'enfance, finissent par jeter l'éponge, par transmettre leur fardeau. L'ancien est alors déraciné, les proches se sentent coupables, le personnel soignant dépourvu de moyens...

Les libertaires n'ont-ils pas mieux à proposer ? Sommes-nous condamnés à reproduire ce dilemme insoutenable ?

La première des choses, avant même d'attendre la révolution ou le grand soir, peut être tout simplement d'informer. Il existe une multitude de dispositifs permettant, par exemple, le maintien à domicile. La majeure partie des personnes vivant en institutions aurait pu vivre chez elles si elles avaient bénéficié d'une prise en charge adaptée à des moments clés. Les offres actuelles sont loin d'être parfaites mais dans bien des cas elles pourraient, si elles étaient sollicitées, permettre une plus grande autonomie. Les départements peuvent

en effet attribuer des APA (allocations personnalisées pour l'autonomie) pour aider les personnes vieillissantes à aménager leur domicile (salle de bain, accessibilité, etc.), à organiser leur quotidien (ménage, courses, repas, relationnel), le montant de ces allocations étant corrélé au degré de dépendance des personnes. Ces aides peuvent être pérennes mais également ponctuelles : c'est le cas de l'ARDH (aide au retour à domicile après hospitalisation). La personne âgée peut recevoir jusqu'à 1800€ sur trois mois pour faciliter son retour chez elle. Les suites d'une hospitalisation sont souvent des moments charnières, qui peuvent s'avérer décisifs. Il faut du temps, d'autant plus avec l'âge, pour réapprendre certains gestes quotidiens, pour reprendre des forces. Sans ces aides, bon nombre de personnes ne se remettent jamais complètement alors qu'elles auraient pu, avec du temps et quelques moyens, retrouver leur autonomie, à leur rythme. Ce volet d'information est nécessaire : une grande partie des populations ne bénéficie pas de ces aides par ignorance ou par isolement.

« Les offres actuelles sont loin d'être parfaites mais dans bien des cas elles pourraient, si elles étaient sollicitées, permettre une plus grande autonomie. »

Ces dispositifs mettent en outre sur la voie d'une prise en charge plurielle et collective. L'épuisement des familles – qui conduit parfois à l'entrée en institution – découle en effet souvent de l'absence de ressources extérieures. Faire appel à un agent d'entretien pour faire le ménage chez ses parents, à une aide-ménagère pour assurer quelques repas, c'est aussi se libérer du temps pour soi, ne pas entacher de rancœur et d'amertume la relation à nos proches. Une prise en charge libertaire de la vieillesse est peut-être ainsi une prise en charge mixte, assurée par un cercle proche, aimant, et par des personnes

tierces en soutien. Ni abandon en institution, déracinement, ni enfermement et aliénation des proches. Il faut toutefois rester conscient que l'on touche là à une limite : salarier une personne « au service de » heurte nos convictions de liberté et d'abolition de la contrainte salariale. Et nous ne saurions nous résoudre à l'idée d'une charité.

Faire appel à une aide extérieure pour se laver, manger, assurer le quotidien, n'est pas le signe de la déchéance, de la fin de la liberté. Il y a une différence entre l'indépendance et l'autonomie. Être indépendant, c'est pouvoir agir seul, sans l'aide d'autrui. Être autonome, en revanche, c'est pouvoir décider jusqu'au bout de la façon dont on entend vivre, en relation avec les autres. À tous les âges de la vie, et pas seulement au moment de la vieillesse, nous avons besoin du soutien des autres, de même que nous tâchons d'être auprès d'eux. Plus que l'indépendance, c'est l'autonomie qu'il nous semble important de rechercher.

L'autonomie est synonyme de choix, de liberté individuelle, mais aussi de liberté pour celles et ceux qui nous entourent. Une prise en charge réellement collective permet à la personne vieillissante de rester chez elle, de continuer à organiser son existence mais aussi de ne pas contraindre ses proches. Vouloir être autonome, c'est vouloir continuer à faire sans priver qui que ce soit de sa liberté. Cette organisation plurielle et collective loin d'entacher l'autonomie la soutient. En cela le cas des vieilles et des vieux n'est pas une exception : ils ne sont que le reflet d'une société qui peine de plus en plus à intégrer les personnes les plus fragiles ou considérées comme étant inadaptées. Notre propos n'est pas de dire que toutes les personnes âgées sont dépendantes ou représentent un poids pour la société mais qu'il faut repenser notre rapport social à nos aînés et aux autres individus en général, vers des logiques d'intégration plutôt que d'exclusion. Bref, considérer l'autonomie comme une construction collective plutôt que comme une caractéristique individuelle.

« Plus que l'indépendance, c'est l'autonomie qu'il nous semble important de rechercher. »

Il est un domaine où l'on admet aisément la perte d'autonomie : celui de la tutelle financière. Il est heurtant pour nous anarchistes qu'une fois de plus le pécuniaire soit au cœur de la vision de l'individu. Souvent décidé pour éviter qu'une personne en perte de ses moyens cognitifs ne dilapide l'ensemble de sa richesse, elle est aussi régulièrement mise en place pour préserver l'héritage financier de celles et ceux qui restent. Notre rapport au « dû » par nos anciennes et anciens est un réel problème car il induit un biais, celui de devoir préserver l'héritage au détriment de la personne âgée. Tout dilapider pour s'offrir une dernière fois la grande vie est souvent compris comme une perte de repères ... Vraiment ? Qu'une tutelle puisse exister dans des cas de pertes cognitives est envisageable. Mais nous devrions penser à ce qu'elle ne soit pas une tutelle sous influence, tenue par des individus qui ont peur de perdre ... leurs revenus de la mort !

À tous les niveaux (matériels, médicaux, financiers, etc.), la vieillesse libertaire semble devoir être collective et respectueuse de l'autonomie de chacun. Cependant, cette prise en charge collective ne s'improvise pas. Il peut être particulièrement difficile, pour une personne âgée, de voir par exemple s'introduire des gens qu'elle ne connaît pas dans son domicile. Le temps de la vieillesse se prépare en amont. Si la prise en charge libertaire de la vieillesse doit être collective et mixte (assurée par des proches et des professionnels), elle doit aussi prendre appuis sur une longue expérience de vie riche en liens. Si durant toute sa vie on a vécu ouvert sur les autres et sur le monde, on parviendra nos vieux jours venus à accéder à une autonomie collective. Des liens intergénérationnels, mixtes, peuvent être la clé d'une vieillesse en toute liberté. Ils pallient nos propres faiblesses, nous émancipent des liens

uniquement familiaux et nous aident à continuer à vivre, à être bousculés (avec bienveillance et délicatesse) et émerveillés par le monde. La vieillesse tend rapidement à se charger de regrets si l'on se replie sur soi-même. Évitions de devenir aigris, renfrognés, isolés. Vive le lien social, gage de stimulation (physique, intellectuelle, affective), d'adaptation et de bien-être.

« Des liens intergénérationnels, mixtes, peuvent être la clé d'une vieillesse en toute liberté. Ils pallient nos propres faiblesses, nous émancipent des liens uniquement familiaux et nous aident à continuer à vivre, à être bousculés (avec bienveillance et délicatesse) et émerveillés par le monde. »

La vieillesse n'est hélas pas également répartie en fonction de la vie qu'on a menée. Préparer sa vieillesse demande que la vie tout entière soit repensée, revue. Dans le monde actuel, les différences de vues et de revenus, de métiers, d'accès au monde, à la culture et à la vie, font qu'il est bien plus simple

pour qui a du temps de penser ses vieux jours, que pour qui doit survivre. Nous le voyons : la fin de vie n'est pas en dehors de la vie elle-même, elle n'en est que la fin. Et si le début craint, le milieu pue, alors la fin est rarement belle.

Il nous faut aussi évoquer les cas où l'autonomie n'est plus possible. Comment faire lorsque l'on n'est plus capable de décider au sein de cette vie collective ? Comment faire pour demeurer libre lorsque l'on n'a plus les moyens intellectuels et/ou physiques d'exprimer sa volonté ? Peut-être alors que là aussi le vieillir libertaire est synonyme d'anticipation et de militance. La mort, la perte, le deuil sont des questions politiques et humaines que nous devons porter dans la société pour qu'elles soient désacralisées, éloignées d'une prégnance religieuse malsaine. Avoir conscience de sa finitude, de la fugacité de la vie, c'est apprendre à vivre, à être, à exister. Dans ce contexte, il sera même possible d'aller jusqu'à revendiquer l'heure de notre départ, choisir les conditions au-delà desquelles nous estimons qu'il serait indigne de continuer à vivre. Ce choix ne peut se faire qu'en pleine conscience, avant de ne plus être soi-même. Mais ce choix doit aussi être entendu et compris de toutes et tous, de nos proches, de nos amis, de nos amantes

et amants. Il doit être vu comme l'ultime respect à apporter à la personne, le respect de sa décision, de son envie, de ses besoins, et en fait de sa profonde humanité.

« Comment faire lorsque l'on n'est plus capable de décider au sein de cette vie collective ? Comment faire pour demeurer libre lorsque l'on n'a plus les moyens intellectuels et/ou physiques d'exprimer sa volonté ? »

Il semble que les libertaires n'ont pas pris suffisamment au sérieux la valeur profondément politique de la lutte pour le droit au suicide assisté. Celle-ci n'est pas une carte blanche à tuer toute personne qui serait vue comme inutile, dans une société purement malthusienne, mais bien au contraire comme le fait de redonner de la liberté à l'individu, y compris face à la mort. Laisser le choix entre vouloir rester en vie quels que soient les moyens mis en œuvre pour cela et mourir si on le souhaite, dans la douceur et sans douleur. Pour des gens autant attachés à la liberté que les anarchistes, cette réflexion mériterait d'être poussée et politiquement portée.

Nous finirons ce texte en rappelant que vivre c'est accepter que nous sommes tous différents. La société actuelle, profondément jeuniste et concurrentielle, n'est pas saine pour la majorité d'entre nous. Et ne nous mentons pas, nos milieux militants reproduisent souvent cet état de fait. Le chemin est long à parcourir pour les anarchistes afin de mettre notre idéal en adéquation avec nos méthodes.

Pour celles et ceux qui voudraient continuer cette réflexion avec nous, le groupe Graine d'Anar organise courant octobre à Lyon une soirée de discussion sur la prise en charge libertaire du vieillissement.

Le groupe Graine d'Anar, Lyon



Les vieux votent tous à droite...

« Les vieux votent tous à droite, les vieux roulent mal, ils nous ralentissent » ...qui n'a pas entendu ou même pensé des phrases comme celles-ci ?

Les discriminations...

Plus insidieux, qui ne s'est pas levé dans le bus pour laisser sa place, en voyant une personne plus âgée que soi debout ? Et pourtant ce geste participe d'une essentialisation de la personne âgée qui lui attribue automatiquement des vertus et des défauts. A titre de parallèle, n'oublions pas que la galanterie est sexiste.

Malveillant ou bienveillant, l'âgisme est omniprésent dans notre société. Soit trop jeune, soit trop vieux, tout le monde est un jour exposé à un acte âgiste.

Paradoxe d'une discrimination si répandue qu'elle en est invisible. Soulever la question, c'est s'exposer à l'opprobre immédiate : On refuserait de vieillir.

Mais quel est le rapport entre refuser une discrimination et le vieillissement ? Une noire refuse-t-elle sa couleur de peau en s'insurgeant contre les regards fixes quand elle rentre dans un bar ? Et bien pareil, nombre de personnes âgées qui ont déclaré en avoir eu assez du vouvoiement systématique dans un café alors que les autres clients plus jeunes sont tutoyés finalement finissent par abandonner l'espace public.

« Perçu comme vieux en allant chercher les enfants à l'école et comme jeune en allant visiter un aïeul à l'Ephad »

Bref, pour des lecteurs avertis comme ici, il n'est pas besoin de s'étendre sur ce que sont les discriminations directes, indirectes, sourdes, bienveillantes, malveillantes...Ce qui est vrai dans la lutte contre le racisme, l'homophobie, le sexisme, l'est aussi pour l'âgisme. A une nuance près. Cela concerne tout le monde, mais à un moment donné dans l'espace ou le temps. On est vieux ou jeune à un endroit et à un moment. Perçu comme vieux en allant chercher les enfants à l'école et comme jeune en allant visiter un aïeul à l'Ephad, vu comme vieux dans un quartier et jeune dans un village. Tout est relatif. Être vieux c'est avant tout un ressenti de soi et du regard des autres sur soi et une forte interaction entre les deux. Je suis vieux car je suis perçu comme vieux et donc me sens vieux. Une mauvaise image de son vieillissement fait perdre 7,5 ans d'espérance de vie en moyenne.

Sur l'histoire de la vieillesse et des vieillards, un ouvrage de 1969, de Simone de Beauvoir, reste un incontournable. Il se nomme « La vieillesse ».

« Être vieux c'est avant tout un ressenti de soi et du regard des autres sur soi et une forte interaction entre les deux. Je suis vieux car je suis perçu comme vieux et donc me sens vieux. »

Ce regard sur les vieux ou la construction des vieux est bien sûr celle de la peur de la mort mais également et peut être surtout celle d'une lutte

niée, la lutte des classes d'âge. Néanmoins la question qui nous occupe ici est celle du lien entre le vieillissement de la population et les perspectives révolutionnaires. La pensée socialiste a été créée à un moment donné où l'idée de la retraite n'était pas très répandue. Il était normal de travailler jusqu'à ce qu'on ne puisse plus travailler, avec bien sûr les nuances anarchistes de chacun selon ses moyens. La vieillesse n'a pas été pensée autrement que comme synonyme de dépendance et, là, la question était celle de prendre soin de personnes malades dans l'incapacité de travailler.

La pensée socialiste a très peu réfléchi à la retraite et même lorsque les régimes de retraites ont été mis en place, la date de la prise de la retraite était supérieure à l'espérance de vie moyenne et plus encore à l'espérance de vie ouvrière.

La lutte de classe c'est la lutte sur la question de la répartition et de la décision de la répartition du travail entre toutes les femmes et hommes, afin de remettre à plat cette répartition entre la classe bourgeoise et la classe salariée. Jamais il n'a été question de la répartition au sein d'une classe d'âge au détriment des autres.

« Nous (les anarchistes du passé) on se bat pour répartir le travail et moins travailler tout au long de la vie afin de vivre mieux et plus vieux. Il n'a jamais été question de concentrer le travail sur une tranche d'âge »

Imaginons une/une camarade anarchiste du début du XX siècle qui est téléporté à notre époque dans un pays européen : des gens qui massivement font des études jusqu'à 25 ans et d'autres qui dès 60 ans, en pleine forme physique et mentale (la forme à 35 ou 40 ans d'un ouvrier d'il y a un siècle et demi), ne vont plus participer à la sphère contrainte de la production... partant de son idéologie, il ou elle demanderait :

« Comme les bourgeois ne payent jamais rien fondamentalement, qui paie les études des uns et les retraites des autres ?

– Beh ce sont ceux qui travaillent !

– Un adulte travaille donc pour deux adultes en plus d'aider les enfants et bien sûr d'alimenter la bourgeoisie ?

– Oui mais tu comprends, les étudiants sont censés être des travailleurs plus tard et les retraités ont déjà travaillé.

– Bon d'accord, juste une remarque,

les étudiants peuvent grâce à leurs études basculer du côté de la bourgeoisie ? Et si un travailleur qui a cotisé toute sa vie meurt juste avant la retraite, il a tout perdu ?

– Euh oui...

– C'est une sorte de loterie alors ? tout le monde cotise, mais certains n'en profitent pas ou seulement quelques années. Je parie en sus que ceux qui bossent le plus meurent plus tôt.

– Oui, il y jusqu'à 15 ans d'espérances de vie d'écart entre des professions différentes.

– Et vous trouvez ça bien comme principe ? Nous (les anarchistes du passé) on se bat pour répartir le travail et moins travailler tout au long de la vie afin de vivre mieux et plus vieux. Il n'a jamais été question de concentrer le travail sur une tranche d'âge. Bref cette idée que 30% de la population est retraitée (sans être des personnes dépendantes) et ne participe plus à la sphère de la production (selon ses capacités) aurait été incongrue... »

La démocratie anarchiste c'est fondamentalement la démocratie du travail, ou si vous voulez celle de l'utilité sociale. Mais cette utilité sociale n'est pas une chose qui s'auto-décète. On ne peut pas choisir tout seul ce en quoi on est utile socialement, c'est forcément collectif. Le travail indépendant, entièrement autonome n'existe pas. Quelle que soit le mode de production et la civilisation où l'on est, il faut produire pour répartir des biens matériels ou des services dont la nature dépend du choix de la civilisation.

La répartition du travail et de la production chez les socialistes au véritable sens du terme, c'est chacun selon ses moyens et chacun selon ses besoins, cela n'a jamais été chacun selon ses envies ou son bon vouloir pour travailler et chacun selon ses désirs pour consommer.

Si par un coup de baguette magique nous supprimions le mode capitaliste, par exemple sur la grande distribution, nous gagnerions moins de 2% de pou-



Un vieux pêcheur Parisien

voir d'achat. Les bourgeois sont riches parce que peu nombreux et l'argent, les actions ne se mangent pas... Et paradoxe, notre abondance matérielle et de services, vient de deux choses, l'industrialisation (c'est à dire l'organisation la plus rationnelle possible pour obtenir le plus de choses avec le moins de travail possible) et l'endettement (ou le pillage) des autres peuples et des futures générations.

Nous avons largement dépassé l'idéal des socialistes de la fin du XIX siècle sur le travail, avec 2h ou 4h par jour pour produire ci ou ça, et la France, puisque nous y vivons, a la meilleure productivité horaire au monde... sauf que c'est mal réparti.

Il y a bien sûr les demandeurs d'emplois et de nombreuses personnes en situation de handicap (qui ne le seraient pas dans une autre société). Nous pouvons considérer aussi qu'un nombre important de salariés est affecté à des emplois qui n'existent que de par la complexité de la société et prennent une part de la productivité des travaux les plus difficiles. Et j'ai été heureux de lire à peu près la même idée chez Graeber dans son « bureaucratie ».

Je ne prends que deux exemples. Dans l'aide à domicile, les salaires des intervenants pour les soins d'hygiène et le ménage chez les personnes âgées dépendantes n'augmentent pas car la complexité administrative augmente le travail de supervision, gestion, mise aux normes, formation. Pour un même secteur il y a beaucoup plus de salariés face à une richesse identique. Les ouvriers bossent plus et voient arriver de plus en plus de personnes des classes moyennes au-dessus d'eux qui s'inventent des emplois et vivent sur le dos des ouvriers. L'agriculture est également un exemple flagrant, avec plus de salariés dans l'administratif que dans la production.

Et bien sûr, c'est le sujet de cet article, les 30% de retraités en rajoutent...

Alors le passage à une société anarchiste, c'est d'abord accepter de travailler plus, pour beaucoup d'entre nous, afin de mieux répartir le travail au sein



de la classe « ouvrière », par opposition à la bourgeoisie.

Le problème actuel, c'est que la bourgeoisie ne veut surtout pas casser l'idée de la retraite et des congés payés, puisqu'elle vend du loisir, du spectacle, des voyages, qu'elle vend des assurances vieillesse. La retraite est un formidable outil de soumission et on joue avec la peur de sa disparition. Ce que veut la bourgeoisie c'est prendre sa part sur l'immense richesse de la retraite par répartition et se l'approprier. Plus les gens coteront à titre personnel, plus ils se soumettront aux conditions de travail tout au long de leur vie.

Plus que jamais, la question centrale est celle de la démocratie du travail tout au long de la vie. Avec bien sûr l'idée de moduler ce temps de travail, en fonction de ses envies et possibilités, voyages, études, famille, fatigue, maladie et trouver un équilibre entre ce que veut et peut tel ou tel individu et ce qu'a besoin le groupe.

Travailler moins, tous et autrement !

Cyrille Gallion

Les retraites en Tunisie, en proie au néolibéralisme

Habités depuis plus de sept ans à être témoins des manifestations de chômeurs, de professeurs, d'instituteurs, de médecins internes, de docteurs chômeurs, les tunisiens sont restés pantois ; les retraités sont dans la rue. Jamais dans l'histoire du pays, on aurait imaginé que ses retraités descendront dans la rue.

De « vivre avec dignité », les retraités ne demandent plus que de « mourir avec dignité », ce qui dénote une situation de plus en plus préoccupante. Au nombre de 850 000, 350 000 dans le secteur public et 500 000 dans le secteur privé, les retraités subissent de plein fouet les mesures gouvernementales. Disposant de faibles moyens de pression sur le pouvoir central, ils constituent un des maillons faibles de la société tunisienne.

Cette crise latente éclate au grand jour en Janvier 2018 après un retard du paiement des pensions de retraites. Ce malaise s'est poursuivi dans les mois de Mai et Juin atteignant son paroxysme avec un sit-in ouvert devant le ministère des affaires sociales. Le 28 Juin, le gouvernement promet de résoudre le dossier des retraites suite à une réunion avec l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens). Le 30 juin, les retraités suspendent leur sit-in après que le gouvernement a jeté du lest, promettant d'honorer ses engagements d'augmenter les retraites.

Ces protestations coïncident avec les réformes annoncées du système des retraites se résumant à augmenter l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans. A cela s'ajoute l'introduction d'un financement supplémentaire pour les caisses moyennant une cotisation sociale (un

impôt de 1% sur le revenu sur les personnes physiques et les sociétés.)

« Au nombre de 850 000, 350 000 dans le secteur public et 500 000 dans le secteur privé, les retraités subissent de plein fouet les mesures gouvernementales. »

Le gouvernement tunisien légitime ces mesures par un déficit « historique » des caisses sociales. Dans la partition gouvernementale, nous assistons à la même ritournelle « les caisses sont vides » et ça semble fonctionner auprès de l'opinion publique. Épaulé par une belle orchestration médiatique (journaux, chaînes télévisées et radios à la solde de la classe dirigeante), le gouvernement tunisien nous bombarde quotidiennement par le fameux slogan : « il n'y a plus d'argent dans les caisses. »

Le gouvernement voudrait réduire le sujet à un problème d'arithmétique, une manière de dépolitiser le débat sur les retraites. Cette dépolitisation ne concerne pas uniquement les éléments de langage, mais touche aussi les réformes technocratiques que les politiques assimilent à des mesures exemptes de toute idéologie « capitaliste », mettant en avant le pragmatisme de l'État.

Présenté comme une mesure inéluctable, inexorable. Petit à petit, on est en train d'insérer dans notre esprit qu'il faut repousser l'âge de la retraite à 62 ans, voire 65 ans.

En Tunisie, les mesures prises ressemblent à un système de rafistolage des trous dans le budget des caisses sociales. L'argument du déficit des caisses est un prétexte faible, il suffit d'aller chercher l'argent chez les évadés fiscaux, les contrebandiers et les grandes entreprises.

La retraite est un système solidaire consistant à un transfert des richesses de ceux qui travaillent vers ceux qui ne travaillent plus, indépendamment du nombre d'actifs. Il est tout à fait compréhensible que cela inquiète les tenants du catéchisme néolibéral.

Rappelons que le système de retraite par répartition, basé sur la solidarité, échappe complètement aux banques et à l'ensemble du système financier. Ce qui constitue une énorme somme d'argent qui attise la convoitise des banquiers, hommes d'affaires et leurs compères politiques. Ce système est constamment attaqué dans les médias, afin de continuer à rouler les citoyens dans la farine.

« Présenté comme une mesure inéluctable, inexorable. Petit à petit, on est en train d'insérer dans notre esprit qu'il faut repousser l'âge de la retraite à 62 ans, voire 65 ans. »

Partir des déficits des caisses sociales c'est prendre les choses à l'envers. D'ailleurs, entrer dans ce type de débat c'est accepter en partie les mesures trompe-l'œil proposées. Malheureuse-

ment, l'opinion et les syndicats dénoncent la réforme avec les arguments de leurs adversaires. Même si l'UGTT est vent debout contre ces mesures, la plus grande organisation syndicale du pays exige de trouver d'autres alternatives ne portant pas préjudice aux intérêts des retraités et des fonctionnaires.

En s'arc-boutant aux acquis sociaux, les syndicats veulent d'abord obtenir des gages sur d'autres dossiers en rade comme la pénibilité au travail et la privatisation des entreprises publiques.

Dans les équations des économistes

officiels, le mal être des travailleurs n'est pas considéré, occasionnant dans la foulée des maladies chroniques et de l'absentéisme. Après il ne faut pas s'étonner que les gens ne veuillent plus travailler plus longtemps.

Retarder l'âge légal du départ pour provoquer un changement dans la société ressemble à une supercherie. La retraite est un moment très attendu de détente et de loisirs, dans la vie des seniors, alors qu'aujourd'hui on voit de plus en plus de retraités contraints d'avoir un travail complémentaire afin

d'arrondir leurs fins de mois car la pension est trop faible.

Au delà des débats technocratiques, la vraie question est avant tout éthique : les retraités tunisiens refusent de payer les pots cassés des politiques et des orientations politiques irresponsables.

Taym Al-Khalili

LA RETRAITE À 65 ANS ?



INED BEN HAMIDA

Alzheimer : « Ça ne prévient pas, ça arrive » ...

Pour faire court et s'appuyer uniquement sur le vécu. « Nous avons tous en nous un peu de Tennessee »... Mais nous avons aussi toutes et tous entendu parler à un moment ou à un autre d'Alzheimer, si nous n'y avons pas été directement confrontés. Sous plusieurs gouvernements, elle devait être « La cause du siècle ». Puis, face à l'ampleur de la tâche (et des investissements) les uns après les autres ont reculé. Les compagnies d'assurances qui devaient nouer des partenariats avec l'État ont finalement, après les calculs des actuaires refilé la patate chaude aux régions dès qu'elles ont compris qu'elles ne feraient pas bézef de bénéf avec

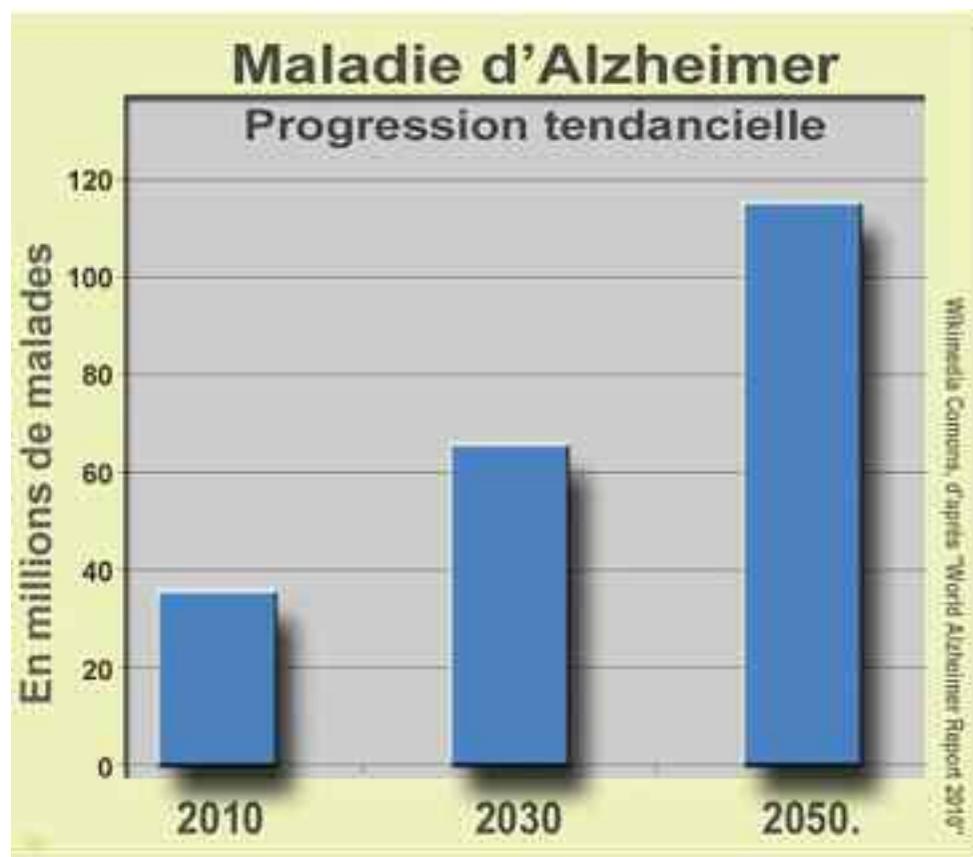
cette nouvelle manne... Bref aujourd'hui, Alzheimer, c'est « Démerden Sie sich » ... Chacun pour soi et rien pour tous !

Alors quand ça vous tombe dessus, quand « Ça ne prévient pas, ça arrive » comme disait Barbara, on essaie de se renseigner auprès des ceusses qui y sont passés avant nous. Chacun a sa version. Ben oui, car il y a tant de diverses formes d'Alzheimer (on y met parfois un peu tout et n'importe quoi). Bon pas de panique. Une chose est certaine, c'est qu'au début cela se passe toujours à peu près de la même manière.

« Sous plusieurs gouvernements, elle devait être « La cause du siècle ». Puis, face à l'ampleur de la tâche (et des investissements) les uns après les autres ont reculé. »

Prenons le cas de ma belle-deuche, appelons-la Monique pour rester dans l'univers de Barbara. Tant que son grec de mari, appelons-le Nikos, était en bonne santé, quand on allait les voir, disons à Mâcon, mon mec et moi, si on voyait bien que la « Momo » « yoyotait un chouille », cela était calfeutré par la prévenance qu'avait le Nikos envers elle et de dire à son fils pour le rassurer : « Ne fais pas attention, la Joconde, elle commence à patauger sec. » ... Ça nous faisait marrer, mais lui se marrait moins. Avec sa dégénérescence oculaire d'un œil, elle ne faisait pratiquement plus rien, il se tapait le ménage, les courses et tout le tsoin-tsoin sans compter les engueulades quotidiennes sur ces petits détails qui ne font plus tout à fait la joie du couple.

Et puis, le Nikos, pas de pot, à 80 berges passées a développé un cancer qui lui a été fatal deux ans plus tard. « That's life »... On passe les détails de l'enterrement sans chichis dans la stricte intimité familiale, le choc psychologique des trois gosses ayant à présent la charge d'assumer la Momo (avant de s'éteindre, le Nikos les avait prévenus : « Ce n'est pas un cadeau que je vous laisse »)... Dont acte. D'abord changement de lieu : on la déménage dans un plus petit logement. Première perte des repères. Se passe l'année de veuvage avec les coups de fils quasi-



quotidiens à son fils cadet (mon demi-grec) qui n'en pouvait plus du « harcèlement » affectif. Suivent les symptômes habituels, manque d'appétit, plus envie de rien et bien sûr, Die Consequenz : l'accélération du processus de la maladie.

Première chose à faire : un premier diagnostic pour évaluer la perte d'autonomie. Difficile de faire accepter à la Momo cette première visite au centre social pour personnes âgées sur la ZUP de disons toujours Mâcon, ville moyenne de Bourgogne. L'accueil est charmant, il faut le dire. Après les premiers tests et deux nouveaux rendez-vous (évidemment accompagnée par nous venus de Paris), la Responsable du centre a l'air de savoir de quoi elle parle. La Momo est diagnostiquée comme souffrant d'un premier stade Alzheimer (je ne me souviens plus du terme savant). Prise en charge à 100 % (ouf !) Le temps de se faire expliquer la chose, les symptômes de dégénérescence, les différents stades de la maladie, on l'inscrit dans une thérapie de groupe pour estimer son niveau de sociabilité et ses capacités mémorielles. Quelques mois passent, mais les choses ne progressent pas. Après quelques séances de groupe, elle abandonne « Ça ne sert à rien » ! Commentaire de la responsable du groupe : « Votre maman, elle a du caractère, elle n'est pas facile... » C'est le moins qu'on puisse dire de cette ancienne cadre à la Sécu. Un peu autoritaire, même... Du coup il est décidé que ce type d'activités n'est pas pour elle. Retournée à sa solitude son état ne tarde pas à s'aggraver. La Momo qui aurait pu être élue Mme Propre Bourgogne, commence à se négliger (déficience oculaire oblige), perte d'appétit, mais elle continue à faire ses 8 kilomètres à pieds chaque jour « en ville », ville où elle est née et où elle ne risque donc pas de se perdre.

Enfin en principe. Mais plus ça va, moins elle se souvient des endroits (trouver le chemin de son médecin traitant, de l'ophtalmo, etc.). Du coup elle loupe tous ses rendez-vous médicaux. Son petit cercle se referme, elle se crée sa petite routine, réduisant son champ d'action à son tour en ville et quelques

courses chez les commerçants. Puis, comme elle raconte toujours la même chose (les conditions de la mort de son Nikos), les portes des voisines se ferment les unes après les autres, sous divers prétextes. Son petit univers se rétrécit chaque jour un peu plus.

« Mais plus ça va, moins elle se souvient des endroits (trouver le chemin de son médecin traitant, de l'ophtalmo, etc.). Du coup elle loupe tous ses rendez-vous médicaux. »

Devant les résultats de nouveaux tests, il est convenu avec la responsable du centre de la mise en place d'une série de 15 rendez-vous à domicile pour lui faire accepter de recevoir une aide à domicile afin de régler les questions d'hygiène. Commence alors une réaction typique du déni Alzheimer « Quelle hygiène ? Je n'ai pas besoin d'hygiène, je peux très bien me débrouiller toute seule, ce n'est pas parce que je ne vois rien avec mon œil que je n'en suis pas capable. » Dur à accepter qu'on en est plus capable. La première aide, en fait une soignante spécialisée Alzheimer, fait bien passer la pilule. Elles discutent, parlent de ses souvenirs, essaye de lui faire prendre les tâches d'hygiène et ménagères pour un jeu. Ça ne se passe pas trop mal.

Mais après les 15 séances hebdo (remboursées), on change de registre. A présent, il faut faire appel à une société d'aide à domicile payante (et pas forcément rompue à l'exercice Alzheimer et sa psychologie particulière). Et là, c'est la cata. La nouvelle aide-ménagère ne prend plus de gants pour signifier à la Momo que ses toilettes et ses culottes sont sales, ainsi que la poubelle (qu'elle ne voit pratiquement plus, avec son autre œil dont la vue baisse). « Je ne veux plus qu'elle vienne chez moi, celle-là, qu'elle dise tout de suite que je suis sale. De toutes façons ça ne sert à rien puisque je fais le ménage à fond avant qu'elle arrive »... Etc. Et

puis lors de la dernière séance ça tourne au vinaigre se termine par une paire de gifles que la Momo donne à la brave dame quand elle s'aperçoit (qu'en connivence avec nous) elle jette ses culottes en douce pour les remplacer par les neuves, ainsi que le linge de toilette.

Plus d'aide à domicile donc. De plus, sa fille ne veut plus aller chez sa mère « tant qu'elle sera sale. » Son grand fils lui rend ses clés après une engueulade... Que faire ? C'est donc mon keum qui prend la direction des choses et gère à présent à distance toutes ses affaires. Les mois passent, la santé décline et l'hygiène avec !

Bref, arrive ce qui doit arriver : un matin, la Momo qui ne fait pas assez attention en allant acheter un gâteau à la boulangerie d'en face se fait renverser par une voiture cachée derrière une autre : elle n'avait pas vu la deuxième (forcément). Mauvaise fracture ouverte du tibia, hosto. Deux opérations. Quand même ! Ben oui, Alzheimer oblige : à peine opérée, après le choc de l'anesthésie (qui accélère le processus de dégénérescence du cerveau) le lendemain de la première opération la Momo ayant oublié qu'elle avait eu un accident ne trouve rien de mieux que se lever « pour aller faire son marché », la jambe bardée d'appareils pour maintenir les vis et les écrous des broches. On l'attache ce qu'elle ne supporte pas, « la gentille petite mamie ». Alors, compréhensives, les infirmières la détachent. Du coup, elle se relève pour aller toute seule aux toilettes. Ça empire donc. Les infirmières commencent à paniquer d'autant que le chirurgien est en vacances, on attend son retour pour savoir quoi faire : ça fera deux mois qu'elle est en chirurgie et visiblement cela ne cicatrise pas, donc pas question de la mettre en rééducation.

« Plus d'aide à domicile donc. De plus, sa fille ne veut plus aller chez sa mère tant qu'elle sera sale. »

De plus, elle ne mange pratiquement plus. Quand on vient la voir toutes les semaines de Paris, on la trouve parfois moitié nue (elle n'a plus conscience de grand-chose) avec le fameux « regard perdu au plafond blanc ». La semaine dernière, nous avons vidé son appartement (ses trois gosses s'étant réconciliés pour la cause), car il est clair qu'elle ne pourra plus être autonome.

Elle est inscrite sur trois listes d'attente en Ehad, heureusement d'après l'assistante sociale, elle aura suffisamment avec la pension de réversion de son ouvrier de Nikos pour couvrir les frais en séjour médicalisé et fermé. Ce qui n'est pas le cas pour tout le monde... Le plus incroyable, c'est qu'elle se résigne. Elle est complètement perdue, ne sait plus où elle est, ne fait plus rien de la journée (la télé « ne lui dit rien », la nourriture « la dégoûte », elle est persuadée d'être dans un hôtel). Triste à voir, une chute si rapide en si peu de temps.

Et plus j'en parle autour de moi, plus je me rends compte qu'il y a de gens concernés par ce maudit « mal du siècle » (ce qui n'est pas sans me rappeler celui du précédent : le fléau du sida).

Pour ne prendre qu'un exemple, celui d'une de mes copines infirmière en gériatrie (donc prévenue) qui a vu l'état de sa mère, atteinte d'Alzheimer, s'aggraver et devenir agressive (elle, femme si gentille) depuis qu'on l'a séparée de son mari qui lui, à bout de force est en train d'y passer, pour l'avoir soutenue trop longtemps à bout de bras. Elle est à présent en Ehad (4.000 € mensuels en région parisienne) tandis que son mari est réfugié chez sa grande fille. Plus question de rester à domicile (6.000 € de frais de garde jour et nuit les deux derniers mois, avant que la dame soit « placée »).

Tous mes amis et connaissances concernés faisons le même constat, outre le prix exorbitant et les listes d'attente dans les établissements spécialisés des grandes villes : les efforts à faire pour apprendre à appréhender la maladie et ses différentes manifestations.

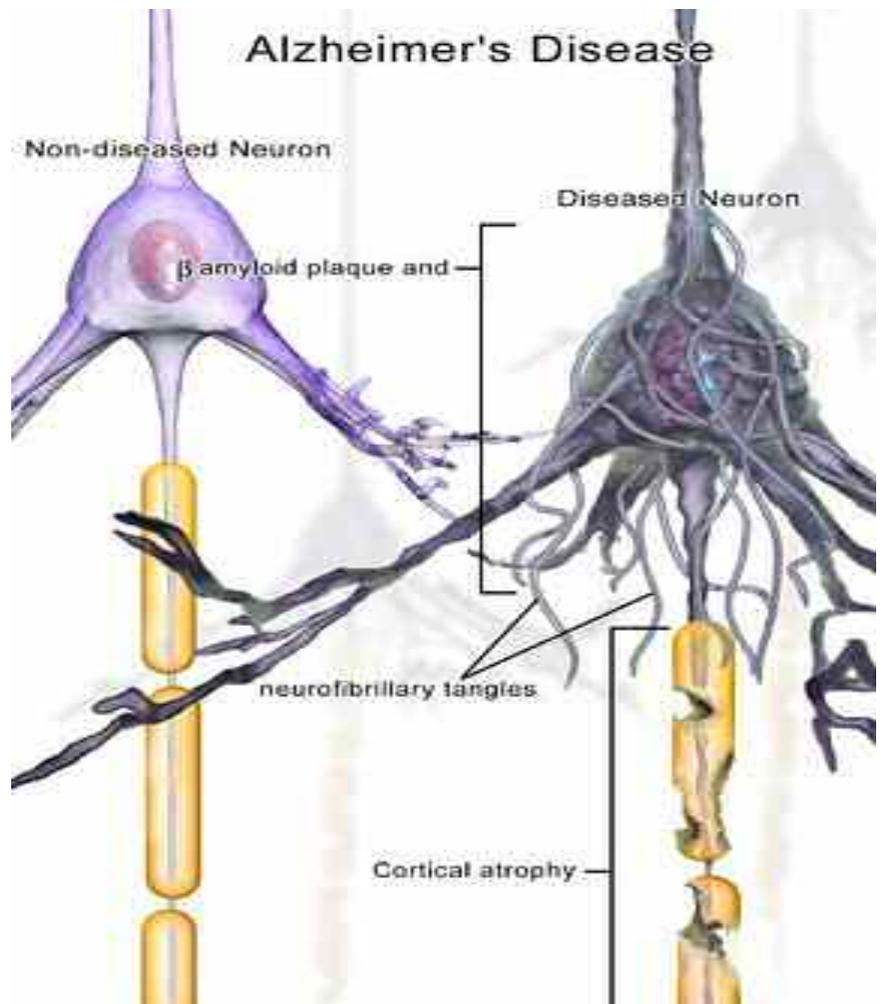
Pour apprendre à se comporter avec les personnes atteintes. Apprendre à les écouter et à décrypter le vrai du faux dans leur discours ou leur monologue, apprendre à y répondre. Parvenir à quitter petit-à-petit ses réflexes, c'est-à-dire à ne plus réagir à l'affect. Apprendre à ne pas être forcément reconnu (surtout en cas de nombreuses visites). Apprendre à voir la vérité en face.

Apprendre à ne pas s'en vouloir de ne pas y aller plus souvent quand on est loin. Accepter de voir devenir ses proches ressembler de plus en plus à des « légumes », terme combien à vomir, et pourtant... Le plus dur étant peut-être de savoir que par exemple, la Momo qui était si indépendante et aimait tant marcher va devoir finir ses jours (alors qu'elle n'a que 82 ans) en secteur « fermé », avec digicodes aux portes pour ne pas qu'elle se débine...

« Tous mes amis et connaissances concernés faisons le même constat, outre le prix exorbitant et les listes d'attente dans les établissements spécialisés des grandes villes : les efforts à faire pour apprendre à appréhender la maladie et ses différentes manifestations. »

Mais le pire dans tout cela c'est que l'on doive le faire seul, l'affronter sans aucun conseil ni formation « Demerden Sie sich » donc. Il existe sans doute des associations de proches et aidants, mais dans l'urgence, on n'y pense pas toujours forcément...

Patrick Schindler, groupe Botul de la FA



Vivre : combien de temps et dans quel état ?

En quelques décennies, le vieillissement est devenu un phénomène planétaire, et la population des soixante ans ou plus est celle qui augmente le plus vite. De 900 millions en 2015 (12%), le nombre d'humains de plus de 60 ans passera à 2 milliards en 2050 (22%). Au Japon par exemple, 30% de la population a déjà plus de 60 ans et, suite à la politique de l'enfant unique adoptée en 1979, la Chine passera ce cap en 2030. Deux tendances lourdes nourrissent cette situation : les vieux vivent plus longtemps et les jeunes adultes font moins d'enfant. À l'échelle mondiale, l'espérance de vie a augmenté de 25 ans depuis 1950 et c'est énorme. Pour les enfants nés en 2015 elle était de 71,4 ans (73,8 ans pour les filles et 69,1 ans pour les garçons). Mais comme on sait, la perspective dépend fortement du lieu de naissance. Les nouveau-nés dans 29 pays à haut revenu, ont une espérance de vie moyenne d'au moins 80 ans tandis que dans 22 autres pays, tous en Afrique subsaharienne, elle est de moins de 60 ans. L'Afrique a toutefois gagné 9,4 ans depuis l'année 2000.

« L'amélioration de l'hygiène, par la simple prise de conscience et par l'éducation sur tous les continents, est également un facteur déterminant. Cette croissance inédite de la durée de vie qui se complète par celle de la durée de vie en bonne santé est un acquis de l'humanité. »

Ces avancées sont essentiellement dues aux progrès en matière de survie de l'enfant, de lutte contre le paludisme et d'extension et de l'accès aux soins et aux médicaments pour le traitement du VIH. La variole a été éradiquée et la poliomyélite est sur le point de l'être. L'amélioration de l'hygiène, par la simple prise de conscience et par l'éducation sur tous les continents, est également un facteur déterminant. Cette croissance inédite de la durée de vie qui se complète par celle de la durée de vie en bonne santé est un acquis de l'humanité. Elle représente tout autant un problème à traiter.

En un demi-siècle, l'espérance de vie moyenne a donc augmenté partout dans le monde, mais si l'on observe plus en détail de quoi ces moyennes sont constituées, et surtout ce qu'elles cachent, on s'aperçoit bien vite que les inégalités s'articulent selon trois dimensions : le pays où l'on vit, le genre auquel on appartient, et la classe sociale. Selon que l'on naît en République centrafricaine ou en Espagne, on peut espérer vivre moins de 50 ans ou plus de 80 ans. Le Japon détient le record de longévité avec une durée de vie moyenne de 86,8 ans pour les femmes. Pour les hommes c'est la Suisse, avec une moyenne de 81,3 ans. Mais c'est au Sierra Leone que l'espérance de vie est la plus faible au monde pour les 2 sexes : 50,8 ans pour les femmes et 49,3 ans pour les hommes.

On le voit, pays et genre sont déterminants, mais un nouveau phénomène se développe qui devient maintenant visible, c'est l'impact croissant de la classe sociale à laquelle on appartient, et en particulier dans les pays développés. Alors que les différences entre pays

et entre genres tendent à réduire, c'est la classe sociale qui devient déterminante. L'écart entre les pauvres et les riches reste très important, et tend à s'aggraver, y compris dans les pays les plus riches. La casse sociale tue...

Mondialisation de la santé

« Les États-Unis ont rejoint le groupe des cinq pays dont l'espérance de vie en bonne santé s'est réduite. Ils y côtoient la Somalie, l'Afghanistan, la Géorgie et les îles de Saint-Vincent, des pays en guerre ou très pauvres. »

Tout comme la richesse et la pauvreté, la santé se mondialise. Il ne suffit plus de naître au Nord pour vivre plus longtemps et en meilleure santé que dans le Sud. Aux États-Unis, par exemple, on vit en moyenne 78,5 ans, soit deux années de plus qu'en Chine, et c'est conforme à l'intuition. Mais la surprise est venue de la publication d'un indicateur de l'Organisation Mondiale de la Santé qui révèle que l'espérance de vie en bonne santé d'un nouveau-né Chinois est de 68,7 ans, contre 68,5 ans s'il naît aux États-Unis.

Les États-Unis ont rejoint le groupe des cinq pays dont l'espérance de vie en bonne santé s'est réduite. Ils y côtoient la Somalie, l'Afghanistan, la Géorgie et les îles de Saint-Vincent, des pays en guerre ou très pauvres. Cette inversion est un double signe. Un signe de plus du déclin étasunien en faveur de son concurrent Chinois, mais également un signe clair de l'accroissement des méfaits d'un capitalisme de plus en plus sauvage. Les derniers freins qui amortissaient la chute produite par la casse sociale sautent les uns après les autres. Alors que l'opposition Nord-Sud se réduit, on voit s'amplifier une opposition

riches-pauvres au sein d'un même pays, voire d'une même ville. C'est dans les régions qui ont subi la désindustrialisation que la durée de vie diminue ; les coupes massives dans les budgets sociaux et les effets de la crise de 2008 n'ont fait qu'amplifier les dégâts. Ce sont en particulier les chômeurs et travailleurs pauvres blancs qui ont « trinqué » : déclassés, désocialisés, marginalisés, et surtout sans travail depuis plusieurs années, ils se réfugient dans les paradis artificiels, bien vite transformés en enfer. La consommation des opioïdes est devenue la troisième cause de mortalité étasunienne, derrière les cancers et les maladies cardiaques. À son tour une nouvelle communauté rejoint le camp des minorités en pertitions pour qui le rêve américain a tout du cauchemar éveillé : les communautés hispaniques, afro-américaines, inuits et amérindiennes. Et tout comme en France, « gauche » et

« droite » sont bien difficile à distinguer ; l'aide en argent a été quasi éliminée sous Bill Clinton et la réduction des coupons alimentaires qui s'est intensifiée sous l'administration Obama, s'est bien sûr poursuivie sous Donald Trump.

« La consommation des opioïdes est devenue la troisième cause de mortalité étasunienne, derrière les cancers et les maladies cardiaques. »

Ainsi les derniers masques tombent, le néolibéralisme vainqueur ne s'embarrasse plus de trompe-l'œil. On voit s'évaporer la fameuse « protection » que les états prétendent apporter à leur population et qui, nous disent-ils, justifie leur existence. L'exploitation des plus démunis se traduit dans les chif-

fres de la façon la plus crue, par une croissance de la mort précoce et en mauvaise santé pour les chômeurs et les travailleurs les plus pauvres. Pour les autres, celles et ceux qui résistent et n'en meurent pas, reste la prison, en masse, en particulier pour les afro-américains. Quand on sait que des Etats-Unis préfigurent souvent les développements Européens, on ne peut que s'inquiéter et surtout agir.

En Europe aussi

« La Grèce nous montre de la façon la plus crue les conséquences morbides d'une crise sans fin. De 2007 à 2015, l'espérance de vie en bonne santé a baissée : de 67.6 ans à 65.1 ans pour les femmes et de 66 ans à 64.7 ans pour les hommes. »

Mesurée en 2014, l'espérance de vie en bonne santé était en France de 63,4 ans pour les hommes et 64,2 ans pour les femmes, en Suède elle est de 73,6 ans, identique pour les hommes et les femmes. Et l'Allemagne, l'homme fort de l'Europe, l'exemple à suivre, montre des chiffres désastreux, avec 56,3 ans pour les hommes et 56,5 ans pour les femmes en Allemagne.

Derrière ces chiffres, on retrouve à nouveau l'opposition entre pauvres et riches. En Europe comme ailleurs la crise de 2008 n'a pas fini son œuvre de destruction. Le nombre d'emplois a été impacté et leur qualité s'est dégradée, et la précarité ne fait que croître. En Allemagne par exemple, le recours aux contrats de courte durée et aux temps partiels a contribué à faire passer le taux de pauvreté global au-dessus des 9%. Au Royaume-Uni, le tristement célèbre contrat « zéro heure » qui ne garantit rien a contribué à appauvrir les plus démunis ; les résultats sont déjà perceptibles. Oser et pouvoir imposer un contrat aussi abyssalement dissymétrique qui n'engage que le travailleur en



dit long sur le rapport de force et sur l'absence totale de limites...

La Grèce nous montre de la façon la plus crue les conséquences morbides d'une crise sans fin. De 2007 à 2015, l'espérance de vie en bonne santé a baissée : de 67.6 ans à 65.1 ans pour les femmes et de 66 ans à 64.7 ans pour les hommes. Sachant que près de la moitié des ménages ont annulé ou retardé l'obtention de conseils et de traitements médicaux faute de pouvoir les payer, on peut considérer que ces moyennes cachent une réalité sociale encore plus désastreuse.

C'est bien sur un appauvrissement de pans croissants de leurs populations que se développent les pays de la communauté européenne. Les « pays » sont mesurés et classés à l'aune des indicateurs de productivité, mais on oublie tout simplement les habitants... le pays passe avant ses habitants, l'abstraction prend la place de la réalité. Il faut rejoindre l'Allemagne nous assène-t-on ! mais on oublie de nous dire qu'au passage, c'est une part croissante de la population qui doit rejoindre les rangs des travailleurs précaires, pauvres, et des retraités indigents. La métrique qui décrirait l'état de la population n'existe pas ; il faut croire qu'elle perturbe trop le discours victorieux des néolibéraux. Dans leur monde quand le « pays » gagne, c'est sur le dos de ses travailleurs et pour le plus grand profit des détenteurs de capitaux, qu'ils soient de ce pays ou d'un autre, peu importe.

En France : 13 années d'écart

« A l'heure où le gouvernement communique sur un système de retraite « plus juste » et plus universel, on s'aperçoit que la solution qu'il veut nous imposer ne fait qu'entériner une des plus grandes injustices de notre société. »

En France, ce sont 13 années d'espérance de vie qui séparent les 5 % des



hommes plus pauvres, qui vivent en moyenne avec 470 euros mensuels, et les 5 % les plus riches qui disposent de 5 800 euros et plus. 71,7 années de vie pour les uns, contre 84,4 pour autres. Quant aux femmes, de 80 à 88,3 années, l'écart est de plus de 8 années. On constate à nouveau que l'opposition Nord-Sud n'est plus de mise ; les plus pauvres en France ont une espérance de vie semblable à celle des pays d'Asie ou d'Amérique du Sud. A l'heure où le gouvernement communique sur un système de retraite « plus juste » et plus universel, on s'aperçoit que la solution qu'il veut nous imposer ne fait qu'entériner une des plus grandes injustices de notre société. Une société juste compenserait cet énorme décalage en permettant à ceux qui mourront jeunes de profiter d'un temps où ils seront seuls maîtres de leurs journées.

Et encore, faut-il vivre en bonne santé, et ne pas se traîner sans force, diminué, malade et sans goût pour rien. L'espérance de vie en bonne santé mesure une vie en pleine possession de ses moyens. Eh bien, l'écart ici se transforme en gouffre. À 35 ans un cadre vivra en bonne santé jusqu'à 69 ans

contre 59 ans pour un ouvrier, soit un écart de 10 ans. Non seulement les ouvriers vivent moins longtemps, mais aussi en moins bonne santé.

« Moi je ne mange pas bio, j'achète chez LIDL parce que c'est le moins cher ».

Et au-delà de la pénibilité du travail, l'explication est simple. Alors qu'il devient courant pour les chômeurs ou les retraités de renoncer aux soins, les plus riches inversement payent les dépassements d'honoraires pour accéder plus vite à des soins de meilleure qualité. Ils ont aussi les moyens de mieux s'alimenter, de se détendre, de partir en congés, de se loger convenablement, d'être moins inquiet sur leur avenir.

Et ça n'est pas pour tout le monde... comme un de nos camarades l'a dit pendant le débat de Callag sur l'alimentation, lors des rencontres d'été de la Fédération Anarchiste, « Moi je ne mange pas bio, j'achète chez LIDL parce que c'est le moins cher ».

Le crépuscule des vieux

Se lève en se tenant les reins. Dans le couloir, le bruit feutré de l'infirmière de nuit qui va enfin pouvoir retrouver son chez-elle. Sur le mur d'en face, une photo des Aiguilles Rouges prise depuis le Buet. C'était quand ? Il hausse les épaules tout en faisant un petit écart afin de ne pas tomber dans ce trou de mémoire virtuel posé sur le sol. Monsieur Lambda n'a pas perdu cette petite touche d'humour poétique à la Prévert.

Index droit, il appuie, la lumière du jour entre peu à peu dans sa chambre. Dans la chambre voisine, Voisin fait de même. Même ronflement de moteur électrique.

Se rassoit sur son lit, cherche du regard où sont ses bas de contention, se rappelle l'aide-soignante les déposant dans son cabinet de toilette. Gentille, l'aide-soignante, mais surbookée. Pas le temps d'échanger plus d'une poignée de mots. Jambes lourdes, bas de contention obligatoires. C'est l'infirmière-chef qui l'a décrété. Coriace, l'infirmière-chef, même surbookée elle s'arrange pour avoir le temps de donner toute une brassée d'ordres secs et sans appel. A ses troupes comme aux résidents.

Alors, Monsieur Lambda va jeter un voile pudique sur son désir d'autonomie et demander de l'aide, index droit, en appuyant sur le bouton approprié. Rudes à enfiler ces fameux bas de torture...

Le voilà prêt. En se tenant les reins il va vers la porte, revient en arrière, prend la serviette oubliée sur le dossier de la chaise, la question sans réponse

pour le Buet, sort enfin de sa chambre, dit bonjour à Monsieur Voisin qui lui rend son salut d'une main tremblante.

*“Lundi 9 Juillet 2018, Loir-et-Cher, accident du travail.
Un ouvrier de 67 ans a perdu la vie alors qu'il intervenait sur la construction d'un manège. Selon nos confrères de la Nouvelle République, la victime s'est retrouvée bloquée sous une poutrelle métallique et n'a pu en ressortir à temps.”*

Monsieur Lambda pense à cet accident ; la victime, 67 ans, pas pu ressortir à temps... Il accélère le pas en direction de la salle de restaurant. Pas pour l'odeur du café, non... pour voir s'il aurait pu avoir le temps.

Croise Madame « Chambre du fond », toujours ce regard angoissé, toujours devant elle cette scène dont elle a été témoin :

- Antibes, vendredi 29 septembre 2017, un catamaran de snobinard pleins aux as, le chantier naval Vauban, des panneaux photovoltaïques à installer, un chaudronnier professionnel de 67 ans, une échelle à descendre, une chute de 5 mètres et puis la mort.

Monsieur Lambda rejoint sa table, table d'EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), et s'assoit en attendant qu'on lui apporte son petit déjeuner sur un plateau. Jeter un voile pudique

sur son désir d'autonomie une fois de plus.

Monsieur Lambda se sait âgé et seul. Ses voisins d'avant, du dehors, s'étaient inquiétés à force de le croiser se tenant les reins et réduisant de plus en plus l'amplitude de ses pas. Alors un jour, la Mairie lui avait proposé « une place dans un établissement adapté à ses besoins ». Et puis, les services sociaux trouveraient sûrement des solutions pour aider au financement...

« [...] La vieillesse nous fait frémir / On ne veut pas croire au pire / Nos yeux ne retiennent d'elle / Qu'une image irréaliste [...] »

Extrait de « le vieux » chanson de François Béranger

Un petit signe de la main, sa tasse qui retrouve une nouvelle dose de ce liquide improprement appelé « café », Monsieur Lambda multiplie les tartines, prend des forces. Une infirmière slalome entre les tables et les chaises roulantes, distribue des petites pilules de toutes les couleurs, prend un poignet, regarde sa montre et repart sans un mot. Monsieur Lambda a de la chance, pas de petites pilules pour lui. « C'est quoi cette saloperie, c'est pour vous soigner ? » Il rit au souvenir de Jack Nicholson dans « Vol au-dessus d'un nid de coucou ».

Autour de lui, on ne comprend pas mais à la table près de la fenêtre trois « collègues » lui font signe et se lèvent lentement comme de vieilles machines rouillées.

Ils se retrouvent dans le couloir, boi-

tant, marchant lentement. Direction les chambres pour se préparer.

Dans dix minutes, les portes qui s'ouvriront, la standardiste qui leur souhaitera de passer une bonne journée, la courte attente devant le portail, son ouverture automatique indiquée par un gyrophare et puis la rue.

« [...] Combien d'entre nous ont vu / Le vieux qui passe dans la rue / Épouvantail tout gris / Que la cité a exclu / La rue et les gens et le monde / Vont bien trop vite pour lui / Dans ses yeux absents d'enfant / Ne passe que l'effroi du temps [...] » (id.)

Pour l'instant, Monsieur Lambda se prépare. Des vêtements robustes, ses chaussures de sécurité inusables, la casquette pour lutter contre l'insolation. Tiroir du haut de la commode, il prend un peu d'argent. Bruits de pas dans le couloir, les autres sont prêts alors un dernier regard circulaire. Les Aiguilles Rouges depuis le Buet, c'était en 1978... Sourire de contentement, la tête est toujours là.

En espérant qu'elle sera encore là, en état de marche ce soir...

Accidents du travail chez les seniors : Moins fréquents mais des conséquences plus lourde d'après l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS). On peut y lire « que si cette catégorie de salariés a moins d'accidents que celle des travailleurs plus jeunes, ils peuvent rencontrer des difficultés de récupération plus importantes. »

Il est également noté que « les seniors constituent une population de plus en plus importante du monde du travail. Selon les projections de l'Insee, la part des 55 ans et plus dans la population active devrait atteindre presque 19 % en 2030 contre 13,2 % en 2011. » Cette étude ne tenant pas compte des sales coups portés aux retraités depuis

2013, on peut – sans prendre de risque – réviser la prévision de 19% à la hausse et ceci malgré le chômage qui risque lui aussi d'augmenter.

Toujours dans cette étude on apprend que « s'ils connaissent un déclin de leurs capacités fonctionnelles (baisse des capacités musculaires, cardio-respiratoires, proprioceptives, sensorielles, mentales...), les travailleurs âgés, forts de leurs expériences, mettent en œuvre différentes stratégies d'anticipation, d'évitement ou d'utilisation du collectif pour limiter les risques d'accidents. [...] En revanche, ces données montrent une augmentation de la gravité avec l'âge : 32 % des incapacités permanentes concernent des salariés de plus de 50 ans pour seulement 14 % chez les moins de 30 ans. De la même façon, 41 % des décès concernent les plus de 50 ans contre 12 % chez les moins de 30 ans. Ces chiffres soulignent également que, quel que soit le secteur professionnel, les chutes de hauteur, les accidents de plain-pied et les malaises sont caractéristiques des seniors. Les données qualitatives issues de la base de données EPICEA (Etudes de prévention par l'informatisation des comptes rendus d'accidents illustrent quant à elles les difficultés de récupération après l'accident chez le travailleur vieillissant, voire le décès du salarié suite à des complications. » Trouvé sur le site de l'INRS article « Accidents du travail chez les seniors Moins fréquents mais des conséquences plus lourdes » (Mis à jour le 17/01/2013)

Ils sont là, au bord du trottoir. Le portail se referme derrière eux. Un fourgon stoppe à leur hauteur . Ils s'installent à bord où ils retrouvent leurs outils. Direction le chantier.

Monsieur Lambda essaie de se souvenir du moment de la grande bascule. Se souvenir de la date de la loi qui... Se souvenir de ce qu'était une retraite... Se demander pourquoi cela était arriver et surtout pourquoi les travailleurs avaient laisser faire.

« [...] Mais peut-être que pour nous / Nous les vieux de demain / La vie aura changé / En s'y prenant maintenant / Nous-mêmes et sans attendre / A refaire le présent
Je donne à ceux qui sourient / Et qu'ont bien l'droit de sourire / Rendez-vous dans vingt, trente ans, / Pour reparler du bon temps. »
(id.)



Cette année, le In fait genre

Carole Thibaut est une metteuse en scène depuis 1994, année où elle monte Caligula de Camus. Carole Thibaut est une autrice de pièces de théâtre depuis 2006. Carole Thibaut est également une comédienne qui a joué au cinéma avec Colline Serreau. Carole Thibaut dirige depuis 2016 le théâtre des Ilets, Centre dramatique national de Monluçon. Mais c'est en tant que militante pour l'égalité des femmes/hommes (et réciproquement) dans les arts et la culture que nous lui ouvrons nos pages.

Rappelez-vous, Festen, le film de Thomas Vintenber, où - lors d'un repas de famille guindé - le discours attendu et convenu du fils de famille dérape et déraille, histoires de dire ce que tout le monde tait...

Egalité hommes/femmes oblige, il manquait un autre cadre, un autre temps fort, un autre discours attendu, un autre dérapage contrôlé mené cette fois par une femme.

Bernard GRML

Je vous remercie pour ce Molière .
Probablement le seul Molière que je recevrai jamais.
Ce n'est pas une question de talent, il n'est pas question ici de talent.

Je suis désolée. J'avais commencé à écrire un truc rigolo.

Un de ces trucs pour lesquels on fait appel à moi de temps en temps.

Oh tiens si on invitait Thibaut. Elle est rigolote Thibaut. C'est une excitée rigolote. Elle nous casse bien un peu les coucougnettes avec ses histoires d'égalité femmes-hommes, mais elle est rigolote. Elle pique des gueulantes rigolotes, bien brossées. Et puis elle met des jolies robes. Elle porte bien. Elle fait désordre policé.

On devient vite le clown de service. Le bouffon du roi.

Et ici le roi, comme ailleurs, c'est la domination masculine.

Il a beau faire GENRE, le roi, il est et reste la domination masculine.

Et moi j'en ai ma claqué d'être la bouffonne de service de la domination masculine.

Il y a deux ans, ici même, Thomas m'avait invitée à écrire et dire un texte

sur l'absence des autrices, des auteurs femmes, donc, dans le festival d'Avignon depuis sa création. Plus précisément dans la Cour. La grande cour du théâtre. La cour d'honneur.

La Cour d'honneur c'est comme les Molière.

Quand tu es une femme artiste, une de ces femmes qui a la prétention d'être de ce côté-là de la création, je veux dire autrice, metteuse en scène, conceptrice d'œuvres, quand tu es une de ces bonnes femmes qui a cette prétention-là, tu sais que tout ça n'est pas pour toi.

Mets-toi bien ça dans le crâne, petite bonne femme créatrice : la Cour d'honneur et les Molière ne sont pas pour toi.

Ou alors tente le jeune public. Le jeune public ici c'est un endroit réservé aux bonnes femmes créatrices.

Il y a deux ans, donc, j'étais ici même en train de déblatérer un texte sur la quasi absence des autrices dans le festival In, à l'invitation de Thomas.

Cette année, deux ans après, Thomas joue dans la cour d'honneur, et moi je suis de nouveau ici, invitée cette fois

par David, en train de déblatérer devant vous un autre texte censé être rigolo et bien enlevé sur la situation des femmes artistes-créatrices.

Il y a deux ans, j'avais encore l'espoir que ça change, puisqu'on en parlait, ici, dans le cadre du festival In justement, de la non représentation scandaleuse des femmes dans ce festival depuis sa création.

Il y a deux ans j'avais mis une belle robe et j'avais donc pondu un truc bien brossé, enlevé, rigolo, à la façon Thibaut rigolote. Et tout le monde avait bien ri. Et puis chacune et chacun était reparti à ses petites affaires après notre grande fête estivale du théâtre.

Cette année, deux ans après donc, la programmation du festival IN, hors jeune public, présente 9% d'autrices femmes pour 91% d'auteurs hommes. (Pour les deux spectacles jeune public elles représentent 75%.)

Cette année, deux ans après, la programmation "théâtre" représente 89,4% d'artistes créateurs hommes (auteurs et metteurs en scène) pour 10,6% d'artistes créatrices femmes.

Cette année, deux ans après, sur la totalité des spectacles et expo programmées dans le festival IN, on recense 25,4 % d'artistes créatrices femmes. Et encore on peut remercier la SACD qui exige dans les Sujets à vif la parité. Sans ces petites formes performatives de 30mn chaque, il ne faut rien exagérer non plus, on ne serait même pas à 20% d'artistes créatrices femmes programmées.

Je parle des spectacles, pas des lec-

tures. Il suffit d'ouvrir le programme et de compter.

C'est ce que j'ai fait l'autre matin. 1 fois. 2 fois. 3 fois. Pour être bien sûre. Parce que je n'arrivais pas à y croire. Et puis après je me suis mise à pleurer. Moi la grande gueule rigolote je me suis mise à pleurer comme une conne.

On a beau être habituée, on a beau connaître tous les pièges, tous les cynismes, tous les détours de l'humiliation, être blindée, après tant et tant d'années de ça, il y a des fois où ça craque malgré tout. Mais franchement pleurer devant un programme du IN, c'est la honte. C'est minable même, à l'heure où peut-être un nouveau bateau rempli à ras bord de femmes, d'enfants, d'hommes, de vieillards, sombrerait en méditerranée, et avec lui tous ces êtres qui s'en allaient ainsi par le fond nourrir les poissons, nous épargnant d'avoir à partager avec eux nos richesses dégoulinantes de paradis de la consommation.

Bref.

C'est pas le sujet.

Ici nous sommes dans la grande fête du théâtre. Et je viens de recevoir un gros pavé.

Il faut sourire, mettre des belles robes, être joyeux, légers et quelque peu potaches.

Mais cette année, je suis désolée David, je n'ai pas envie de faire la bouffonne de service, en polissant ma colère brossée rigolote dans une joyeuse fête sur le genre, dans un festival, que certains journalistes, qui auraient mieux fait de faire leur travail de journalistes, ont qualifié de festival féministe.

Cette année, j'en ai ma claque d'être la copine sympa de tous les copains sympas, les copains qui ont plein de copines femmes, les copains qui interrogent le genre, qui interrogent tout ce qu'on voudra, pendant que rien ne change.

J'en ai ma claque de voir une majo-

rité de femmes muettes, privées de paroles, venir s'asseoir dans l'obscurité des salles pour recevoir là bien sagement la parole des hommes, la vision du monde portée par des hommes, dessinée par des hommes, en majorité blancs.

D'accord pour l'intersectionnalité des luttes. D'accord pour lutter contre toutes les injustices, contre toutes les discriminations, contre la binarité si stupide et pathétique qui gouverne notre monde contemporain si moderne, comme il gouvernait l'ancien. Mais comment se fait-il que toute lutte semble écraser et annihiler la lutte pour l'égalité des hommes et des femmes ? Comment se fait-il que cette lutte-là soit systématiquement écartée, remplacée par une autre lutte ? Les femmes se sont fait niquer à la révolution française. Elles se sont fait niquer durant la Commune. Elles se sont fait niquer durant le Front Populaire. Elles se sont fait niquer en 68. Et elles se font encore niquer au festival d'Avignon 2018, ce grand festival dont le thème revendiqué cette année est ... le genre, et dont une des seules rencontres thématiques programmées qui aborde le sujet s'intitule « les femmes dans le spectacle vivant, doit-on craindre le grand remplacement ? » Je n'épiloguerai pas sur le concept de grand remplacement, concept xénophobe développé actuellement par l'extrême droite. C'est p. 27 du programme si vous voulez vérifier. Et si vous voulez y aller pour protester ça tombe bien c'est aujourd'hui même à 14h30 aux ateliers de la pensée.

Et c'est comme ça qu'on se fait niquer, depuis de siècles, des décennies, des années, des mois.

Ce n'est pas seulement sociétal, politique. Ça s'inscrit dans nos chairs, dans les recoins les plus obscurs de nos cerveaux, dans nos inconscients, nos subconscients. Cela gangrène toutes nos vies. Ce ne sont pas que des chiffres et des statistiques. Et pourtant ceux-là il faut les faire, les analyser, pour regarder bien en face notre humili-

ation, pour regarder bien en face le système qui nous exclue, au grand jour, aux yeux de tous, sans que personne n'y trouve à redire. Il faut les analyser, ces chiffres, pour avoir une grille de lecture précise du réel, pour comprendre ce qui se passe réellement. Quitte à se mettre à pleurer alors comme une conne, comme une pauvre fille qui y a cru cette fois, au grand amour, à la rencontre possible, et qui se retrouve au matin toute seule, après s'être fait niquer encore une fois.

Bon, on ne va pas jeter la pierre, ou plutôt le pavé, à Olivier, d'autant plus que où qu'il soit aujourd'hui, il doit bouillir sur sa chaise. Et vue la chaleur qu'il fait, ça n'est vraiment pas charitable. Il y a eu bien assez des curés qui ont fait cramer des femmes à cause de leurs vagins, on ne va pas se mettre à faire bouillir des artistes directeurs de festival à cause de leur programmation, simplement parce qu'ils sont un peu en dessous de la moyenne nationale.

Parce que dans la totalité du spectacle vivant aujourd'hui en France, 23% seulement des subventions publiques d'état vont à des projets portés par des artistes femmes, parce que qu'elles ne représentent que 11% des spectacles programmés sur toutes les scènes et parce qu'elles ne reçoivent que 4 à 12% des pavés, pardon des récompenses. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'état lui-même, le haut conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Mais, après tout, sur les « scènes de l'institution » comme on dit, la part des autrices représente environ 22% et celle des metteuses en scène 35%. C'est loin d'être l'égalité, c'est sûr, mais bon on y travaille.

Mais pas ici. Du moins pas encore, apparemment.

Oui, cette année le IN fait Genre.

Parce qu'on peut revendiquer haut et fort la liberté d'être à loisir homme, femme, ou les deux mélangés, il n'en

demeure pas moins que quand tu nais avec un sexe de femme, ou quand tu deviens femme, que ce soit par le grand tirage au sort de la nature – ah zut pas de chance t'es née avec un vagin - ou par choix, tu fais partie de la caste de celles qui se font baiser, niquer, nier toute leur vie. Parce qu'avant d'être un genre, la sexuation est un déterminisme physiologique, totalement arbitraire, qui, selon que tu reçois un vagin ou une bite à ta naissance, te prédétermine comme sujet dominant ou dominé. Parce que le phallogentrisme et le patriarcat sont les petits rois qui continuent à gouverner ce pays, et particulièrement ce petit milieu cultivé, si fier de son ouverture d'esprit, si fier de sa soi-disant liberté de création, d'expression, de choix, si fier de ses prérogatives, si donneur de leçon au monde entier.

Le phallogentrisme et la domination masculine sont la honte de tout le milieu intellectuel, artistique et culturel de ce pays. Ils sont la honte de chaque artiste de ce pays et d'ailleurs. De chaque institution qui ne respecte pas une juste redistribution de l'argent public. De chaque directeur de lieu, de galerie, de festival, qui ne fait que représenter et reproduire à l'infini la pensée dominante.

L'écrasement des femmes par les hommes est le premier crime contre la pensée humaine. Il produit des millions de meurtres chaque année. C'est un crime qui se perpétue depuis des millénaires, qui se poursuit partout et trouve ses racines malheureusement ici aussi, sur ces espaces sacrés du théâtre qui devraient être au contraire les lieux sacrés de la parole libre et émancipatrice.

Je ne veux pas de ta récompense, David. C'est comme un gros pavé reçu en pleine gueule.

Et hors les chiffres, désormais, sachez-le, nous ne croirons plus rien. Pour ne plus subir la honte de pleurer encore.

Carole Thibaut
(avec son amicale autorisation)



« PAS PLEURER »

*Adapté du roman de Lydie SALVAYRE
Prix Goncourt 2014 (Editions du Seuil
/ Editions Points)*

*Adaptation et mise en scène : Denis
Laujol, Assistant : Julien Jaillot |*

*Avec : Marie-Aurore d'Avans | Musi-
cienne : Malena Sardi |*

*Mouvement : Claire Picard | Scénogra-
phie : Olivier Wiame | Lumières : Xavier
Lauwers |*

*Création sonore : Malena Sardi I Voix
off: Alexandre Trocki I Création
vidéo: Lionel Ravira*

Le drapeau de l'idéal est là qui flotte toujours mais il est criblé de sang, c'est peut-être juste un point rouge au-dessus de l'océan, un petit précipité plombé par les nuages, la pollution, la vérité c'est qu'il ne fait pas partie de ces drapeaux que l'on plante sur les cadavres. On ne tue pas les morts !

Lydie SALVAYRE écrivaine sait naturellement qu'écrire est un labeur. Il y a des phrases qui forment des remparts contre l'oubli, il y a des idées qui mettent beaucoup de temps à germer, il y a ce stylo qui se crispe sans comprendre avant d'atteindre une source vive.

Comment peut-on être témoin d'événements qu'on n'a pas vécu soi-même ? En allant au-devant sans doute d'un vrai témoin qui nous fait signe.

*« Toute vie peut faire l'objet
d'un roman, il suffit de lui
donner de la voix. »*

Pour Lydie SALVAYRE, ce témoin c'est toujours sa mère Montse qui perd la mémoire mais qui se souvient de

façon incroyable de l'expérience libertaire de l'été 1936 en Espagne, « l'unique aventure de son existence », avant l'éclatement de la guerre civile (17 Juillet 36 – 1er Avril 1939), la mort de son frère José, sa fuite éprouvante début 1939 qui dura des semaines, vers la France, à pieds avec sa fille dans le landau.

Dans ce récit choral, plusieurs voix se chevauchent, celle de Montse qui fut une mauvaise pauvre, celle de la narratrice et celle de tous les personnages, notamment celle de José, le révolutionnaire et celle de la grand-mère.

Toute vie peut faire l'objet d'un roman, il suffit de lui donner de la voix.

Dans « Pas pleurer » Lydie SALVAYRE donne l'impression qu'elle n'est jamais seule, elle est emportée par le récit de sa mère « Je l'écoute encore remuer les cendres de sa jeunesse et je vois son visage s'animer comme si toutes sa joie de vivre s'était ramassée en ces quelques jours de l'été 36 ».

Or, pendant ce temps, des atrocités étaient commises par les nationalistes. Elles furent dénoncées par Georges BERNANOS, témoin crucial pour Lydie SALVAYRE qui se réfère à son pamphlet « Les grands cimetières sous la lune ».

Affaire de ressenti, de maturité, Montse avait 15 ans, Bernanos, se devait de réagir en homme libre sans crainte du danger, sa tête ayant été mise à prix par Franco.

Les ressentis forgent aussi l'histoire, ils se transmettent de génération en génération, et alors même que les dates

et les événements ont pu sombrer dans l'oubli, subsiste la mémoire émotionnelle.

Sans nul doute le récit « Pas pleurer » est de ceux qui travaillent aussi bien l'esprit que le corps. La performance sur scène de Marie Laure d'AWANS d'origine catalane par sa mère, le prouve.

« A travers elle, c'est certain, respirent aussi tous les émigrés espagnols réfugiés en France. »

Elle y engage tout son corps, soulevé par les souvenirs, parcouru par des visions fulgurantes, celle notamment de José, le libertaire qui crie « A bas l'oppression, vive la liberté ! » tempête contre les mauvais riches, celle de ces billets de banque brûlés pour protester contre les banquiers.

Elle ne dit pas le texte, elle le vit, avec fougue, avec flamme, accompagnée sur scène par la musicienne Malena SARDI.

A travers elle, c'est certain, respirent aussi tous les émigrés espagnols réfugiés en France, près de 500 000 dont un grand nombre de descendants sont aujourd'hui Français.

Que l'histoire puisse être contée pas seulement dans les livres mais également au théâtre, c'est naturellement le vœu du metteur en scène, Denis LAUJOL, artiste engagé, qui dirige la comédienne vers le phare d'une mémoire intense toujours en devenir.

Une performance à ne pas manquer !

Evelyne Trân

Mad Marx : une fable marxiste dans un monde post-apocalyptique.

Dans un monde post-apocalyptique inspiré du célèbre Mad Max, dévasté par des guerres nucléaires, des révoltes et habité désormais par des individus isolés dont le seul but est la survie, nous retrouvons Marx « le fou », un vieillard en chaise roulante, théoricien de la lutte des classes et du capitalisme, ainsi que Romane, une jeune fille sortie de prison ayant raté l'apocalypse et voulant retrouver sa sœur.

Les deux protagonistes vont chercher la sœur de Romane à « Monopolis »...

La websérie, en noir et blanc pour souligner le caractère apocalyptique de l'environnement, est composée de 4 épisodes de 20 minutes, et un épisode sera diffusé tous les deux jours sur youtube à partir du 15 septembre. L'environnement décharné est celui des alentours nantais, particulièrement bien mis en valeur par des choix de réalisation judicieux et une musique métal bien adaptée.

A l'occasion de la sortie de la websérie nous avons pu poser quelques questions au réalisateur sur ce projet collectif qu'il qualifie même de libertaire :

CRML : Pourquoi avoir choisi Marx comme l'un des deux personnages principaux?

Mathias Averty : Tout est parti d'un jeu de mot entre Mad Max et Karl Marx. C'était grisant d'imaginer ce

vieux philosophe lutter contre le Capitalisme et la sauvagerie dans un monde post-apocalyptique. On trouvait que c'était hyper intéressant d'explorer toute la facette pop de ce personnage en avance sur son temps et d'en faire le Gandalf ou le Dumbledore de notre Révolution. Honnêtement, nous n'avons jamais lu le Capital en entier, on est plus des jeunes geeks humanistes que des universitaires, mais malgré tout, Marx reste une figure puissante qui constitue une grosse partie de notre héritage politique. Alors on s'est dit qu'on voulait lui offrir une nouvelle vie dans la série, casser un peu le cliché du philosophe hermétique en le présentant autrement : comme un vieux sage éclairé et bienveillant, mais dont l'esprit et le corps ont été abîmés par des décennies de luttes et d'échecs. Mais Marx le fou est aussi une allégorie de l'extrême gauche actuelle, elle bat de l'aile, ne célèbre plus de grandes victoires et a besoin de former des Romane, de se rajeunir, de se réinventer.

CRML : Pourquoi avoir choisi l'ambiance post-apocalyptique ?

M.A : Nous sommes presque tous fans de SF et nous n'avions pas les moyens de faire un « space-opéra », en plus de ça, nous sommes nantais et les endroits désaffectés sont légions dans la région grâce à un riche patrimoine ouvrier. L'idée de tourner un post-apo

est donc devenue une évidence. Et puis nos âmes punks avaient un faible pour les ambiances sinistres et les univers en déliquescence, ça nous parlait et c'était super intéressant à filmer.

CRML : Quel message politique souhaitez vous, toi et ton équipe, faire passer dans la série ?

M.A : Nous ne sommes pas des théoriciens ni des économistes, donc nous n'avons pas de leçons à donner, mais l'idée que Mad Marx est un film de propagande qui s'assume comme tel me plaît. Parce qu'en 2018, il est bon ton d'être désengagés de tout, de cracher sur les échecs des luttes, de se la jouer cyniques, froids et vaincus. Nous pensons au contraire qu'il est plus que jamais important d'être idéalistes, de se positionner contre le système actuel et d'assumer un discours de gauche radicale avec de la passion, de l'ouverture d'esprit et de l'humour. Si on suit ce raisonnement, peut-être bien que les pages, de même communistes, sur les réseaux sociaux sont la meilleure chose qui soit arrivée à la gauche depuis longtemps ?

CRML : Que penses-tu de l'usage politique de la dystopie ? Quel usage en fais-tu ?

M.A : Si on se met dans la peau d'un affreux nihiliste, la fin du monde est une idée presque séduisante aujourd'hui parce qu'elle signifierait dans

un sens la fin du monde de la finance et du système capitaliste qui nous en font baver tous les jours. Ce monde post-apo donnerait alors à des dizaines d'utopies ou de systèmes politiques humanistes la place de se concrétiser pour les survivants. Et puis le monde post-apo oblige à sortir du confort moderne, à trouver des solutions, bricoler et détourner les objets du quotidien pour survivre. Au niveau de l'écriture de la série, ce monde post-apo était une feuille blanche qui nous permettait d'inventer de nouvelles règles et d'explorer des situations politiques variées et de chercher une esthétique cinématographique forte.

Évidemment, il n'est pas question de provoquer la fin du monde, ce n'est souhaitable pour personne. Mais imaginer des solutions et des pratiques dans un monde de fiction aux règles plus simples peut permettre de penser à des solutions à mettre en place dans le monde actuel et permet d'en affiner sa critique. C'est le grand atout de la Science-fiction à nos yeux : prendre de la distance et aiguïser son esprit critique.

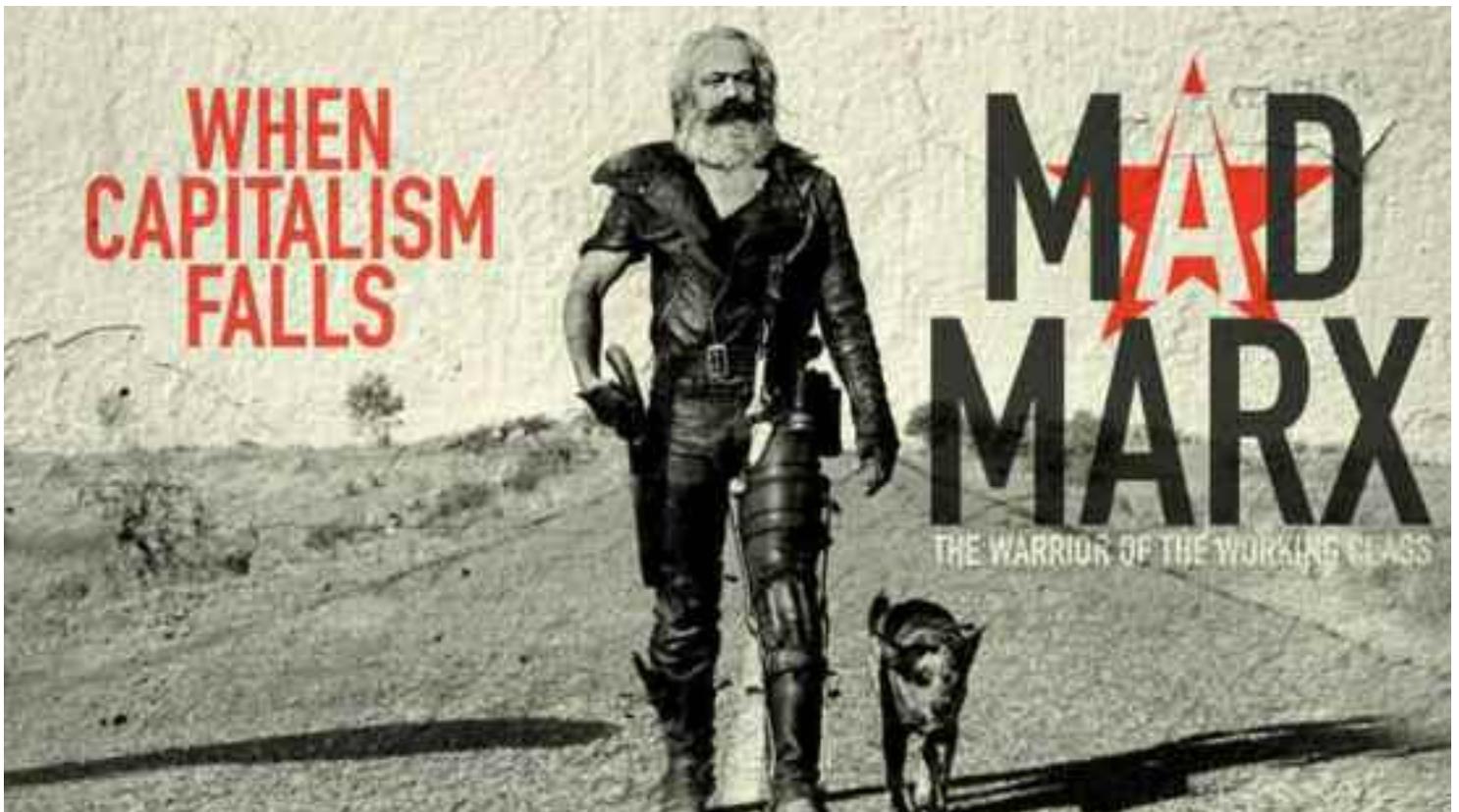
CRML : Tu as indiqué que votre projet avait été conduit en auto-gestion,

peux-tu en dire plus à ce sujet ?

M.A : Oui, on a essayé de donner une dimension collective à chaque étape du projet et à nos grandes décisions. C'est à dire que le scénario a été écrit à plusieurs mains, les grandes décisions étaient votées et chaque participant avait assez d'espace d'expression pour développer des idées de personnages, de situations ou de costumes, mais aussi pour tester différents métiers du cinéma pendant nos tournages (du maquillage au cadrage). Mais notre organisation horizontale se heurtait à celle de la production cinématographique : nous voulions en effet proposer un film de qualité, ce qui nécessite une rigueur, une réactivité et une discipline de chaque instant dans une structure plus pyramidale (Tous aux ordres du réalisateur, en quelque sorte). Concilier les deux a été un exercice passionnant mais extrêmement difficile. Cela a même amené à des tensions ou à des départs, il a fallu souvent redresser la barre pour ne pas perdre toutes nos valeurs en route. Il a finalement été décidé que j'endosserai le rôle du réalisateur jusqu'à la fin du projet, pour donner une direction plus précise à nos choix artistiques, mais j'ai fait en sorte

que chaque participant puisse exprimer sa créativité au maximum et que les tournages se passent dans l'écoute et la proposition. Ce projet est une aventure humaine qui me fait beaucoup penser à la Horde du Contrevent d'Alain Damasio, dans le sens où nous devons avancer ensemble dans une épopée extrêmement difficile, à la poursuite d'un rêve flou. C'est le soin et le respect qu'on s'apportait les uns les autres qui allait décider du sort du projet. Aujourd'hui on y est, Mad Marx est fini après trois ans de travail et sans producteur. Notre expérience libertaire a fonctionné, et c'est une immense fierté pour nous.

Présentation et recueil des propos par NCJ (Graine d'Anar, Lyon).



LECTURE

Nonviolence ?

Notes sur Dominique Boisvert « nonviolence, une arme efficace ? »

Bien que ne m'inscrivant pas dans ce courant du mouvement libertaire même si j'estime qu'en cas de recours au pire (la violence) il faut toujours en tant qu'anarchiste n'y recourir qu'en dernière instance. La question et la posture m'interrogent. En effet, quid d'une Commune de Paris qui ne répondit à la violence versaillaise que sous la contrainte armée ? La Commune aurait-elle pu s'installer et durer dans le cadre d'un mouvement non-violent ? Ou encore quelle résistance et quelle efficacité d'une CNT-FAI non-violente en juillet 1936 face à la barbarie franquiste ?

J'ai donc lu avec intérêt l'essai de Dominique Boisvert intitulé *Nonviolence, une arme urgente et efficace* (1). Deux remarques : tout d'abord, l'auteur emploie à dessein dans son titre le mot « arme » car pour lui, c'est le fil rouge et noir de son essai, la nonviolence est une arme efficace et qui plus est d'avenir. Ensuite, il supprime le trait d'union entre non et violence afin d'en faire un concept à part entière et non pas seulement la négation, le contraire de violence.

Il engage donc chacun d'entre nous à penser la nonviolence et à « décoloniser nos imaginaires » (p.13) forgés contre notre gré par une société violente, guerrière et souvent viriliste. En bref, notre acceptation de la violence, voire son exercice, sont le résultat d'habitus acquis, transmis, reproduits plus ou moins inconsciemment. Quant à la définition de la non-violence donnée par Dominique Boisvert, elle m'apparaît libertaire d'esprit et en tout point compatible avec l'éthique anarchiste.

Pour moi, la nonviolence est « cette attitude, écrit-il, globale de bienveillance tant à l'égard des autres humains que de la création toute entière. Une attitude faite de respect profond, d'ouverture et de gratitude, qui cherche à construire ensemble sans dominer ni exploiter » (p.16).

L'auteur souligne par ailleurs une baisse tendancielle au cours de l'histoire de l'humanité du recours à la violence particulièrement au 20e siècle, malgré ses horreurs. Il produit à cet égard des chiffres qui semblent solides et sourcés. Un gros désaccord pourtant avec l'auteur, non pas sur la tendance à moins violence en général mais sur les causes de celle-ci. Boisvert considère en effet que le reflux de la violence serait lié à l'émergence d'un état régulateur et protecteur qui se réserve seul l'usage de la violence légitime telle que définie par le sociologue Max Weber. Pour moi et de nombreux anarchistes, au contraire, même si l'Etat se réserve le droit à violence, nous considérons que l'émergence de la violence est probablement en germe avec l'apparition de l'Etat et des privilèges qu'il installe et protège. Au moins en ce qui concerne la violence sociétale instituée. Reste que comme les libertaires, il considère « sans la moindre hésitation, que l'économie dominante (capitaliste) actuelle est d'une violence structurelle extraordinaire. Une violence tellement « intégrée » dans nos sociétés que nous ne la voyons même plus. Une violence devenue la normalité de nos vie » (p. 67).

Au demeurant, l'auteur brosse un rapide tableau des sources de la réflexion sur la violence et la nonviolence. Il s'inspire ainsi de La Boétie et de son discours sur la servitude volontaire, de

Henry David Thoreau, Gandhi, Luther King. Un oubli toutefois, notre compagnon Louis Lecoin n'est pas mentionné. Il fournit par ailleurs un intéressant récapitulatif chronologique de toutes les luttes nonviolentes de 1919 en Corée contre la loi coloniale japonaise jusqu'en 2011 en Tunisie contre la dictature. Elles furent en effet nombreuses et quelquefois (souvent) victorieuses et en cela elles sont réellement une arme. L'auteur dénonce encore à juste titre la gabegie financière que représentent les budgets d'une militarisation toujours galopante. Par contre, il se fait de lourdes illusions sur la capacité de l'ONU à réguler la violence voire installer la paix. Il nous incite néanmoins en toute honnêteté à oser la démarche non-violente. Reste à savoir si elle est possible en toute circonstance. Donc un essai qui actualise et relance la réflexion et la controverse sur la nonviolence et dont je partage en partie la conclusion, à savoir que « la nonviolence est une éthique avant d'être une technique (p.82). Sans pour autant, pour ma part, adhérer aux propos de Luther King qui déclarait « les hommes n'ont plus le choix entre la violence et la non-violence en ce monde ; c'est la non-violence ou la non-existence. Voilà où nous en sommes aujourd'hui » (p.110). Je pense quant à moi qu'un autre futur est possible sans être capable pour autant d'en prédire la voie.

Hugues
Groupe Commune de Paris

(1) Dominique Boisvert, 2017, *Nonviolence, une arme urgente et efficace*, Québec, éd Ecosociété, 8 euros à Publico.

LE EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

Les **Éditions du Monde Libertaire**, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les **Éditions du Monde Libertaire** sont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, mandaté(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion.

Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications.

Les **EdML** veulent contribuer à fournir des outils pour l'action dans la lutte sociale.

À PARAÎTRE EN OCTOBRE 2018



Anarchistes dans la
Révolte Populaire de 2017
au Venezuela
(Au coeur du peuple)

Rodolfo Montes de Oca

102 pages - Photos en couleur

10 €

L'activiste et avocat anarchiste Rodolfo Montes de Oca, proche des organisations de peuples indigènes et paysannes, aborde un événement inédit et majeur de l'histoire récente du Venezuela.

Essai historique et témoignage, l'ouvrage est constitué de 3 parties.

La 1^o partie explique comment le gouvernement bolivarien a fait d'une démocratie progressiste la première dictature latino-américaine du XXI^e siècle.

La 2^o partie s'intéresse à la participation anarchiste à la Révolte Populaire de 4 mois en 2017.

Elle est illustrée par un dossier de photos militantes en 3^o partie.

Un texte qui ouvre la voie à un renouvellement de l'anarchisme.

Un livre à méditer pour ceux qui ont failli à la solidarité avec le peuple vénézuélien.

À commander à la librairie **Publico**, oeuvre de la Fédération Anarchiste : 145 rue Amelot. Paris XI^e Métro République. 01 48 05 34 08 ou <https://librairie-publico.com>



Informations et événements sur

Facebook : @EditionsduML

Twitter : <https://twitter.com/EditionsduML>

Contact (renseignements, commandes, envoi de tapuscrits) :
editions@federation-anarchiste.org

Monica Jornet
EdML

Vive la F.A.R.C.E.

Dessinateur : Manolo Prolo. Scénario : Zilber Karevski

Tandis que la France plonge dans la crise et que les usines ferment les unes après les autres, en Lorraine, quatre ouvriers décident de passer à l'action directe: arroser de purin ceux qu'ils considèrent comme responsables. La philosophie de Vive la F.A.R.C.E. va se répandre comme une traînée de poudre. Politiques, financiers, notables, personne n'est épargné. Un matin, tout bascule. L'ancien contremaître est retrouvé mort, la tête dans un seau de purin. Un tract signé F.A.R.C.E. revendique l'attentat. Les chiens sont lâchés, et ils sont enragés.



**AUCUNE LOIS NE PEUT ENFERMER
NOS RÊVES DE LIBERTÉ**



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER